

Les nouvelles responsabilités de la RFA

M. George Bush et **M. Mikhaïl Gorbatchev** s'étaient-ils concertés avant d'effectuer, à deux semaines d'intervalle, une visite en République fédérale ? Force est de constater que les messages qu'ils ont délivrés à ce pays et à ses dirigeants présentent quelques similitudes. Le président américain a invité les Allemands de l'Ouest à partager le rôle dirigeant au sein de l'alliance, et le numéro un soviétique n'a cessé d'insister sur le rôle-clé de la RFA dans le processus d'évolution en cours en Europe.

Pour les Américains comme pour les Soviétiques, il s'agit moins de jouer une hypothétique carte allemande que de prendre acte du fait que, quarante-cinq ans après la guerre, le vain politique a fini par grandir et qu'il se sent mal à l'aise dans les habits taillés pour lui par les vainqueurs de 1945. C'est le sens de l'autre partie du message délivré par MM. Bush et Gorbatchev à Bonn : la situation en Europe n'est pas gelée, ont-ils affirmé en substance ; il est possible, aujourd'hui plus qu'à tout autre moment de l'histoire de l'Europe, de surmonter la division du Vieux Continent, et par conséquent de l'Allemagne.

M. Kohl et son ministre des affaires étrangères, **M. Hans Dietrich Genscher**, ont toutes les raisons d'être satisfaits de l'évolution de la situation internationale de leur pays ces derniers mois : la médiation des alliés vis-à-vis d'une République fédérale incertaine, soupçonnée de dériver vers l'Est, s'est notablement atténuée après le sommet de l'OTAN à Bruxelles, et l'hommage rendu par M. Gorbatchev au rôle joué par la RFA dans le progrès du désarmement ne peut que les combler d'aise.

Mais MM. Bush et Gorbatchev ont également exhorté leurs interlocuteurs à pratiquer une vertu dont la pratique leur pèse de plus en plus : la patience. A des Allemands qui sont enclins à penser que les réformes en URSS et dans d'autres pays communistes ont déjà créé un espace de liberté continu de l'Atlantique à l'Oural, le président américain a rappelé que « la guerre froide ne [serait] achevée qu'avec la fin de la division de l'Europe ». Le mur de Berlin n'est pas éternel, a-t-il dit, mais sa démolition ne fait véritablement pas partie des priorités de la perestroïka.

Cette impatience d'une Allemagne désireuse de voir les choses bouger en Europe à un rythme plus rapide explique en partie cette « Gorbmanie » qui s'est manifestée spontanément dans les rues des villes visitées par le dirigeant soviétique. On reconnaît à M. Gorbatchev le titre de chef mondial du parti du mouvement face à cette Amérique plutôt immobile de la fin de l'ère reaganienne.

Les nouvelles responsabilités, le nouveau rôle politique acquis par la République fédérale en Europe et dans le monde ces derniers mois constituent l'un des éléments majeurs de cette « ère nouvelle » qu'annonce la déclaration conjointe signée le 13 juin à Bonn. C'est également un défi pour les dirigeants actuels et futurs de ce pays, qui devront, plus que jamais, résister à leur pèche mignon : le provincialisme, qui est, au demeurant, infiniment moins dérangeant que les maléfices d'un autre temps.

(Lire nos informations page 6.)

M 0147-06170-4,50 F



3790147004500 06170

Les élections des 15 et 18 juin au Parlement européen

Grande-Bretagne : M^{me} Thatcher aurait subi une défaite France : la participation s'annonce faible

Tandis que la participation des Français aux élections européennes du 18 juin s'annonce faible, les électeurs de cinq des douze pays de la Communauté (Grande-Bretagne, Irlande, Danemark, Pays-Bas et Espagne) ont voté dès jeudi 15 juin pour désigner leurs députés au Parlement de Strasbourg. En Grande-Bretagne, un sondage de la BBC laisse prévoir une défaite sévère pour M^{me} Thatcher et une forte poussée des travaillistes et des écologistes.



L'assurance de M. Kinnock

LONDRES
de notre correspondant

La BBC a créé l'événement en interrogeant sept mille cinq cents personnes qui sortaient, jeudi 15 juin, des bureaux de vote pour les élections européennes. Si les résultats de ce sondage sont confirmés dimanche soir, lorsque les suffrages seront décomptés, le scrutin donnerait une victoire écrasante aux travaillistes, qui remporteraient presque deux fois

plus de sièges que les conservateurs au Parlement de Strasbourg. Ce serait la première défaite électorale, en grande rue, de M^{me} Thatcher depuis son arrivée au pouvoir en 1979. Parmi les électeurs interrogés, 44 % ont dit avoir voté pour les travaillistes, 32 % pour les conservateurs, 14 % pour les Verts et 6 % pour les centristes.

DOMINIQUE DHOMBRES.
(Lire la suite page 7.)

M. Fabius devancé ?

Quelque 38 millions d'électeurs français sont appelés à désigner à la proportionnelle, dimanche 18 juin, leurs 81 représentants au Parlement européen. M. Giscard d'Estaing s'est fixé comme objectif d'arriver devant la liste de M. Fabius. Ce dernier semble avoir accepté, par avance, ce résultat, ayant affiché comme ambition de réaliser un meilleur score que M. Jospin en 1984 (20,75 %).

La liste de M^{me} Veil espère dépasser la barre des 10 %, sans

toutefois pouvoir atteindre celle des 15 %, annoncée en début de campagne par M. Méhaignerie. La percée du Front national enregistrée en 1984 (avec 10,95 %) devrait se confirmer, tandis que les Verts s'attendent à traduire à l'échelon national la poussée dont ils ont bénéficié aux municipales de mars dernier. Enfin, le faible intérêt de l'opinion pour ce scrutin laisse présager une mobilisation modeste.

(Lire nos informations pages 9 à 11.)

Funérailles solennelles pour Imre Nagy

La Hongrie exorcise son passé

Journée historique à Budapest, où des funérailles officielles étaient organisées, vendredi 16 juin, pour l'ancien premier ministre Imre Nagy, condamné pour son rôle dans l'insurrection de 1956, exécuté en 1958, et dont le corps avait alors été jeté dans une fosse commune.

BUDAPEST
de notre envoyée spéciale

Trente et un ans après l'exécution pour « haute trahison » d'Imre Nagy et de quatre autres

dirigeants de l'insurrection de 1956, la nation hongroise tente d'exorciser son passé en faisant à ceux qui sont désormais officiellement ses « martyrs » des funérailles solennelles.

Pendant trente ans, le nom d'Imre Nagy, premier ministre durant un soulèvement contre la domination communiste qui commença le 23 octobre 1956 avant d'être noyé dans le sang par les chars soviétiques le 4 novembre, a été tabou. On ne disait pas ici l'« insurrection de 56 », mais les « événements de 56 », ou carrément, pour les plus orthodoxes, la « contre-révolution ». Depuis

maintenant plus d'un an, la Hongrie nage en pleine crise politique et idéologique. Les tabous tombent les uns après les autres.

Après le verdict de compromis, rendu en février dernier par le comité central du Parti communiste, sur la nature des événements de 1956 - insurrection populaire au début, contre-révolution à la fin - les familles et les compagnons des exécutés de 1958 ont obtenu des autorités l'exhumation de leurs dépouilles. Celles-ci avaient, à l'époque, été jetées secrètement dans une fosse commune, sans aucune marque distinctive, dans la parcelle 301

du cimetière de Rakokeresztur, dans la banlieue de Budapest.

Elles ont obtenu aussi, ces familles, qui, l'an dernier, étaient réduites à inaugurer un monument au Père-Lachaise à Paris pour le trentième anniversaire de l'exécution, l'autorisation de faire de véritables obsèques aux dirigeants de 1956.

L'organisation de ces funérailles a fait l'objet de longues négociations entre le « comité de la justice historique », composé des familles et des compagnons des exécutés, et les autorités.

SYLVIE KAUFFMANN.
(Lire la suite page 6.)

Le casse-tête des inscriptions universitaires

Du bac aux facs

Les 475 500 candidats au baccalauréat connaîtront, début juillet, leurs résultats au premier groupe d'épreuves. Ceux qui auront franchi avec succès cette étape pourront s'inscrire immédiatement à l'université sans passer d'oral. Le ministre de l'éducation, M. Lionel Jospin, entend tout faire cette année pour éviter les bousculades habituelles aux portes des universités parisiennes.

Sèchement admonesté par le président de la République au cours du conseil des ministres du 31 août, M. Jospin avait clairement annoncé la couleur : pas question, cette année, de voir se reproduire la cohue et les files d'attente qui marquent traditionnellement - sous l'œil gourmand des caméras de télévision - les

inscriptions des bacheliers dans quelques grandes universités de la capitale. « Je ne peux accepter plus longtemps que l'attention de l'opinion soit attirée sur une image négative pour tout le système universitaire », expliquait-il à l'automne dernier devant la conférence des présidents d'université. « Je demande donc aux présidents des universités parisiennes concernées de tout mettre en œuvre pour que cesse ce processus. Sinon, je ferai en sorte que les responsabilités soient bien établies. »

Difficile d'imaginer mise en garde plus comminatoire. Mais comment résoudre en douceur ce casse-tête des inscriptions universitaires dans une région qui accueille 20 % des candidats au bac - mais 30 % des étudiants français - dans des locaux depuis longtemps surchargés - au moins pour Paris intra-muros ?

Les responsables universitaires parisiens ont déjà multiplié les mesures, ces dernières années, pour éviter au maximum les bousculades au moment des inscriptions.

La méthode la plus sûre consiste évidemment à augmenter les capacités d'accueil universitaire en Ile-de-France, afin de désengorger les établissements du centre de la capitale. Le mouvement a commencé, il y a deux ans, avec la création en banlieue de plusieurs antennes d'universités parisiennes. Des premiers cycles scientifiques ont ainsi été ouverts à Versailles (par Paris-VI-Pierre-et-Marie-Curie). Des premiers cycles de droit et de sciences économiques ont été créés à Melun (Paris-II).

GÉRARD COURTOIS.

(Lire la suite page 13.)

La Chine à reculons

Langue de bois et retour à l'étude de « Saintes Ecritures »
PAGE 3

La fin de la Majorité morale aux Etats-Unis

Déroute financière d'une organisation politico-religieuse
PAGE 4

La réforme du RPR

M. Chirac reconnaît le droit d'expression interne des courants
PAGE 11

Affaire Touvier

Le secret des archives
PAGE 14

Chèques volés

Un fichier central mis en place en 1990
PAGE 33

Salon du Boérigot

Après des années de vaches maigres, l'aviation générale retrouve la santé
PAGE 28

Le Monde

SANS VISA
■ Calculs, Inde extrême
■ Gastronomie ■ Jeux
PAGES 17 à 20

« Grand Jury RTL-le Monde »
M. Laurent Fabius invité vendredi 16 juin, de 18 h 15 à 19 heures

Le sommaire complet se trouve page 36

La manipulation du cerveau humain : nouvelle conquête ou grande peur du XXI^e siècle ?

LARRY COLLINS
Dédale

Fondé sur une enquête planétaire, LE PREMIER ROMAN DU TROISIEME TYPE



ROBERT LAFFONT
des livres ouverts sur la vie

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dr. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Antilles/Martinique, 2,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 100 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Inde, 90 p. ; Italie, 1 600 L. ; Libye, 6 400 DL. ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,80 fr. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

هكذا من الأصل

Débats

EUROPE

Protéger toutes les langues

par GABRIEL PÉRONNET (*)

La question linguistique n'est pas dans l'Europe de demain une affaire secondaire : encore moins un élément subsidiaire du débat : elle en est la condition.

A l'origine, les Etats du Marché commun communiquaient entre eux généralement en français. Il s'agissait de sceller le bloc européen autour de la seule langue européenne à vocation internationale alors représentée dans l'Europe des Six.

L'entrée de la Grande-Bretagne, plus de dix ans après, a bouleversé cet équilibre initial. Le fait que la langue anglaise soit actuellement la plus importante langue de communication internationale par sa diffusion a pesé d'un grand poids dans l'évolution et le fonctionnement des institutions communautaires.

La diversité linguistique des neuf, dix membres, puis des douze actuels, justifiait dès lors de placer davantage chaque langue sur un pied d'égalité comme langue de travail.

En fait, force est de constater que l'utilisation de l'anglais dans le fonctionnement des institutions de la CEE déborde de plus en plus ce cadre. Par commodité ou par facilité, nombre de réunions de travail non officielles se tiennent désormais seulement en anglais. Malgré le règlement portant fixation du régime linguistique de la CEE qui prescrit que « les textes adressés par des institutions à un Etat membre ou à une personne relevant de la juridiction d'un Etat membre sont rédigés dans la langue de cet Etat », la Commission a cru bon

d'adresser récemment des documents rédigés en anglais à des administrations françaises.

Uniformisation et vassalisation

C'est la question du langage dans lequel s'effectuent les échanges entre pays membres qui se trouve posée. Il est clair que la facilité pousse à adopter de plus en plus l'anglais comme *lingua franca*. Si cette tendance était encouragée, la dynamique communautaire servirait alors l'uniformisation pure et simple des modes de pensée et de consommation et la vassalisation progressive du Marché commun à l'aire culturelle anglo-américaine.

Du même coup, l'Europe se fermerait aux relations privilégiées qu'elle peut et doit entretenir avec les pays francophones ou les pays hispanophones, voire lusophones. Au cours de la dernière session de l'Assemblée générale des Nations unies à New-York, trois seulement de ses participants de la Communauté européenne se sont exprimés en français : l'Italie, la Belgique, le Luxembourg - et c'est en anglais que la Grèce est intervenue au nom de la Communauté européenne dont elle assumait la présidence.

Cette rupture de l'équilibre des échanges linguistiques ruinerait du même coup toutes les politiques d'apprentissage des langues de nos partenaires, grâce aux

quelles des relations peuvent s'établir dans la langue nationale du pays voisin.

Si l'Europe ne maintient pas fermement la règle de la parité de ses langues et son corollaire qui est une réglementation protégeant l'usage de sa langue propre dans chaque Etat membre, il est clair que la dynamique actuelle favorisera uniquement l'extension de l'anglais au détriment du français et de toutes autres langues.

Est-il d'ailleurs besoin de rappeler que la simple application normale de la hiérarchie des normes juridiques, qui accorde aux dispositions des traités une force supérieure à celle des lois internes, peut ruiner les mesures prises par chaque Etat pour protéger sa langue.

Ainsi l'article 30 du traité de Rome, qui interdit les restrictions quantitatives à l'importation « ainsi que toutes mesures d'effet équivalent », est susceptible de faire échec aux mesures législatives ou réglementaires prises par les Etats pour préserver leur patrimoine linguistique, ou, tout au moins, d'en restreindre considérablement la portée.

Le fait, en outre, pour un pays membre de la Communauté, d'exiger que les ressortissants d'un autre Etat membre désirent s'établir sur son territoire fassent la preuve d'une connaissance suffisante de sa langue nationale a été considéré par la Commission des Communautés européennes, dans le cadre notamment de l'application de sa directive sur le

droit d'établissement des médecins et des pharmaciens, comme constituant une entrave à la libre circulation des personnes.

L'affirmation par la France que la construction européenne ne doit pas entraîner le renoncement à notre identité culturelle, représente non seulement un intérêt national évident, mais aussi l'occasion d'une sensibilisation de nos partenaires.

Refus du bilinguisme

Plus que jamais, il est urgent de favoriser la prise de conscience de la nécessité d'une politique globale sur le plan européen en faveur de l'apprentissage des grandes langues de l'Europe. Une telle politique passe par le refus du bilinguisme qui ne manquerait pas de faire de l'anglais le seul commun dénominateur des langues parlées en Europe. Il s'agit d'encourager au contraire l'apprentissage comme première langue, à tous les niveaux de l'école et de l'université, puis dans tous les cycles postuniversitaires, d'autres langues que l'anglais. Grâce à la réciprocity qu'on peut attendre de semblables actions, pourraient s'instaurer les conditions de relations mieux équilibrées entre les diverses langues européennes.

On nous dit : « La francophonie ne doit pas prendre le pas sur l'Europe ». Il faut répliquer : « La francophonie et l'Europe doivent se développer d'un même pas ».

(*) Ancien ministre.

AUDIOVISUEL

Rendez-vous manqués

par JEAN-FRANÇOIS TROGLIC (*)

Au moins depuis les grèves de l'automne, qui ont servi de révélateur, on sait l'audiovisuel public en difficulté. Chaque mois voit se creuser l'écart entre TF1 et Antenne 2 à l'audimat. Nous pouvons aussi mesurer les effets du déséquilibre créé par la loi de 1986. Que, dans cette situation, le gouvernement tente de remettre à flot la télévision publique, l'opération apparaît d'autant plus fondée qu'elle relève du sauvetage.

Premières mesures annoncées : une présidence commune pour Antenne 2 et FR 3 en vue d'harmoniser les programmes, et un effort budgétaire (800 millions de francs supplémentaires en 1990). Seulement, à vouloir restreindre le débat à ces seules questions, la visée d'ensemble fait défaut. Or il y avait deux rendez-vous importants à l'ordre du jour : l'industrie des programmes et le devenir de l'audiovisuel régional. En ne les traitant pas ou mal, on ne prépare pas l'avenir, même si l'on ravale le présent.

L'audiovisuel européen se construit aujourd'hui dans la tourmente. En consacrant toute son attention au problème des « tuyaux », la France a perdu beaucoup de son énergie dans une guerre de dix ans entre France Télécom et TDF, alors même que

câble et satellite sont complémentaires. Après maintes péripéties, TDF 1 est enfin en activité. Mais, dans la confrontation européenne, on commence à comprendre que le rôle moteur reviendra aux puissances productrices de programmes. Et reconnaissons-le, la France est, en ce domaine, bien mal placée. Une succession de décisions, depuis 1974, n'ont en pour effet que de limiter les capacités de production.

Aujourd'hui, nos outils de production publics sont dans une situation difficile. Le secteur privé, balbutiant, sous-capitalisé, offre un tissu anarchique et individualiste de petits producteurs et prestataires. Quant au cinéma, il reste enfermé derrière des barrières corporatistes et protectionnistes.

Sans mise de fonds importante, il ne sert, bien entendu, à rien de parler de relance de la production. Elle passe, en particulier, par un accroissement sensible de la commande publique et une dynamisation du secteur privé. Mais l'argent, à lui seul, ne suffit pas. Encore faut-il définir un plan de développement et d'organisation du secteur.

Il est temps, entre autres, de balayer quarante ans de coupure

entre cinéma et télévision, ruineuse originalité de notre système audiovisuel. Pourquoi ne pas déposséder le code de la cinématographie et créer un ensemble de règles de fonctionnement pour toute l'industrie des programmes audiovisuels, y compris le cinéma ? Le tout accompagné d'un volet social non négligeable.

D'autre part, il n'y aura pas de relance effective sans une forte impulsion donnée à la production de fictions et plus spécialement de séries. Nos faiblesses sont à ce point criantes (scénario, écriture, format) qu'elles exigent des mesures de modernisation du mode de production, ainsi qu'un effort de formation sans précédent.

Le temps presse. Seuls deux ou trois grands pôles de production subsisteront à terme en Europe, et tout retard compromettrait la place de la France dans le futur équilibre audiovisuel européen.

Même si Catherine Tasca insiste à juste titre sur l'« atout régional audiovisuel », le gouvernement laisse aujourd'hui FR 3 au milieu du gué. Les stations régionales créées auront bientôt trente ans. Elles peuvent continuer à servir de laboratoire de l'audiovisuel régional.

(*) Secrétaire national de la CFTV.

MISE AU POINT

A propos d'un appel de « Temps nouveaux »

Le Monde du 1^{er} juin a publié sous forme d'un texte publicitaire un « appel » émanant du mouvement Temps nouveaux, auquel j'appartiens.

Je voudrais préciser que je n'ai pas approuvé ce texte. Si en effet j'approuve l'esprit de ce mouvement, je crois que ce texte, tel qu'il est rédigé, déforme entièrement cet esprit.

Ce que Temps nouveaux veut, en dehors des partis, en marge de la vie politique, c'est apporter une réflexion nouvelle en vue de préparer une société plus juste, plus libre, une Europe des hommes et des cultures, un monde équilibré, une Terre assainie.

Mais les phrases négatives qui figurent au début de l'appel en question me paraissent fausses et ne correspondent pas du tout à ma position personnelle. Sans la « classe politique », attaquée par ces phrases, comment gouverner ? S'en détourner, comme il est dit, n'est-ce pas appeler, à l'abstention, ou aux

extrêmes assurés de n'avoir que peu d'élus ? N'est-ce pas une forme de néopopulisme ? Et peut-on publier un tel texte, au moment des élections européennes, sans reconnaître le caractère positif de la politique du gouvernement actuel, dans des domaines tels que la recherche, la culture et l'éducation ?

Je tiens donc à préciser, à titre personnel, que, même si je suis en désaccord (sur le nucléaire militaire) avec les options actuelles, mon bulletin de vote sera clair. Cela ne m'empêchera pas de lutter contre les menaces que fait peser sur le monde l'arme nucléaire ; mais cette lutte est un élément de la vie politique normale. Et de toute façon, je refuse que mon nom soit associé à un amalgame d'une dangereuse ambiguïté.

En tout cas, alors qu'un processus de régionalisation est possible, le moins qu'on puisse dire est que le gouvernement étudie la question de FR 3 en n'y consacrant que peu de moyens et, surtout, en se refusant à toute évolution de structure. Seule petite lueur, les contrats d'objectif entre FR 3 national et les établissements régionaux.

L'avenir peut brutalement s'assombrir pour l'audiovisuel français, s'il ne se saisit pas de ces enjeux sur lesquels un futur proche fera peser une très forte pression.

JEAN-CLAUDE PECKER,
membre de l'Académie des Sciences,
professeur honoraire
au Collège de France.

Abstention, la tête haute

par JACQUES MOURIQUAND (*)

Je m'abstiens. La tête haute, avec détermination. Cela fait quatre ans que j'appartiens ainsi au premier parti de France, celui des boudeurs d'isolat.

Une période de chômage de quelques mois. Rien qui vaille la sympathie, même pas le soutien dans la statistique. Mon tour, j'étais réduit à un chiffre, une courbe, quelques diagrammes. Des mouvements, des tendances, des abstractions.

Rien qui dise la blessure intime. Le monde qui, subitement, a changé, vers l'obscurité, égaré en bord de route. Rien qui dise la révolte devant les mots convenus, glacés, morts, des porte-paroles de la « France officielle ». Indemnisation, couverture sociale, droits acquis, réintégration...

Mais le foyer familial qui se délite. Mais le quartier, obstinément muet. Mais ces journées longues, longues, longues, à se dire qu'un jour cela changera. Mais les amis qui cherchent mille voies pour éviter le sujet. Surtout ne pas lui dire : « mon pauvre vieux ». N'empêche. C'est-ce qu'il a changé. Mais ce doute de soi qui envahit le cerveau.

Des privilèges - j'en fus - s'en sortent. Sonnez trompettes : « Ils retrouvent une place dans la société ». Ah ! que la formule est révélatrice : les autres ont donc perdu la leur ! La société est faite non pas pour tous ses membres, mais pour ceux d'entre eux qui travaillent.

Ainsi donc, les chanceux repartent. Mais ils n'oublient pas. Plus que les autres, ils entendent ces hommes politiques trop propres venir faire à la télévision des prestations bien lénifiantes.

La gauche, la droite ? Petits boulets, SVP, stages en alternance. Au bon sens des choses, mais pour quel changement de contenu ? Les syndicats ? L'indemnisation, la couverture sociale, droits acquis, réintégration.

Mots vides, mots morts, qui sont autant de provocations pour ceux à qui ils sont supposés s'adresser, mais qui, pourtant, bien que cette prévention attendue de grande bourgeoisie faisant leurs courses n'a aucune véritable dimension humaine.

Depuis dix ans, combien de personnes ont connu le chômage, la brièveté, le trebuchement ? S'il est connu, ce chiffre n'est jamais diffusé. Il permettrait sans doute de mieux comprendre le niveau d'abstention dans ce pays.

La démocratie n'est certes pas une assistance sociale, une bonne à tout faire, mais moins qu'aucun régime elle ne peut se passer de l'adhésion de chacun de ceux qui composent le peuple. Adhésion personnelle, intime. Il est fini le temps où l'on votait avec le troupeau de ses « amis politiques », avec ceux de « son bord ». On veut « y croire », pouvoir y mettre « du sien ».

« Si vous voulez vous faire entendre, votez donc ! » répond-on à tout cela. Mais pour voter, il faut « y croire ». C'est ce qui est de la vie qu'il s'agit. Du quotidien. Des choses simples. Humaines. Non point du rôle trop bien appris de quelques acteurs dressés dans des cabinets de communication. Et c'est pourquoi, je crois, des milliers d'individus confrontés à cette décapante démythification qu'est le chômage « ne jouent plus ».

(*) Journaliste.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-97-27
Télépar : MONDPA 650872 F
Télécopieur : (1) 45-23-08-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication.

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1949)
Jacques Fauriol (1949-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile :
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Woutet

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet

Correspondant en chef :
Claude Salas

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-81 ou 45-55-91-71
Télépar : MONDPU 286 136 F

Le Monde
TÉLÉMATIQUE

Composés 38-15 - Types LEMOND
ou 38-15 - Types LM

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-98-81.

ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS tels que l'étranger
3 mois	365 F	395 F	594 F	700 F
6 mois	720 F	790 F	1 172 F	1 400 F
9 mois	1 080 F	1 185 F	1 758 F	2 100 F
1 an	1 360 F	1 480 F	2 244 F	2 600 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de

vos chèques ou par MINTEL : 36-15 LEMOND code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements

tél : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changement d'adresse détaillé en préambule : nos abonnés sont invités à fournir leur demande dans les délais voulus pour leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez noter l'obligation d'écrire lisiblement les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde 38 F

NUMÉRO HORS SÉRIE - 100 PAGES

LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Les listes en présence et leurs scores dans les 12 États. Le portrait de la nouvelle Assemblée.

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____

LOCALITÉ _____ CODE POSTAL _____

Nombre d'exemplaires : _____ X 43 F (port inclus) = _____ F pour l'étranger et les DOM-TOM, nous retourner le bulletin et règlement à renvoyer à : LE MONDE, service vente au numéro, 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09.

هكذا من الأصل

مكتبة أمية الأصول

Amériques

ÉTATS-UNIS : association politico-religieuse fondée il y a dix ans

La Majorité morale a fait faillite...

NEW-YORK
de notre envoyée spéciale

La Majorité morale a fait long feu. Cette hydre politico-religieuse aux multiples têtes universitaires et médiatiques, née en 1979 de l'alliance entre la « nouvelle droite » américaine et les mouvements fondamentalistes, qui connut son apogée durant le premier mandat de Ronald Reagan, va s'éteindre, de la pire des morts : pour une organisation basée sur l'opinion publique et ses délégués : totalement ruinée et discréditée, ou presque. Celui qui en fut tout à la fois le gestionnaire et le pasteur, le révérend Jerry Falwell, l'a publiquement annoncé le week-end dernier à Las Vegas, lors de la Convention des Eglises baptistes, ce « MIDEM » de la foi télévisuelle qui avait rassemblé quelque 20 000 délégués. Le 31 août prochain le siège national de l'organisation à Washington sera fermé et ses quinze permanents, remerciés.

Le spectacle de l'ex-grand inquisiteur des valeurs morales américaines et de la chasse aux sorcières féministes, battant sa coulpe à « Vegas » — communément appelé « Sin City » (la ville du péché) — parmi les clichés douloureux des machines à sous et les déshabillées néo-byzantines des serveuses, ne manquait pas d'une certaine grandeur. Le porte-parole de la Convention, Mark Wingfield, devait d'ailleurs confier que les délégués avaient prié, avant l'ouverture, pour les habitants de Vegas inscrits dans le bottin du téléphone... Reconnaissant que la Majorité morale « n'avait pu résoudre tous les problèmes », mais qu'elle « avait joué un rôle important pour réveiller les conservateurs religieux et changer les termes du débat politique », le révérend Falwell s'est efforcé de donner des allures positives à ce qui n'était somme toute qu'un dépôt de bilan. « Notre action, devait-il conclure, a apporté trois à quatre millions de voix en 1980 en faveur de M. Reagan, est comparable à l'impulsion donnée en son temps par Martin Luther King et le Mouvement pour les droits civiques aux Eglises et au vote noir. »

Il est vrai que, en 1980, après des débuts en fanfare, la Majorité

morale avait eu pignon sur rue. La Fondation Héritage, un « Think-tank » ami, offrait un mode d'emploi au nouveau gouvernement intéressé, et Jerry Falwell, qui avait ses entrées à la Maison Blanche, recueillait les fruits de son lobbying pour son lobby politique en 1984, « la meilleure année ». Pourtant, sur le terrain, l'intérêt allait décroître et les deux élections de 1982 et 1984 n'apportèrent pas l'élan espéré. Le révérend devait le reconnaître : « Il

naient franchement gênantes à l'heure où l'on dialoguait justement avec l'Antéchrist à sonner que veux-tu. »

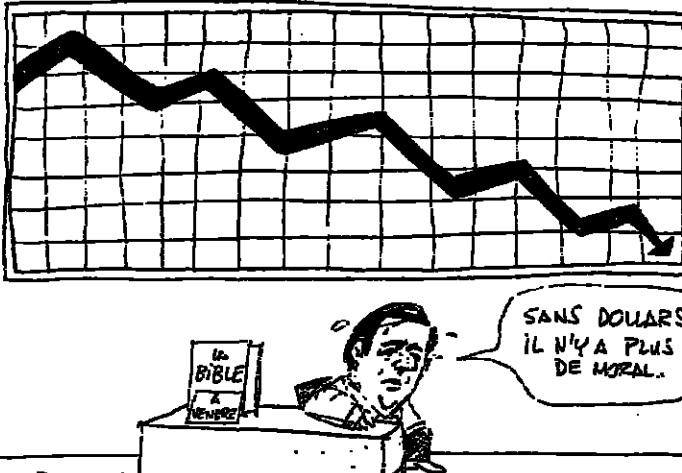
Pré de s'occuper un peu plus du spirituel et moins du temporel, le révérend Falwell se réfugia dans sa citadelle de Lynchburg (Virginie) bercée de sa croisée, dans sa propriété avec piscine, entourée d'une clôture de béton de huit pieds de haut, que ses adversaires avaient surnommée par dérision le « mur de Jéricho ». Ce mur allait bientôt tomber. Et les trompettes

interpellées directement par Dieu, se firent entendre à la voix de la raison.

Tout d'un redressement financier, il débaptisa la Majorité morale au nom trop galvaudé pour l'appeler « la Fondation Liberté ». Changeant du même coup de marketing, la vision y serait, disait-il, plus « économique », plus axée sur les questions politiques « au jour le jour » comme la « guerre des étoiles » ou l'aide à la Contra anti-sandinista. Le modèle étant, sans la nommer, la Coalition pro-enclaves des désertités du pasteur Jackson, mais à l'usage de « toutes les églises, synagogues, temples monommes qui seraient, hormis leurs différences théologiques, la même ligne théologique ». Une « cohabitation » de l'irréconciliable ?

Peine perdue. Le ciment ne devait pas prendre et les divisions s'accrochèrent dans cette communauté après tout marginale par rapport à l'ensemble des Eglises protestantes. On le vit lors de la dernière élection présidentielle. Certains républicains, considérant qu'une aide trop évidente de la Majorité morale serait nuisible, refusèrent tout net de l'écouter. Exception faite de George Bush qui, lui, voulait recueillir son image de « modéré », et accepta le parrainage de Falwell. Ce qui ne fit qu'aggraver les querelles dans le mouvement, certains préférant la candidature de l'un des leurs, Pat Robertson.

Son piètre succès lors des primaires républicaines eut-à raison de la vocation politique du mouvement ? Jerry Falwell avait, pour sa part, démissionné de la présidence dès 1987, avec un argument irréfutable : son budget annuel était tombé de 11 millions de dollars à 3,5 millions. Une certaine droite laïque et plus modérée ayant repris le flambeau — on le voit dans le fichissement à droite qui connaît actuellement le Cour suprême, notamment sur l'avortement ou la politique des quotas en faveur des minorités, — après huit ans de réaganisme, le révérend, l'âme en paix, a annoncé que ses activités politiques l'ayant dérangé de sa route, il allait revenir dans son église, le Thomas Road Church, pour veiller au bon pasteur sur ses brebis, et, bien sûr, sur les deniers du culte.



est difficile de maintenir une croisée quand le pouvoir est déjà de votre côté. L'essentiel de leurs revendications n'étant toujours pas satisfaites (interdiction de l'avortement, instauration des prières à l'école, interprétation stricte de la Bible et condamnation des théories de Darwin), les chaires de la Majorité morale n'en devinrent que plus virulentes. Et plus voyantes : c'est ainsi que les distributeurs de Jerry Falwell en faveur du régime de l'apartheid ou de M. Marcos aux Philippines agacèrent prodigieusement le département d'Etat. La fin du mandat de Ronald Reagan n'allait rien arranger. Et certains thèmes favoris des prédicateurs, telle la « lutte contre l'Antéchrist soviétique », qui pouvaient convenir du temps où l'Amérique luttait contre « l'empire du mal » deve-

de la « mauvaise renommée » y seront pour beaucoup.

Dès 1988, un sondage classait le révérend parmi les personnalités les plus connues et les plus détestées. Il y battait l'imam Khomeiny, l'ex-gouverneur raciste Wallace et la bête noire des anciens du Vietnam, Jane Fonda. De leur côté, emprisonnés dans d'obscures histoires de malversations financières et de prostituées, deux « contraires », Jimmy Swaggart et Jim Bakker, chutèrent de leur firmament télévisuel. Réduits à l'état d'extrémisme, un troisième Orli Roberts, demandant à ses ouailles quelques dollars de plus « sans que Dieu le rappellerait à lui », Jerry Falwell, qui se vante, lui, d'être « un ancien pêcheur » (la vocation ne lui est venue qu'en 1977) et de n'avoir jamais « été

Diplomatie

Deux nominations
d'ambassadeurM. Jacques Thibaut
à Athènes...

M. Jacques Thibaut a été nommé ambassadeur de France en Grèce en remplacement de M. François Plaisant, a annoncé jeudi 15 juin le Quai d'Orsay.

[Né le 26 octobre 1928, diplômé de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer, où il a d'abord servi de 1950 à 1955, M. Thibaut est ensuite passé par l'Ecole nationale d'administration, avant d'entrer aux affaires étrangères (administration centrale) en 1958. Chargé de mission à la présidence de la Communauté en 1960-1961, il a été en poste à Londres jusqu'en 1962, avant d'être nommé chef de cabinet de M. Peyrefitte, ministre de l'Information jusqu'en 1965. Devenu directeur adjoint de la télévision à l'ORTF (1965-1968), M. Thibaut a ensuite été affecté à Berne (1969-1972), puis s'est consacré à différents travaux parlementaires, notamment la rédaction de plusieurs ouvrages, dont un sur le Monde, avant d'être nommé, en 1982, directeur général des relations culturelles du Quai d'Orsay, et l'année suivante, ambassadeur à Bruxelles. Depuis 1986, il était ambassadeur à Lagos (Nigeria).]

... et
M. Jean-Bernard Ouvrier
à Brasilia

Le Quai d'Orsay a également annoncé la nomination de M. Jean-Bernard Ouvrier à Brasilia, en remplacement de M. Philippe Cavillier.

[Né le 13 mars 1939, ancien élève de l'ENA, M. Ouvrier a été notamment chargé de mission au cabinet du premier ministre (1968-1969), puis en poste à la représentation permanente de la France auprès des Communautés européennes à Bruxelles (1971-1974), à Bagdad (1975-1977), à Washington (1977-1979) et directeur adjoint au cabinet du ministre des affaires étrangères (1979-1980). En janvier 1981, il a été nommé représentant pour la France au conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique. En mai 1985, M. Ouvrier a été affecté à Séoul comme ambassadeur. Il était, depuis 1987, directeur des affaires économiques et financières.]

CHILI
Référéndum
le 30 juillet
sur les réformes
constitutionnelles

Santiago. — Le président Augusto Pinochet a annoncé, jeudi 15 juin, l'organisation, le 30 juillet, d'un référendum sur les réformes constitutionnelles. Un accord sur les modifications de la Constitution était intervenu, il y a deux semaines, entre le ministre de l'Intérieur Carlos Caceres et le dirigeant démocrate-chrétien Patricio Aylwin, porte-parole des dix-sept partis d'opposition réunis au sein de la Concertación pour la démocratie. Parmi les cinquante-quatre amendements qui vont être apportés à la Charte figurent la levée de l'interdiction des partis marxistes et une réduction du prochain mandat présidentiel de huit à quatre ans.

Ce référendum intervient après le plébiscite, organisé le 5 octobre dernier, où une majorité d'électeurs avaient rejeté le maintien au pouvoir du général Pinochet jusqu'en 1997. La date de l'élection présidentielle est fixée au 14 décembre, et le général Pinochet devrait remettre le pouvoir à un président civil le 11 mars 1990. — (AFP, Reuter.)

● ARGENTINE : investiture de M. Carlos Menem, le 8 juillet prochain. — La présidence argentine du M. Carlos Menem, sera investie dans ses fonctions le 8 juillet prochain, ont annoncé, jeudi 16 juin, M. Cesar Jaroslavsky, porte-parole du président sortant, M. Raul Alfonsín, et M. Antonio Cafiero, chef du parti justicialiste (peroniste). La décision a été prise dans le sillage de la commission de transition composée par des membres du Parti radical de M. Alfonsín et du Parti peroniste. L'Assemblée législative doit se réunir le 30 juin pour accepter la démission de M. Alfonsín, qui assurera la transition jusqu'à la prise de fonctions de son successeur. — (AFP.)

Tous les ouvrages sur
le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée,
les médecines naturelles...
à la LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES
6, rue de Savoie, 75006 PARIS — Tél. : 43-28-80-72

Afrique

MAROC

L'Organisation des droits de l'homme
s'inquiète du sort de grévistes de la faim

Créée il y a six mois avec le consentement peu équivoque des autorités, l'Organisation marocaine des droits de l'homme (OMDH) a été saisie par la famille de l'intéressé du cas de Moulay Tahar Douraydi, un des trois détenus qui poursuivent une grève de la faim dans l'hôpital de Casablanca, où ils sont alimentés par perfusion. Condamnés à des peines de prison allant de huit à quinze ans après les émeutes de janvier 1984, ces hommes, dont le plus âgé a trente et un ans, ont cessé de s'alimenter pour obtenir le statut de prisonnier politique. Au cours d'une conférence de presse organisée au siège de l'OMDH à Rabat, leurs parents ont affirmé qu'« ils étaient maintenus en vie depuis quatre ans grâce à des sondes gastriques qu'ils arrachent dès qu'on leur délie les mains ».

De source informée, on estime cependant que ces boycottages sont le fait d'une minorité, qui a empêché, parfois physiquement (armes blanches, gourdin), les étudiants de se rendre aux examens, provoquant des incidents et des interventions des forces de l'ordre, en particulier à Fès et Meknès.

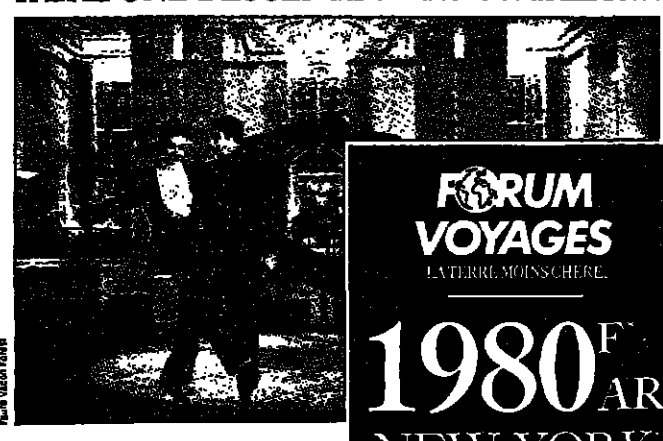
Plusieurs étudiants ont été arrêtés et défilés devant les tribunaux. Ils appartiennent en grande majorité à l'organisation clandestine d'extrême gauche Qaidiyne (basiste), qui cherche depuis cinq ans à prendre le contrôle de l'Union nationale des étudiants du Maroc (UNEM-progressive), paralysée par ses divisions internes, ajoute-t-on de même source.

La plupart des partis politiques marocains ont condamné l'« anarchie » actuelle dans l'Université marocaine, qu'ils attribuent à des « saboteurs », et ont demandé au gouvernement d'intervenir afin que 1989 ne soit pas une « année blanche » dans les facultés de Meknès, Oujda et Tétouan.

Pour sa part, l'USFEP impute la responsabilité de ces tensions au gouvernement, à qui elle reproche de ne pas avoir ouvert le dialogue avec les étudiants.

Cette affaire est portée sur la place publique alors que le plus grand désordre règne dans certaines facultés.

L'Union socialiste des forces populaires (USFP, opposition populaire) a annoncé, jeudi, qu'elle avait demandé, avec la Confédération

PLUS BESOIN D'AVOIR UN PARRAIN POUR
FAIRE UNE DESCENTE DANS UN PALACE.

VOUS ALLER RETOUR

• MONTREAL	1980F	HONG KONG	5890F
• MIAMI ou ORLANDO	2580F	• RAIL	6395F
• LOS ANGELES ou SAN F.	3180F	• ATHENES	1280F
• MEXICO	3380F	• ISTANBUL	940F
• LIMA	5710F	• MARRAKECH	1450F
• RIO	4890F	• TUNIS	1200F
• DELHI ou CALCUTTA	4690F		
• COLOMBO	4990F		
• BANGKOK	4690F		

* Au départ de Paris, dates fixes, prix à partir de.

A retourner à Forum Voyages : 55, avenue Franklin-Roosevelt, Paris 8^e - 42.89.07.07 / 11, avenue de l'Opéra, Paris 1^{er} - 42.61.20.20 / 75, avenue des Ternes, Paris 17^e - 45.74.39.38 / 1, rue Cassette (angle 71, rue de Rennes), Paris 6^e - 45.44.38.61 / 70000 Rouen - 72, rue Jeanne-d'Arc - 35.98.32.59 - Minut 36.15 code FV.

Je vous remercie de m'envoyer votre nouvelle brochure Forum Voyages qui me permettra de découvrir la terre moins chère et le luxe moins cher.

☐ Forum-Vols discount. ☐ Forum USA, Canada, Mexique.

☐ Forum Asie. ☐ Forum Bassin méditerranéen, Afrique.

J'ai bien noté que cette brochure gratuite me sera envoyée contre 8,80 F en timbres.

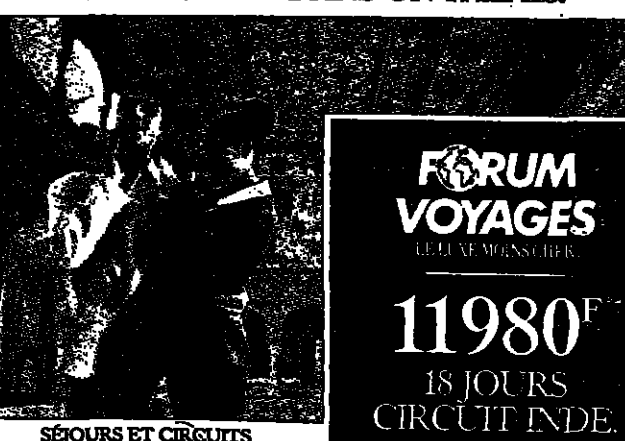
Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Code postal : _____

*Cocher la case de la brochure à vous être envoyée.

FORUM VOYAGES
L'ART DE VOYAGER, LE LUXE MOINS CHER

PLUS BESOIN D'ÊTRE UN MAHARAJAH
POUR VIVRE DANS UN PALAIS.

SEJOURS ET CIRQUITS

NEW YORK : séjour en Waldorf Astoria 8 jours (fixe) : 6300F

A LA DÉCOUVERTE DE L'EST DES USA-CANADA : Hôtel de luxe 1/2 pension, Accomp. français, 12075F

A LA DÉCOUVERTE DE L'OUEST DES USA : 15 jours, Hôtel de luxe 1/2 pension, Accomp. français, 13985F

MEXIQUE : Circuit groupe Grand Tour, 16 jours : 9460F

MEXIQUE-GUATEMALA : Circuit groupe le jour, 12800F

TURQUIE : Circuit l'Essentiel de la Turquie, 8 jours : 5390F

RAI : Séjour hôtel Ibis Beach Lux, 18 jours : 7885F

Exc.

* Prix au départ de Paris, à dates fixes, à partir de.

** Séjour circuit individuel au départ de Paris, à dates fixes, 18 jours (Grand tour), prix à partir de.

A retourner à Forum Voyages : 55, avenue Franklin-Roosevelt, Paris 8^e - 42.89.07.07 / 11, avenue de l'Opéra, Paris 1^{er} - 42.61.20.20 / 75, avenue des Ternes, Paris 17^e - 45.74.39.38 / 1, rue Cassette (angle 71, rue de Rennes), Paris 6^e - 45.44.38.61 / 70000 Rouen - 72, rue Jeanne-d'Arc - 35.98.32.59 - Minut 36.15 code FV.

Je vous remercie de m'envoyer votre nouvelle brochure Forum Voyages qui me permettra de découvrir la terre moins chère et le luxe moins cher.

☐ Forum-Vols discount. ☐ Forum USA, Canada, Mexique.

☐ Forum Asie. ☐ Forum Bassin méditerranéen, Afrique.

J'ai bien noté que cette brochure gratuite me sera envoyée contre 8,80 F en timbres.

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Code postal : _____

*Cocher la case de la brochure à vous être envoyée.

FORUM VOYAGES
L'ART DE VOYAGER, LE LUXE MOINS CHER

هكذا من الأصل

Diplomat

Le Monde • Samedi 17 juin 1989 5

Christian Dior



EAU SAUVAGE

مكتبة امنه الاصل

Diplomatie

La fin de la visite de M. Mitterrand en Pologne
Conversations de table à Gdansk

M. Mitterrand devait regagner Paris vendredi soir 16 juin à l'issue d'une visite de trois jours en Pologne. Après avoir consacré la journée de jeudi à Gdansk, le chef de l'Etat, il s'est rendu vendredi matin aux camps de concentration d'Auschwitz et de Birkenau. Il

devait ensuite s'entretenir à Cracovie avec des étudiants de l'université Jagellonne et être l'hôte à déjeuner de la municipalité. De retour à Varsovie dans l'après-midi, il devait rencontrer une nouvelle fois le général Jaruzelski puis donner une conférence de presse.

GDANSK
de notre envoyée spéciale

Solidarité déjeunait en ville, jeudi 15 juin, dans un de ces grands hôtels tristes et laids, assez typiques des pays de l'Est. A la table des seize représentants du syndicat, parmi lesquels MM. Walesa, Gersmek, Kuro, Maszowski, conversant à bâtons rompus, un chef d'Etat, plusieurs ministres et quelques autres convives parmi lesquels François Sagan et Anna Prucnal, qui garde l'œil humide depuis qu'elle a remis le pied, mercredi, sur son sol natal. Singulier épisode pour une visite d'Etat, d'habitude très chargée en protocole. Cette invitation lancée par M. Mitterrand aux dirigeants du syndicat, non dans le cadre privé d'une ambassade mais dans un restaurant du centre de Gdansk, symbolisait très fortement le changement de statut de Solidarité.

Pourtant, c'est apparemment la délégation française qui fut la plus impressionnée par cette rencontre, par la force tranquille émanant de ce groupe d'interlocuteurs, par le calme méthodique avec lequel ils abordent l'inconnu et font petitement reculer les limites du possible.

De ces conversations de table, informelles, nul n'attendait évidemment tirer de conclusions. Elles n'en furent pas moins « passionnées », selon M. Gersmek, qui résuma ainsi le thème autour duquel elles avaient tourné : « Comment trouver la juste mesure entre ce qu'il faut changer rapidement en Pologne et ce qu'il faut faire évoluer patiemment pour

ne pas mettre en danger la stabilité politique et en même temps répondre aux attentes pressantes de la population ? »

Les Français posaient des questions sur la façon dont Solidarité envisage l'avenir politique et institutionnel de la Pologne à court terme. Ils n'eurent pas de réponse tranchée. On est à la fois dans le temps de la réflexion et dans celui de l'urgence, et Solidarité devra très prochainement arrêter ses choix stratégiques. Les syndicalistes polonais, eux, posaient des questions comme : prend conseil auprès de spécialistes sur le sujet qui les obsède : quelle peut être la méthode pour passer d'une économie socialiste en faillite au capitalisme libéral et social qu'ils appellent de leur vœux ?

En compagnie
du général Jaruzelski

M. Mitterrand fut, une nouvelle fois, remercié par le président de Solidarité pour sa compréhension, pour son soutien et pour cette invitation à Paris, en décembre dernier, qui, a-t-il dit, a contribué à enclencher en Pologne le processus démocratique en cours. Les représentants de Solidarité demandèrent des précisions sur les mesures d'aide économique françaises annoncées la veille à Varsovie. Ils remarquèrent même si certains trouvent que ce n'est pas suffisant. Ils insistèrent sur leurs besoins en savoir-faire autant qu'en crédits ou en report de dettes. Ils mirent en garde contre une aide d'Etat trop souvent gaspillée par le passé dans des structures qui n'ont plus à déconstruire leur échec. Puis la

compagnie s'éleva vers le monument aux victimes du soulèvement ouvrier réprimé dans le sang en 1970. Là, M. Mitterrand déposa une gerbe au pied des trois immenses croix plantées près de l'entrée des chantiers navals et autour desquelles s'étaient rassemblés quelques milliers de victimes, les représentants des Hongrois exilés à l'étranger après 1956 et une équipe de la télévision hongroise. Car du matin jusqu'au soir, ces funérailles devaient être retransmises en direct à la télévision alors qu'on attendait, place des Héros, jusqu'à 200 000 personnes.

Restait l'épineuse question de la participation des représentants du pouvoir. Le « comité de la justice historique » a tranché : les institutions de l'Etat pourront être représentées mais pas le parti — qui n'a pas réhabilité Imre Nagy. Au nom du gouvernement, le premier ministre, Miklos Nemeth, le vice-

CLAIRE TRÉAN.

Avant de regagner Moscou

M. Gorbatchev a défendu la perestroïka
devant les ouvriers des aciéries de Hoesch

M. Gorbatchev a regagné Moscou jeudi soir 15 juin à l'issue de sa visite de quatre jours en Allemagne fédérale. Bien que certains commentateurs ouest-allemands regrettent qu'il ait, à cette occasion, « escamoté » le problème allemand, pratiquement tous les journaux saluent sa visite comme un grand succès. En Allemagne de l'Est, le porte-parole du ministère des affaires étrangères a qualifié le voyage de M. Gorbatchev de « contribution significative au maintien et à la stabilisation de la paix en Europe ».

BONN
de notre correspondant

Après avoir pris congé du président Richard von Weizsäcker, jeudi 15 juin en fin de matinée, M. Gorbatchev s'est rendu à Dortmund à bord du train à grande vitesse allemand ICE, qui n'est pas encore en service commercial faute de voies adéquates, mais qui est déjà la fierté de la Bundesbahn. La dernière apparition publique du chef de l'Etat soviétique s'est produite dans le hall n° 2 des aciéries Hoesch, devant dix mille sidérurgistes venus de toutes les usines de la Ruhr. L'accueil des hommes au casque de plastique, le plus souvent orné de l'ombilic de l'IG Metall, le syndicat des métallurgistes fut tout aussi enthousiaste

que celui des foules, moins typées socialement, de Bonn ou de Stuttgart.

Ce même public avait, avant l'arrivée de Gorbatchev, fait une ovation à MM. Willy Brandt et Helmut Schmidt et salué de sifflets l'entrée de M. Lambsdorff, président du Parti libéral. On était là en terre social-démocrate, et cette dernière étape du voyage de M. Gorbatchev visait à rétablir quelque peu l'équilibre : jusque-là la présence du dirigeant soviétique n'avait mis en valeur que son principal interlocuteur, le chancelier Kohl. A la veille d'un scrutin important, le SPD tentait de rappeler que les résultats obtenus aujourd'hui dans la réconciliation et la coopération avec l'URSS n'auraient pas été possibles sans l'Ostpolitik initiée dans les années 70 par Willy Brandt et Helmut Schmidt. Dans son enthousiasme, le président du comité d'entreprise des aciéries Hoesch proposa même que le prix Nobel de la paix soit attribué cette année à Mikhaïl Gorbatchev, ce qui lui donnerait la même place dans le cœur des ouvriers allemands que le Prix Nobel de la paix 1971, Willy Brandt, justement.

Visiblement très à l'aise, le numéro un soviétique prononga un discours largement improvisé, moins diplomatique et plus passionné que ses autres prises de parole en terre allemande. Son plaidoyer pour la perestroïka fut accueilli par des applaudissements frénétiques lorsqu'il affirma qu'elle ne signifiait

pas « l'abandon du socialisme », mais qu'elle visait à établir en URSS « plus de socialisme, c'est-à-dire plus de démocratie et de liberté ».

Les sidérurgistes de la Ruhr avaient une petite idée derrière la tête en invitant Mikhaïl Gorbatchev et en l'applaudissant à tout rompre : assurer leur emploi en incitant les Soviétiques à passer des commandes d'acier allemand. « Il a très bien parlé », assurait l'un d'eux à l'issue de ce meeting inhabituel, « on attend maintenant les actes... »

LUC ROSENZWEIG.

ENRIQUE BARON
EUROPE 92
LE RAPT DU FUTUR

collection
KAÏROS
ÉDITIONS BERNARD COLLAZ
comprendre...
diffusion
livres

OÙ TROUVER UN
LIVRE ÉPUISÉ ?

Ecrivez ou téléphonez :
LIBRAIRIE
LE MONDE DU LIVRE
(LE TOUR DU MONDE)
60 RUE ST-ANDRÉ-DES-ARTS
75006 PARIS
☎ (1) 43.25.77.04

Europe

Funérailles solennelles pour Imre Nagy

La Hongrie exorcise son passé

(Suite de la première page.)

Les autorités hongroises ayant finalement pris la mesure de l'élan populaire qui se dessinait derrière cette opération ont en fait parfaitement copié : l'armée et une garde d'honneur devaient même assurer la protection du cortège des cercueils depuis la place des Héros, où avait lieu le matin une cérémonie publique avec de nombreux discours, suivis d'une minute de silence à 12 h 30, jusqu'au cimetière, où ne devaient être admis que les proches des victimes, les représentants des Hongrois exilés à l'étranger après 1956 et une équipe de la télévision hongroise. Car du matin jusqu'au soir, ces funérailles devaient être retransmises en direct à la télévision alors qu'on attendait, place des Héros, jusqu'à 200 000 personnes.

Restait l'épineuse question de la participation des représentants du pouvoir. Le « comité de la justice historique » a tranché : les institutions de l'Etat pourront être représentées mais pas le parti — qui n'a pas réhabilité Imre Nagy. Au nom du gouvernement, le premier ministre, Miklos Nemeth, le vice-

premier ministre, M. Pálffy Modjesz, et le ministre d'Etat, M. Imre Pozsgay, devaient donc assister à la cérémonie du matin accompagnés du président de l'Assemblée nationale, M. Matyas Szoros. Un autre membre du gouvernement réputé pour ses vues réformatrices, M. Károlyi Nyers, a été écarté pour avoir participé au gouvernement après 1956.

INKI : la recherche
du consensus

Deux jours après l'ouverture de négociations avec l'opposition sur la transition vers la démocratie, le pouvoir a décidé de saisir cette occasion pour lancer une autre grande opération de « consensus national ». Après trente ans de silence, on ne parle donc plus que d'Imre Nagy à Budapest, où l'on publie des livres comme, une biographie de Tibor Meray, qui n'avait jamais pu être publiée jusqu'ici qu'à l'étranger, où les cinémas font salle comble avec

un film sur la carrière d'Imre Nagy, où les journaux consacrent des pages entières au premier ministre de l'insurrection.

La justice hongroise a péniblement réhabilité, il y a quelques jours, Imre Nagy et ses compagnons et a promis d'ouvrir, le 6 juillet prochain, la révision du procès qui s'était tenu à huit clos. La réhabilitation politique n'est pas intervenue formellement. Mais le gouvernement a publié une déclaration, le 14 juin, reconnaissant en Imre Nagy « un homme d'Etat éminent, qui a pris conscience de la nécessité de changer le cours d'une politique étrangère à nos traditions, de respecter les valeurs humaines et les spécificités nationales ». Le gouvernement va plus loin encore dans cette déclaration où il rend hommage « à toutes les victimes du soulèvement populaire et de la tragédie nationale de 1956 ». Les idées d'Imre Nagy et de ses partisans, affirme-t-il, leur esprit humain et démocratique, ont inspiré des caractéristiques nationales, sont des composantes importantes de la politique actuelle du gouvernement. Le gouvernement se dissocie des décisions politiques erronées du passé et des mesures de représailles prises après 1956. Il exprime sa détermination à mettre un terme à une époque de procès tragiques.

Pour participer aux funérailles, sont arrivés ces jours-ci, de l'étranger, de nombreux Hongrois qui n'avaient pas revu leur pays depuis trente ans, dont l'un des survivants du procès, M. Sándor Kopács, chef de la police en 1956, aujourd'hui exilé au Canada. Sont arrivés aussi des opposants d'autres pays socialistes, comme M. Adam Michnik, l'un des dirigeants de Solidarité. De plus en plus isolé au sein de la population, le Parti communiste hongrois est, lui, remarquablement absent de cet événement.

SYLVIE KAUFFMANN.

« La Vérité dans l'affaire Nagy » publiée à Budapest. — Les éditions Nyírvessző et le Club Nyírvessző viennent de faire paraître à Budapest la version hongroise d'un livre consacré à l'ancien premier ministre exécuté en juin 1956. Publié en novembre 1988 à Paris (éditions Plon) et intitulé *La Vérité dans l'affaire Nagy*, préfacé par Albert Camus, l'ouvrage faisait, grâce aux documents provenant du régime communiste lui-même, la démonstration que les dirigeants de l'insurrection hongroise avaient été condamnés sur la base de fausses accusations. A l'époque, les quatre accusés, Harna Bacsai, Peter Kende, Miklos Molnar et Thomas Schreiber, gardaient l'anonymat pour protéger leurs sources. L'ouvrage est devenu en quelques jours un des best-sellers de l'édition hongroise...

URSS : les troubles d'Ouzbékistan

M. Ryjkov dénonce une tentative préméditée de destabilisation

Le chef du gouvernement soviétique, M. Mikhaïl Ryjkov, qui a regagné Moscou, jeudi soir 16 juin, après quatre jours passés en Ouzbékistan, a déclaré avant de quitter Tachkent qu'il était d'accord avec la thèse avancée par un journal local selon laquelle les fanatiques qui ont entraîné cette république musulmane de l'URSS « étaient planifiés, prémédités de longue date dans le but de destabiliser non seulement la région de Fergana, mais la république tout entière et même le pays ».

M. Ryjkov a également dénoncé, devant les membres du PC ouzbek, la corruption et l'affairisme politique qui, mêlés à la haine raciale, ont favorisé les violences dont les populations musulmanes ont été victimes. La veille, le chef du gouvernement avait vivement critiqué les cadres locaux du parti en accusant certains d'être eux d'avoir distribué du carburant, des moyens de transport et de la vodka aux émeutiers.

« La libération
de l'Asie centrale »

A Moscou, M. Almaz Estekov, dirigeant du groupe informel Islam et Démocratie, a déclaré au journal (non officiel) *Glasnost* que des « musulmans orthodoxes » étaient à l'origine des troubles, car, estime-t-il, les musulmans orthodoxes sont désormais persuadés que « la libération de l'Asie centrale du pouvoir soviétique » doit être obtenue « à n'importe quel prix ». Un représentant du ministère de l'Intérieur a relevé que des manifestants ouzbeks lançaient, lors des émeutes, des slogans non seulement contre les Moslems, mais également anti-russes.

et des appels tels que « Vive l'étendard de l'Islam, la religion musulmane et l'ayatollah Khomeini ».

L'académicien Andreï Sakharov, qui se trouve aux Pays-Bas, a, pour sa part, mis en cause jeudi au cours d'une conférence de presse la situation « économique » et « sanitaire » déplorable de l'Ouzbékistan qui favorise, selon lui, le fanatisme politique et religieux.

Selon le général Iouri Chataline, qui dirige les forces spéciales du

ministère de l'Intérieur en Ouzbékistan, quatre-vingt-trois personnes ont été tuées et plus de mille autres blessées depuis le début du mois. « Ce que j'ai vu de mes propres yeux a été atroce », a déclaré de son côté dans une interview à la *Pravda* le lieutenant-général Aniskiev. Il y a eu des personnes âgées et des enfants souvenant torturés, des femmes violentes et des massacres sauvages. Il y a même eu mutilations de cadavres... »

CHYPRE

M. Rauf Denktash propose d'accueillir
des Turcs de Bulgarie à Famagouste

M. Rauf Denktash, président de la « République turque de Chypre du Nord », dont l'indépendance n'est reconnue que par la Turquie, a proposé, jeudi 15 juin, d'accueillir 30 000 membres de la minorité turque de Bulgarie, victimes d'une politique d'assimilation forcée de la part du gouvernement de Sofia. « Nous pouvons les accueillir provisoirement à Famagouste (port de la côte est de l'île), car c'est une ville vide », a déclaré M. Denktash à la radio.

La population de Famagouste, essentiellement chypriote grec, avait fui la ville lors de l'invasion de 1974. L'activité y est réduite depuis au minimum, les réfugiés chypriotes turcs du sud de l'île ne s'y étant pas ins-

taillés, pas plus que les colons venus de Turquie.

Dans un communiqué, le gouvernement chypriote a déclaré cette offre qui intervient alors que se poursuit un dialogue intercommunautaire pour rechercher une solution à la division de l'île.

A Athènes, le porte-parole du gouvernement grec a fait état d'informations sur les « intentions de la Turquie d'établir des colonies appartenant à la minorité musulmane bulgare » dans les zones turques de l'île de Chypre, et exprimé l'espoir que le gouvernement turc n'a pas l'intention d'aggraver le problème de Chypre au moment le plus délicat du dialogue intercommunautaire. — [AEP]

Le Monde

LUNDI 19 JUIN 1989 (DATÉ MARDI 20)

SUPPLÉMENT
SPÉCIAL EMPLOI

24 pages d'annonces
des centaines d'offres d'emploi
pour les cadres

PILE
SÉPARÉE

ATTENTION : ce numéro gratuit est
publié avec le Monde Économie en cahier séparé.
N'oubliez pas de le demander à votre marchand
de journaux.

Europe 93

Les élections au Parlement de Strasbourg

Les taux de participation aux élections européennes qui se déroulaient jeudi 15 juin au Danemark, en Espagne, en Irlande, en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas variaient considérablement d'un pays à l'autre, selon les sondages.

C'est en Grande-Bretagne que les résultats seraient les plus frappants : toujours selon les sondages, M^{me} Margaret Thatcher se verrait infliger une sévère défaite, les travaillistes remportant 44 % des suffrages, contre 32 % pour les conservateurs.

Le dépouillement dans ces cinq pays ne débutera qu'après la fermeture des bureaux de vote italiens et français — les derniers clos, — dimanche soir 18 juin.

En Espagne, nous indique notre correspondant Thierry Mallinck, 45 % des électeurs se sont abstenus. Ce pourcentage officiel est sans précédent depuis le rétablissement de la démocratie. Selon les nombreux sondages — convergents — réalisés

dans la journée, les grandes formations ont dans l'ensemble perdu du terrain. Le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol), qui avait obtenu 28 sièges (sur un total de 60) lors des précédentes élections européennes en 1987, se voit cette fois attribuer une « fourchette » entre 27 et 28 sièges, malgré une légère progression en termes de pourcentage. Mais l'opposition conservatrice serait loin de profiter de la stagnation du parti au pouvoir. Malgré sa récente opération de « recentrage », le Parti populaire de M. Manuel Fraga obtiendrait entre 14 et 16 sièges, contre 17 en 1987. La défaite est plus cuisante pour le CDS (Centre démocratique et social) de l'ancien président, M. Adolfo Suárez, qui reculerait de sept sièges à quatre ou cinq.

La coalition communiste Ganche unie, en revanche, enregistre une poussée, passant de trois à quatre sièges et les formations régionalistes obtiendraient une demi-douzaine d'élus. Mais la véritable surprise au sein des petites formations,

vient de la liste de M. José-Maria Ruiz Mateos, l'ancien homme d'affaires dont le holding avait été nationalisé par les socialistes pour malversations multiples et dont les démêlés avec la justice sont notoires, qui a sans doute obtenu deux sièges. Elle semble avoir fait le plein des suffrages de l'extrême droite et des voix « anti-système ».

En Irlande, les électeurs ayant été appelés à voter également pour les législatives, le scrutin européen a bénéficié d'un spectaculaire bond de la participation. De 47,6 % en 1984, ce taux serait passé, selon une estimation de la radio-télévision irlandaise (RTE), à environ 75 %.

En revanche, il n'aurait été que de 50 % aux Pays-Bas (50,5 % en 1984), si l'on en croit un sondage publié deux heures et demi après la clôture du scrutin. Ce même sondage indique que le parti chrétien-démocrate (CDA) du premier ministre démissionnaire Ruud Lubbers sortirait vainqueur, en obtenant 33,3 % des suffrages (con-

tre 30 % en 1984 et 34,6 % aux législatives de 1986). Les chrétiens-démocrates devanceraient les socialistes de M. Wim Kok (PvdA), le leader de l'opposition, de deux points et apparaîtraient ainsi les mieux placés pour les élections législatives anticipées du 6 septembre prochain.

Au Danemark, le taux de participation a été encore plus bas que prévu : 46,1 %, contre 52,3 % lors des européennes de 1984. L'institut de sondage Vilstrup prévoit une avance des sociaux-démocrates (28 %), un retour au Parlement européen des radicaux et du Parti du progrès (qui n'avaient plus de sièges depuis 1984) et un très net recul du parti du premier ministre, le Parti conservateur, qui passerait de 20,8 % à 14 %. Le Mouvement populaire anti-CEE serait lui aussi en recul, de 20,8 % à 17 %.

Mais que ce soit aux Pays-Bas ou au Danemark, nos correspondants observent que les sondages sont peu fiables. L'expérience l'a prouvé en 1984.

GRANDE-BRETAGNE : M^{me} Thatcher aurait subi une défaite

L'assurance de M. Kinnock

(Suite de la première page.)

Le reste des électeurs s'est éparpillé entre les divers partis nationalistes régionaux. Les effets amplificateurs du scrutin majoritaire uninominal, que les Britanniques sont les seuls à employer pour les Européennes, jouent à plein : selon les projections de la BBC, les travaillistes obtiendraient 51 sièges (+ 19), les conservateurs 26 (- 19) et les nationalistes écossais un seul.

Ce sondage d'un genre nouveau prédit une victoire travailliste nettement plus considérable que celle qui était de toute façon annoncée dans les derniers jours d'une campagne par ailleurs plutôt morne. Le réveil est amer pour M^{me} Thatcher, qui reçoit un sévère avertissement au milieu de son troisième mandat électoral, mais qui ne manquera sans doute pas de faire valoir que ce scrutin ne doit pas être comparé avec des élections nationales. Le taux des abstentions devra aussi être examiné avec soin. La participation n'avait été que de 52,6 % en 1984, de très loin la plus basse de la Communauté. Elle serait, cette fois, de 35 %.

M^{me} Thatcher paie sans doute les attaques qu'elle a multipliées depuis son célèbre discours de Bruges, le

20 septembre dernier, contre les « bureaucrates » de Bruxelles, qui veulent imposer, selon elle, le « cauchemar d'un super-Etat » aux Britanniques. Les électeurs conservateurs ne savaient plus si leur gouvernement était pour ou contre l'Europe.

Deux élections partielles, qui avaient lieu jeudi, ont également été gagnées par les travaillistes. Il s'agissait, il est vrai, de fiefs traditionnels du Labour.

Mais c'est un signal supplémentaire. Présentant la victoire, la voir un peu usée par les derniers meetings électoraux, mais très en forme, M. Neil Kinnock, le leader de l'opposition travailliste, nous avait reçu mercredi.

Tirant sur sa pipe, racontant des histoires de rugby, son sport préféré, qu'il a beaucoup pratiqué dans sa jeunesse (il n'est pas galois pour rien) et demandant à l'occasion l'arrêt du magnétophone lorsqu'il se lance dans une anecdote un peu lente, M. Kinnock n'a pas beaucoup de mal à être naturel. L'homme est chaleureux et expansif. Il admet en riant qu'il est incapable de faire des réponses courtes. Il donne volontiers à son engagement européen, qui n'est d'ailleurs pas sans nuancer, une connotation personnelle :

« Mes parents ne se sont jamais rendus de leur vie sur le continent. Je suis allé, adolescent, en Allemagne et en Espagne, avec mon école. Mes enfants ont commencé à voyager sur le continent dès leur plus jeune âge et pour eux cela va de soi. »

Il reconnaît de bonne grâce qu'il a longtemps été hostile au maintien de son pays dans la Communauté (il avait fait campagne pour le non au référendum de 1975). Pourquoi est-il devenu pro-européen ? « Parce que les temps ont changé. Depuis près de vingt ans, notre économie est intégrée à celle de la Communauté. La CEE elle-même s'est élargie à d'autres pays. Ce serait de la folie désormais de penser à sortir. Nous sommes dedans. Et si nous sommes dedans, c'est pour jouer notre rôle. En gardant un pied dehors, nous perdrons sur les deux tableaux. »

Il s'en prend très durement aux thèses défendues par M^{me} Thatcher depuis son discours de Bruges. « Elle joue la carte du chauvinisme, mais cela n'impressionne pas les Britanniques. Cela ne marche pas. Le Daily Mail a fait un sondage parmi ses lecteurs, qui sont plutôt conservateurs. A deux contre un ils désapprouvent son attitude. »

A en croire M. Kinnock, l'argument concernant la souveraineté en danger « ne tient pas debout ». M^{me} Thatcher a fait, selon lui, les quatre volontés de Ronald Reagan. Elle a soutenu le projet de « guerre des étoiles », le bombardement de Tripoli. Sa défense affichée de l'indépendance britannique « n'est que du théâtre », et consiste seulement à « agiter le drapeau le jour de l'anniversaire de la reine ».

Sarcastique, le chef de l'opposition s'appuie sur les conservateurs, qu'il estime « désorientés ». Pendant des lustres, on leur a demandé d'oublier leurs préjugés, de s'adapter à l'idée européenne, et d'un seul coup on leur dit que l'Europe est pernicieuse. Les malheureux ! Déjà qu'ils avaient eu du mal à avaler l'adhésion en 1972 et l'Acte unique européen en 1986. M. Kinnock mime leurs conversations, « lorsqu'ils sont sur leur parcour de golf, aux réunions du Rotary, dans leur loge maçonnique ou dans leur pub préféré, un verre à la main ». Juché, ils disaient : « Allons-nous nous mêler à ces grenouilles de Français, à ces allemands ? Jamais ! » Les dirigeants conservateurs les ont persuadés, au fil des années, que les Continentaux

étaient parfaitement respectables, et d'ailleurs qu'on faisait de bonnes affaires avec eux. Et maintenant, ils leur disent le contraire. Il n'est pas lui-même un inconditionnel de la construction européenne. Il reproche à M^{me} Thatcher de répéter sans cesse qu'elle adhère au mécanisme des changes du système monétaire européen (SME) « lorsque le moment sera venu », alors qu'elle « ne fait rien pour que ce moment vienne ».

Mais il pose, lui aussi, des conditions pour une telle démarche. Il faudrait que celle-ci « ne se fasse pas au détriment des intérêts britanniques ». Il a recours à une métaphore sportive. Entrez dans le SME, dominé par la RFA qui a une monnaie forte, serait un

peu comme s'il essayait de jouer au rugby, lui qui ne s'est plus entraîné sérieusement depuis vingt ans, contre l'équipe de France...

Le scrutin européen est pour lui une « répétition générale » avant les élections en Grande-Bretagne même, prévues pour 1991 ou 1992. L'opinion admet maintenant, affirme-t-il, que « le parti travailliste est à nouveau en position de prétendre au pouvoir ». Un autre sondage de la BBC, publié vendredi, portant sur les intentions de vote en cas d'élections nationales, crédite le Labour de 42 % des voix, contre 38 % aux conservateurs. Ab ! si les élections générales pouvaient avoir lieu dès maintenant...

DOMINIQUE DHOMBRES.

LE 18 JUIN, VOTEZ
36.15 code CICINFO
ou Tel : (1) 45 44 41 66
CENTRE D'INFORMATION CIVIQUE

QUESTION : QUE DIRIEZ-VOUS SI NOUS N'APPORTIONS PAS LE MEME SERVICE A CES DEUX COMMUNES ?
REPOSE : VOUS DIRIEZ QUE NOUS NE SOMMES PAS LE CREDIT LOCAL DE FRANCE.

Et vous auriez raison. Parce que, servir l'intérêt général. Fort de son expérience et de sa spécialisation, majeur sur l'Euro-marché, le développement local, est le partenaire pour le Crédit Local de France, il n'y a pas de petits clients, pas plus qu'il n'y a une signature reconnue aujourd'hui en France l'établissement de petits projets. L'égalité au plan international. ment de référence du secteur local. de traitement est notre principe Représenté sur le terrain Il le sera demain au-delà des frontières de l'hexagone. d'action, quels que soient COMMUNE A locales. Il couvre qui sont aussi celles de la situation financière et les objectifs près de la moitié de leurs la Caisse des dépôts de la collectivité. Le Crédit Local de besoins d'emprunts à long et et consignations, le France reste attaché à sa mission moyen terme. Deuxième émetteur COMMUNE B Crédit Local de France, Le Banquier des Ambitions Locales. d'origine qui rejoint celle des élus : sur le marché obligataire fran-



مكتبة الأصيل

Europe 93

Grèce: le débat sur les législatives éclipse les enjeux communautaires

En Grèce, la campagne pour les élections européennes a été totalement éclipsée par le débat politique intérieur. Les législatives qui se dérouleront le même jour, dimanche 18 juin, mettent aux prises les deux hommes qui ont dominé la scène depuis une dizaine d'années: le dirigeant socialiste Andreas Papandréou et son adversaire conservateur, Constantinos Mitsotakis. Si aucun des deux grands partis n'obtient une majorité de sièges au Parlement, la coalition des forces de gauche et de progrès pourrait être amenée à jouer un rôle d'arbitre.

ATHÈNES
de notre envoyé spécial

Mécaniquement, M. Papandréou ouvre ses meetings électoraux par ces mots: « C'est la première fois que je vois un rassemblement d'une telle ampleur... ». Et, pour prendre congé de ses administrés, il lance tout aussi mécaniquement: « Et encore merci de tout mon cœur pour l'émotion que vous m'avez procurée ce soir... ». Parfois, le vieux premier ministre reprend une phrase devenue presque proverbiale de son père: « Vous êtes la grande foule, vous êtes la grande passion! ». Le problème est que la foule ne vit plus.

Quel que soit le résultat des législatives du 18 juin, le chef du Mouvement socialiste panhellénique (PASOK), au pouvoir depuis 1981, livre sans doute son ultime bataille électorale. Une de trop peut-être. A soixante-dix ans, il est affaibli physiquement et politiquement. Certes, il s'est plutôt bien remis d'une délicate opération à cœur ouvert, en septembre dernier à Londres.

Si bien même qu'il envisage de convoquer en troisième nocce - avant le scrutin, qui sait? - avec Mimi, l'ancienne hôtesse de l'air d'Olympic Airways, devenue à trente-cinq ans et après deux divorces, elle aussi, la première dame de Grèce. Une campagne ambitieuse et encombrante que cette Dimitra Liani qui jure que, cette fois, son amour est sincère et profond pour « un homme sans âge, si biologiquement jeune et moderne ».

Cette liaison, pimentée dans la presse de quelques savoureuses photos de la belle en toute petite tenue, a quand même choqué une partie de ces Méditerranéens pourtant fort tolérants sur le chapitre. En pleine campagne électorale, des ouvrages qui seraient presque classés « X » chez nous ont été publiés sur les nombreuses amitiés antérieures de Dimitra. De leur côté, les inconditionnels du PASOK affirment avoir enfin déniché, par de sombres écoutes téléphoniques, la maîtresse de M. Constantinos Mitsotakis, le chef de l'opposition conservatrice et peut-être futur premier ministre... Tel est le niveau du débat.

Politiquement, le parti, populiste à souhait, d'Andreas Papandréou reste empêtré dans le marais des scandales des obscures ventes d'armes à l'étranger et du feuilleton Koskotas, du nom de l'« arnaqueur » qui a sans doute monté le bluff du siècle en détournant plus de 200 millions de dollars de la Banque de Crète, dont il s'était emparé sans la moindre difficulté en poche, mais avec beaucoup d'appuis politiques. Comment? En vidant tout simplement les comptes des clients, particuliers ou entreprises publiques, dirigés naturellement par des hommes du PASOK, et attirés par des taux d'intérêt appétissants.

Objectifs présumés de l'escoquerie: la mise en place d'un super-groupe de presse, Gramzi, aux mains des socialistes (un vieux rêve!) et l'alimentation des caisses du parti. Plusieurs ministres, notables du PASOK et proches de M. Papandréou se sont servis copieusement.

M. Agamemnon Koutsouras, ancien ministre de la justice, aurait ainsi reçu une honnête récompense de 2 millions de dollars, en Suisse, pour avoir amendé une loi sur le secret bancaire qui rendait impossible un audit de la Banque de Crète. Quand à l'architecte de l'opération, Georges Koskotas, il croupit actuellement dans une prison près de Bos-

paris. On dit aussi que les élus-majors du PASOK et de la Nouvelle Démocratie, principale force de l'opposition, seraient convenus secrètement de poser le couvercle sur ces affaires. La droite, en échange, aurait obtenu cette fausse loi électorale proche de la proportionnelle qui devrait lui permettre de devenir le premier parti du pays au soir du 18 juin.

De récents sondages créditent la Nouvelle Démocratie de M. Constantinos Mitsotakis de près de 48 % des intentions de vote. Le PASOK serait tombé à 35,5 % (soit 10 % de moins qu'en 1985) et la coalition des forces de gauche et de progrès (PC, gauche hellénique

un rôle secondaire. Dans le plus pur style populiste, le PASOK défend ses huit années de pouvoir, qui se sont soldées par d'indéniables aspects positifs, comme la liberté d'expression et certains progrès sociaux - contestables, car ils ont été financés par des emprunts étrangers. Peu importe pour les Grecs: « L'argent ne vient pas de la Communauté européenne, mais du PASOK ».

Le parti accuse la Nouvelle Démocratie de s'offrir le chantage et l'impératif (ce qui sera inflexible vu le piteux état du secteur public). Il demande aux électeurs de ne pas oublier « ce que signifie la droite, autrement dit la division du peuple, l'état policier et la reprise des conquêtes sociales ». En 1981, les socialistes avaient promis l'allègement (changement). En 1985, « des jours meilleurs ». Cette fois, ils vantent les mérites de la continuité.

Mais mis à part les « avirons », inconditionnels, les paysans, qui, grâce aux fonds communautaires, ont atteint un niveau de relative prospérité, et d'autres catégories petites-bourgeoises qui ont joui de quelques privilèges durant ces années, le doute s'est installé dans les rangs du parti au pouvoir, complètement discrédité par les scandales, et cela quelle que soit l'issue du scrutin de dimanche.

M. Papandréou avait promis de faire le ménage et de punir tous les coupables. « Aucun obstacle ne m'arrêtera », a-t-il déclaré à plusieurs reprises. Pour garder une petite chance de rester au pouvoir, c'était bien la moindre des choses. Mais en fait il s'est contenté d'un léger assainissement, qui ne manquait pas parfois de piquant. Ainsi, il a tenu, par exemple, à ce que M. Théophrastis Tombras, directeur de l'Office des télécommunications, libéré de prison depuis peu - sous caution - pour son implication dans l'affaire Koskotas, figure sur les listes électorales du PASOK. Il a fallu que ce socialiste flamboyant, fier de toujours porter une arme sur lui, renonce à cette candidature controversée pour éviter un nouveau scandale... Le « ménage » n'a pas été très bien fait.

Face à un premier ministre vieillissant embourbé dans les « affaires », la Nouvelle Démocratie a certes le vent en poupe, bien que son leader, M. Constantinos Mitsotakis, ne soit pas une personnalité particulièrement charismatique et populaire. Il promet, lui, une véritable catharsis et le rétablissement de l'état de droit. Les conservateurs viennent de gagner largement les élections universitaires, mais dans les générations plus âgées, qui ont connu la période des colonels (1969-1974), la droite demeure « suspecte ».

Cette campagne électorale, qui a des allures de farce très méditerranéenne, beaucoup souhaitent ici depuis le début des scandales la voir se terminer. Mais comment? Plusieurs scénarios sont possibles. Si la Nouvelle Démocratie l'emporte avec environ 46 % des voix, comme les sondages l'indiquent, avec 10 % d'avance sur le PASOK, aucun problème: M. Mitsotakis forme un gouvernement homogène majoritaire. Si M. Papandréou parvient à limiter les dégâts (surtout en province, où les scandales n'ont pas eu le même impact), le PASOK pourrait tenter de flirter avec le Rassemblement des forces de gauche et de progrès, issu d'une alliance électorale entre le PC très moscovite, divers mouvements de gauche et des dissidents du PASOK. Cette coalition divisée n'est pas prête du tout à soutenir n'importe quel gouvernement socialiste minoritaire. Il faut d'abord qu'il soit purgé des « voyous », ce qui n'est pas évident. Si l'accord échoue, c'est le démantèlement du PASOK.

Le compositeur Mikis Théodorakis, dont les convictions communistes sont bien connues, et d'autres personnalités de gauche souhaitent curieusement une victoire claire de la droite le 18 juin. Plus de cent cinquante intellectuels, dont un Prix Nobel de littérature, ont signé récemment une pétition contre l'amoralité, sans désigner directement le PASOK. Pourquoi? En fait, parce qu'ils souhaitent que leur pays ait une majorité stable. Si elle est de droite, elle entraînera, à gauche, une débâcle dans les rangs du PASOK et sans doute une recomposition du paysage politique.

ALAIN DEBOVE.

Lire aussi

• Les élections européennes en France, pages 9 à 11.

Portugal: le Parlement de Strasbourg reste une abstraction

LISBONNE
de notre correspondant

Rude tâche pour les candidats des différents partis politiques qui depuis un mois s'efforcent en vain d'instaurer le dialogue à la sortie des usines, dans les foires et sur les marchés. De droite ou de gauche, leur présence suscite l'indifférence plutôt que l'enthousiasme. Machinalement, on accepte les tracts qu'on jette ensuite discrètement.

Malgré l'importance des sièges de la CEE, le Parlement de Strasbourg, jusqu'à présent une abstraction pour un grand nombre de Portugais. De même que l'échéance de 1993. Le signal de départ européen, du moins tel qu'il est perçu dans les couches les plus populaires de la population, provoque un agacement mal dissimulé. On imagine quelquefois, qui prend régulièrement l'avion, à quel point les bons restaurants et les hôtels de luxe et qui à la fin du mois touche un honoraire l'équivalent de cent fois le salaire minimum national.

Numéro un de la liste du Parti social-démocrate, le parti au pouvoir (droite libérale), M. Antonio Capucho

développe sa campagne autour du thème de l'harmonisation. D'après lui, il faut qu'il y ait une concordance politique entre le gouvernement et les députés européens afin de défendre les intérêts portugais. Tém de liste du PS, M. José Corvinho veut en contrepartie faire de ces élections un test pour le gouvernement, dont la popularité, selon les socialistes, s'effrite. L'essentiel de son discours est orienté vers les aspects qu'il considère comme étant les plus négatifs en matière de politique intérieure: la hausse de l'inflation, l'augmentation des impôts et la multiplication des cas de corruption.

Quant au Parti communiste, en perte de vitesse, il essaie d'effacer les traces d'une crise qui est apparue au grand jour lors de son congrès de décembre 1988. Sorti d'une longue maladie, M. Alvaro Cunhal participe à de nombreux meetings pour compenser l'absence de charisme du principal candidat des communistes, M. Carlos Calves, un économiste, autrefois, mais quasiment inconnu en dehors des cercles politiques.

JOSÉ REBELO.

En visite à Washington

M. Delors s'est employé à rassurer les dirigeants américains sur le marché unique

WASHINGTON
de notre correspondant

Deux semaines seulement après avoir rencontré George Bush à Bruxelles, M. Jacques Delors, président de la Commission des Communautés européennes, s'est rendu à Washington pour répondre à une « invitation à déjeuner » du président américain.

M. Delors n'était pas venu depuis quatre ans dans la capitale fédérale, et s'il n'y a pas tout à fait repu le traitement de chef d'Etat qu'il aurait apprécié, s'il n'a pas été hébergé à la résidence officielle de Blair House, il n'en a pas moins largement mis à profit cette visite de trois jours, du 13 au 15 juin, pour multiplier les rencontres avec le secrétaire d'Etat Jim Baker, le secrétaire au Trésor Nicholas Brady, le président de la Réserve fédérale Allan Greenspan, et d'éminents membres du Congrès.

L'objectif majeur de M. Delors était selon toute apparence de rassurer ses interlocuteurs sur ce qui est devenu un grand sujet d'interrogations, sinon de préoccupations, aux Etats-Unis: 1993. Sa tâche a sans doute été facilitée par une évolution des esprits, qui, selon M. Delors lui-même, date des toutes dernières semaines. « Le malentendu entre la CEE et les Etats-Unis est facile à surmonter. Le concept d'une force-régulation européenne progressivement aux Etats-Unis, alors que ce n'est pas le cas au Japon », a ainsi déclaré le président de la Commission au cours d'une conférence de presse qu'il a eu le mérite de donner en anglais.

M. Delors a insisté sur le fait que l'Europe des Douze ne cherchait nullement à établir une « barrière » commerciale autour de la Communauté, ce qui serait contraire à ses propres intérêts. D'ailleurs, les importations de marchandises américaines par la CEE ont augmenté de 12 % par an depuis trois ans et, selon M. Delors, elles devraient encore croître après la constitution du marché unique européen.

Si de part et d'autre les intentions affichées sont excellentes, une certaine prudence reste de mise, en particulier du côté américain: au cours du déjeuner pris en compagnie de M. Delors, M. Bush a exprimé « son soutien à l'intégration européenne » et au « marché unique », mais il a aussi tenu à rappeler à quel point le principe des marchés ouverts était important, et à redire que les Etats-Unis et la CEE devaient « continuer à combattre le protectionnisme », recommandation que les Européens eux-mêmes ne manquent pas de faire aux Américains, et en particulier aux membres du Congrès, toujours suspects à cet égard.

Selon le communiqué publié par la Maison Blanche, M. Bush a résumé la position américaine et souligné que les Etats-Unis « coopèrent avec la Commission européenne et les Etats membres de la CEE pour faire en sorte que les intérêts américains soient pris en compte » lors de la mise en place du marché unique.

Interrogé, au cours de sa conférence de presse, sur l'attitude de l'Europe des Douze à l'égard de la Chine, M. Delors a souligné qu'il avait été le premier à annuler, dès l'annonce de la répression à Pékin, un entretien avec un officiel chinois. Il a ajouté que, à son avis, les Douze détermineraient quelles actions entreprendre à l'égard de la Chine lors du Conseil européen de Madrid, les 26 et 27 juin, - mais qu'il serait naturel que des consultations préalables aient lieu à ce sujet avec les Etats-Unis.

JAN KRAJZE.

• Les aveugles pourraient voter de manière autonome. - A l'occasion des élections européennes, un dispositif expérimental a été mis en place en France pour permettre aux aveugles de voter seuls. Les non-voyants ou mal-voyants qui se sont fait connaître ont reçu une série d'envois de bulletins de vote, qu'ils pourront ainsi identifier.



Frankfurter Allgemeine Zeitung.

ton. Les choses tournant mal pour lui en Grèce, il a pris le large, en avion, aux Etats-Unis. Recherché outre-Atlantique pour d'autres délits, il y fut arrêté. Depuis, le gouvernement socialiste grec s'efforce d'extraire de ce malfaiteur « manipulé par la CIA, les centres étrangers et le lobby juif pour déstabiliser la Grèce ».

La Nouvelle Démocratie en tête

M. Papandréou est « totalement hors du coup », nous assure l'un de ses collaborateurs: « Il était à Londres lorsque l'affaire a éclaté, et c'est un homme, croyez-moi, qui n'a aucun sens de l'argent et qui n'a jamais eu son sur lui ». Peut-être, mais il a quand même une solide fortune personnelle, et donc d'habiles conseillers financiers. M. Koutsouras n'a-t-il pas été pendant des années le bras droit juridique personnel du premier ministre?

Toutes ces croustillantes affaires qui s'étaient dans la presse depuis bientôt deux mois, les Grecs en connaissent maintenant les plus menus détails. Bien que la commission d'enquête parlementaire mise en place pour déterminer les responsabilités politiques dans le scandale Koskotas n'ait pu présenter son rapport final avant les élections, tout le monde sait que certains membres de l'appareil du PASOK sont noués jusqu'au cou et qu'il y a quelques voyous au pouvoir. Des hommes, candidats aux élections, qui ont le toupet de clamer publiquement que la jeunesse actuelle manque d'idéaux et n'est plus aussi attachée aux valeurs traditionnelles!

Toutefois, on ne parle plus guère des scandales politico-financiers. Peut-être parce que l'on en a trop

et divers groupes indépendants) atteint 14,7%.

Une campagne électorale grecque, c'est d'abord du spectacle. Et le spectacle est dans la rue. Les traditionnelles meetings nocturnes de Thessalonique et d'Athènes rassemblent des centaines de milliers de personnes, militants et curieux. Dans la capitale, la place de la Constitution est occupée pendant la dernière semaine tout à tour par les partisans de M. Mitsotakis (qui arborent des drapeaux bleus) et ceux de M. Papandréou (fanions verts). Feux de bengale, pétards et clameurs couvrent la voix des orateurs. Ce sont les inconditionnels qui orchestrent les fêtes.

De l'avis général, cette campagne 1989 est moins tendue que la précédente. Mis à part quelques bagarres entre colliers d'affiches, comme à Thessalonique au début de la semaine, il n'y a pas eu d'incidents majeurs. A la campagne, dans ces fameux cafés « verts » et « bleus » qui sont en fait des Parlements en miniature, les débats sont plutôt calmes. On a même vu un militant de la Nouvelle Démocratie distribuer des tracts dans un café PASOK sans être malmené physiquement ni injurié.

Ménage imparfait

Beaucoup de réunions se tiennent aussi dans les immeubles où un locataire invite un candidat à venir parler à son domicile en compagnie de quelques voisins. En revanche, rares sont ceux qui regardent la télévision, entièrement contrôlée par le gouvernement. Sauf quand même pendant la campagne électorale officielle, où, subitement, les temps de parole sont scrupuleusement surveillés.

Et la politique dans tout cela? On serait tenté de dire qu'elle joue

Strasbourg ne fera pas la fête

« Quels médias seront là? », ont demandé les hommes politiques. « Quels hommes politiques seront là? », ont demandé les médias. Résultat: ni les uns ni les autres n'y seront. Premier revers pour M^{me} Catherine Trautmann, la nouvelle maire de Strasbourg, bien décidée à conforter sa ville dans le rôle de capitale parlementaire européenne: le grand résultat des élections européennes, dimanche soir 18 juin, n'aura pas lieu.

M. Joxe s'était vu suggérer de se déplacer, avec l'ensemble de son état-major et de ses techniciens. Que chacun se rassure: le ministère de l'Intérieur, « pour des raisons techniques », restera place Beauvau. Et M. Fabius... rue de Solferino.

Selon son entourage, M. Fabius avait indiqué qu'il serait, dimanche soir, là où le PS lui demanderait d'être. Or, sachant que ni M. Michel Rocard ni M. Joxe n'iraient à Strasbourg, M. Mauroy aurait décidé que l'ensemble des dirigeants socialistes devraient se

trouver au siège du PS. A l'hôtel Matignon, on explique, au contraire, que c'est la décision de M. Fabius de ne pas aller à Strasbourg qui a entraîné celle de M. Rocard de rester à Paris.

Du coup, M^{me} Edith Cresson n'a pas non plus répondu favorablement à l'invitation de M^{me} Trautmann, numéro deux sur la liste socialiste. Effet boule de neige: on se demande même si M^{me} Catherine Lalumière, secrétaire générale du Conseil de l'Europe, se déplacera.

Le groupe de jazz Urban Sax et les pyrotechniciens, qui devaient animer une grande fête populaire autour du Palais de l'Europe, ont donc été décommandés. Une soirée électorale aura bien lieu, à l'intérieur du bâtiment. On y attend quelques candidats « de la société civile ». Pour le reste (l'essentiel des médias, la compilation des résultats au niveau européen...), c'est à Bruxelles que cela se passera.

M.-P. S.

TOUT SAVOIR
SUR L'EUROPE
POUR 3 ECUS
(21 Francs)

GUIDE
PRATIQUE
DE
L'EUROPE
en vente dans les kiosques

سكنا من الأصل

Politique

Le scrutin du 18 juin

En panne de mobilisation

10 juin 1979, 17 juin 1984, 18 juin 1989... Pour la troisième fois, les électeurs français sont appelés à choisir leur représentant au Parlement européen. Lors des deux précédents scrutins, l'objet européen était passé au second plan derrière les polémiques de politique intérieure hexagonale. Cette fois, un bel unanimisme a voulu le privilégier. Les tentatives d'« europhobie » ont été oubliées, même si elles n'ont pas été couronnées d'un total succès. A ce titre, Jacques Delors n'a pas tort de reprocher aux organisateurs des campagnes de n'avoir pas suffisamment emprunté aux méthodes du passé. Pour le président de la Commission de Bruxelles, les candidats, et du même coup leurs électeurs, auraient dû à gagner au style « prime à l'écologie ». Là se seraient exprimées les vraies questions, les réelles inquiétudes, les sincères enthousiasmes que fait naître l'application de l'Acte unique. Ce « vécu », l'opinion en aura été privée.

La construction européenne a traversé la campagne du 18 juin à l'air d'autant plus abstraite que tout un chacun sait aujourd'hui pour s'en féliciter ou pour le déplorer, que des bouleversements l'attendent demain. Europe sociale, accroissement des pouvoirs

du Parlement, défense commune, Europe des patries... De quel poids pèsent ces concepts sur un électeur démobilisé ? Pas complètement nul si l'on se réfère aux sondages comme celui de la *SOFRES-Monde* (le Monde du 5 juin) qui montrait à l'évidence le lien entre les convictions des électeurs et les programmes des listes qui avaient leurs préférences. Mais suffisamment faible pour préserver une abstention record.

Légèrement supérieure à 60 % en 1979, et à 56 % en 1984, l'abstention s'annonce forte. Est-ce la cause européenne qui ne mobilise pas ? La désaffection pour les urnes enregistrée lors des derniers scrutins (particulièrement spectaculaire dans les cantonales partielles récentes avec des taux supérieurs à 70 %) apparaît comme une tendance lourde de l'électorat français. Il est vrai que pour beaucoup, la construction européenne est indifférente. A ce titre,

l'électeur doute que son bulletin de vote puisse influer sur l'avenir communautaire. Trois des six principales listes (celles conduites par M^{me} Vell, MM. Fabius et Giscard d'Estaing) présentent des programmes qui diffèrent sur la forme plus que sur le fond. S'y ajoute à leurs dépens, la présence de trois autres listes (PC, FN et Verts) qui, perçues comme connues, l'Europe telle qu'elle se construit, espèrent capter un électeur soit inquiet, soit déçu du libéralisme ou du socialisme, au choix. Le jeu de dominos qui a consisté pour M. Giscard d'Estaing à consacrer une bonne partie de son énergie à faire campagne au centre pour n'en pas laisser le monopole à M^{me} Vell (libérant ainsi un espace supplémentaire pour M. Le Pen), pour M^{me} Vell à défendre son pré-carré d'opposante, fût-ce d'une opposition renouvelée, quitte à se priver des voix d'électeurs fraîchement ralliés à la majorité présidentielle, pour M. Fabius à ménager M^{me} Vell, susceptible de priver M. Giscard d'Estaing d'un réel succès... n'a guère

contribué à l'émergence d'un débat clair. La lecture des résultats du 18 juin ne sera pas, à cet égard, très simple.

Que l'opposition ne soit pas remise de ses échecs de 1988 est une évidence, les étonnements des rénovateurs sont une preuve supplémentaire des difficultés à y trouver des remèdes. Que l'enthousiasme des socialistes à l'approche du deuxième septennat se soit refroidi avec les mois de gestion soit de M. Rocard en est une autre. Que l'existence d'un fort courant d'extrême droite, nationaliste et xénophobe, ne soit pas remise en cause mais au contraire favorisée par un scrutin proportionnel constitue une autre donnée, au même titre que l'affirmation du PC (dont la liste avait dépassé les 11 % en 1984) dans des scrutins comparables et de même nature. La seule nouveauté estimable est la poussée des Verts (3,37 %, il y a cinq ans). Encore faudra-t-il la mesurer à l'once des scores que les défenseurs de l'écologie ont réalisés aux municipales de mars dernier.

ANNE CHAUSSEBOURG.

L'eurogauche en filigrane

Le groupe socialiste était le plus important dans l'Assemblée européenne sortante. Il le sera, vraisemblablement, dans celle qui sera élue le 18 juin. Les socialistes espèrent pouvoir lui donner la présidence du Parlement de Strasbourg pour l'un des ultimes, au prix d'un compromis avec le groupe démocrate-chrétien. La force du groupe socialiste ne signifie pas, en effet, que la gauche soit en position dominante. Passante quand elle fait avancer la construction européenne, elle se révèle faible quand elle tente d'y imprimer sa marque.

En dépit de sa position solide au Parlement et bien que le président de la Commission, M. Jacques Delors, soit issu de ses rangs, la gauche n'est pas vraiment chez elle dans l'Europe communautaire. Cela tient, d'abord, à son poids électoral dans chacun des pays membres, mais aussi, jusqu'à ces dernières années, à ses divisions sur certaines questions et à son incapacité à s'entendre sur un projet européen qui lui soit propre.

Faute d'une telle perspective, le travail du groupe socialiste évite les débats de fond et s'abaisse dans la gestion des dossiers communautaires, qui fait davantage de place à l'expression des intérêts nationaux qu'à celle de choix politiques ou idéologiques. L'action du groupe

socialiste est soumise, qui plus est, depuis trois ans à la contrainte du consensus nécessaire pour atteindre la majorité qualifiée que stipule l'Acte unique.

Chaque mardi précédant les sessions mensuelles, MM. Rudy Arndt et Egon Klepach, présidents des groupes socialiste et démocrate-chrétien, se rencontrent pour se mettre d'accord sur les dossiers en cours d'examen. L'alliance ainsi nouée limite, par définition, la marge de manœuvre des socialistes. Faire l'Europe apparaît parfois, pour eux, comme une obligation à laquelle les réalités économiques et politiques les amènent à se ranger avec davantage de résignation que de cœur et qui sollicite leur « culture de gouvernement » plutôt que leurs convictions propres. L'Europe telle qu'elle est

n'est pas toujours l'Europe telle qu'ils pensent qu'elle devrait être.

La formulation d'objectifs communs se heurte, jusqu'à un passé récent, aux divergences entre partis socialistes sur la défense et sur l'environnement. La période des euro-missiles, au début des années 80, a exacerbé les oppositions entre les socialistes de Grande-Bretagne et d'Europe du Nord, de tendance pacifiste, et les Français, qui soutenaient la position de M. François Mitterrand. Le nucléaire civil était — et demeure — potentiellement — un autre facteur de division entre les Français et leurs partenaires. La nouvelle politique soviétique a permis de sortir de la tension engendrée par l'installation des SS-20. Le tournant pris par les travaillistes britanniques, qui ont renoncé au désarmement unilatéral et se sont ralliés à la construction européenne, a donné davantage de cohésion au groupe.

Cohésion

L'Union des partis socialistes de la Communauté européenne (UPSC), que préside M. Guy Spitzels, président du PS belge fédéral, a pu adopter en février dernier, à Bruxelles, un manifeste commun couvrant, l'ensemble des problèmes économiques, sociaux, institutionnels, militaires. Ce texte reconnaît que « aujourd'hui, le système de dissuasion nucléaire constitue un élément du système de sécurité militaire en Europe », tout en souhaitant parvenir à une situation qui permette l'élimination des « armes nucléaires non stratégiques ». En sens inverse, les Français ont fait droit au souci de protection de la nature qui anime leurs partenaires.

Le manifeste de Bruxelles marque une étape importante sur la voie d'une plus grande cohésion de la gauche socialiste européenne. Il définit un projet d'Europe sociale, articulé sur l'idée de croissance « sélective » et d'une « charte sociale européenne », assurant un alignement des législations nationales vers le haut et protégeant les salariés contre les risques de déregulation et de « dumping social » sous l'effet du grand marché intérieur de 1993. Il fixe des objectifs institutionnels visant à combler le « déficit de démocratie » dont souffre l'Europe communautaire, notamment en renforçant les pouvoirs du Parlement. Il se prononce pour l'union économique et monétaire et propose, enfin, une politique de l'environnement et une politique en direction du tiers-monde.

Le manifeste est une chose, la pratique en est une autre. Jusqu'à présent, aucune empreinte socialiste n'a marqué les décisions communautaires. Certains membres du groupe font grief à M. Delors de ne pas orienter davantage sa politique dans leur sens et de leur concéder une Europe plus libérale que sociale.

L'hostilité des Italiens

Le président de la Commission, qui tient à exercer sa fonction de façon équilibrée et en entretenant un dialogue avec toutes les forces politiques, n'en est pas moins, pour la gauche, un partenaire malcommodé, comme toujours, mais respecté et écouté. Il répond volontiers aux invitations du bureau du groupe socialiste ou des dirigeants des partis, et regrette que la gauche européenne ne s'exprime pas davantage en tant que telle dans les lieux de débat que pourrait être une fondation, ou une revue, commune. Il joue souvent, d'autre part, le rôle de pont entre les différents partis, par exemple entre M. Bettino Craxi,

chef du PS italien, et les autres formations à propos des rapports avec le PCI.

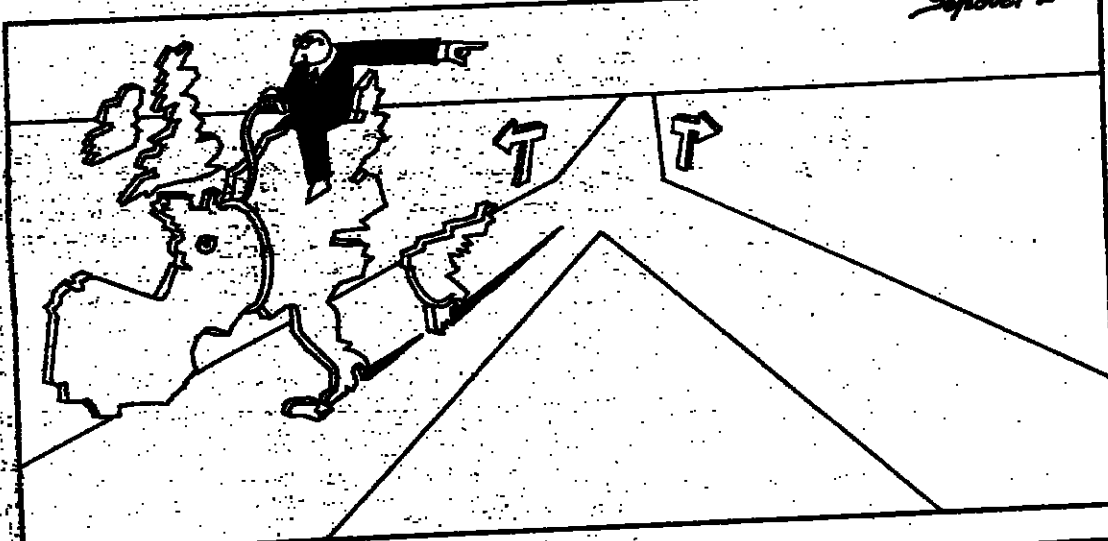
Au-delà du groupe socialiste se dessine, en effet, une eurogauche, vieux projet des années 70, et qui associerait à la social-démocratie les communistes italiens, principalement. Le temps de l'eurocommunisme, auquel participaient les PC français et espagnol, est, en effet, bien loin, mais les Italiens, eux, non seulement n'ont pas renoncé à leur engagement dans la construction européenne, mais l'ont renforcé. Votant presque toujours avec les socialistes, ils vont souvent plus loin qu'eux en matière d'intégration et de progrès institutionnels. Ne serait-ce qu'en matière de réduction de l'hostilité des socialistes italiens, qui pensent être sur la voie d'une réduction rapide de l'influence communiste dans leur pays et refusent tout ce qui pourrait la conforter, les députés du PCI siègeraient dans un groupe commun avec les socialistes.

An sein du groupe socialiste lui-même, l'influence dominante est exercée par les Allemands, les Français et les Espagnols, les Britanniques étant encore divisés sur l'option européenne. Les seconds sont sur le point de succéder aux premiers à la présidence du groupe, M. Jean-Pierre Cot remplaçant M. Arndt. Pour la présidence du Parlement, le candidat du groupe sera, comme en 1984, un Espagnol, selon toute probabilité, M. Enrique Baron, candidat malheureux il y a cinq ans. Les chefs des PS de la Communauté doivent se réunir le 28 juin à Paris pour décider de la tactique qu'ils adopteront.

Elle dépendra, naturellement, des résultats du 18 juin, qui devraient envoyer à Strasbourg une représentation écologiste d'importance et d'orientation politique en grande partie imprévisibles. Ce sera un nouveau défi pour une eurogauche encore seulement esquissée.

PATRICK JARREAU.

O. B.



Recomposition

Le mouvement socialiste européen est-il en train de trouver l'assise politique et culturelle qui lui fait défaut depuis une décennie, depuis qu'un triple choc a brossé l'unité (plus ou moins profonde) qui était la sienne depuis l'après-guerre ?

Le premier choc a atteint le modèle socio-économique de l'Etat-providence mis en place en trente ans : la crise financière des Etats, la crise économique et la mutation technologique ont affaibli la base sociale (des partis socialistes) (restructurations, chômage), leur projet réformateur lui-même (plus de croissance pour financer les réformes), et donné un nouvel essor aux idéologies libérales-conservatrices et à leurs défenseurs. Face à cette offensive, le mouvement socialiste s'est divisé entre nostalgiques du vieux modèle corporatiste (labour, pragmatiques délaissés de la part du libéralisme (Parti socialiste ouvrier espagnol, Parti socialiste italien) et sociaux-démocrates en quête de nouvelles synthèses, souvent avec l'écologie (gauche du SPD ou du Parti socialiste flamand).

Le second choc a été consistant à l'élargissement de la Communauté européenne. L'entrée de partis socialistes hostiles à la construction européenne ou très réservés (Labour party, Parti social-démocrate danois, PASOK grec — non membre d'ailleurs de l'Internationale socialiste) a cessé l'unité de l'union des PS de la Communauté et divisé le groupe parlementaire : il suffit de constater les nombreuses réserves des manifestes électoraux de l'UPSC (Union des partis socialistes de la Communauté européenne) pour s'en convaincre, qu'il s'agisse des institutions, de la monnaie, de l'harmonisation

fiscale ou sociale. Cette division n'était pas nouvelle mais elle restait jusqu'en 1972 enfouie à l'arrière-plan, l'élargissement à peut-être réorienté numériquement le mouvement socialiste, il l'a affaibli politiquement.

Le troisième choc est lié au débat sur la défense de l'Europe. L'installation des missiles américains pour répondre aux SS-20 soviétiques a fait imposer le mouvement socialiste, jusqu'alors atlantiste. Des défenseurs du désarmement unilatéral (britanniques) aux atlantistes pro-américains (PSI, PSOE) en passant par les ambigus (SPD) et les pro-soviétiques (PS français), les socialistes européens se sont révélés incapables de réaliser un compromis aussi bien stratégique (évaluation de la menace) que politique (type de défense), soudant même une majorité modérée contre eux.

Repli sur l'Europe sociale

Cette triple division a culminé lors des élections européennes de 1984. Depuis, une certaine recomposition est notable.

Faute d'espérer reconstruire l'Etat-providence des années 60, les socialistes européens se sont repliés sur l'objectif de l'Europe sociale, qui leur permet de se démarquer du projet libéral de simple Marché unique. Il n'est jusqu'aux travaillistes britanniques qui ne s'y soient ralliés. Encore faut-il remarquer que les socialistes ne progressent que très lentement vers l'idée que, si l'Europe libérale peut s'accommoder du maintien des souverainetés (le national-libéralisme thérétique), qui n'est qu'une mouture de la zone de libre-échange gérée aux Torsis), une Europe sociale, intervention-

niste, implique des pouvoirs publics européens dotés de réelles compétences ; bref, un certain fédéralisme. Paradoxalement, les syndicats (y compris récemment les trade unions) semblent s'en convaincre plus rapidement que les partis, qui restent encore muets pour le plupart sur ce point.

Le second terrain de controverse — l'union européenne — est peu à peu surmonté. Si Denis et Britanniques continuent à persister de réserves le manifeste électoral des socialistes européens, leur ralliement récent à la construction européenne (dans une optique certes confédérale) comme les clivages les plus criants. Si le mouvement socialiste reste divisé, ce n'est plus entre pro et anti-européens mais entre fédéralistes et confédéralistes.

Reste le terrain de la défense : avec la fin de la bataille des euro-missiles, le climat s'est détendu entre les PS, et ce d'autant que le projet réagissant de « guerre des étoiles » a ressemblé une unité hostile. Tous favorables au désarmement en cours et envisagé entre l'Est et l'Ouest, même si certains sont plus prudents (PS français, PSI) que d'autres (SPD, Labour), les socialistes ont désormais écarté les positions extrêmes (désarmement unilatéral abandonné par le Labour) sans pour autant se doter de concepts clairs en la matière.

La phase actuelle est donc bien une phase de transition et de recomposition après dix années de divisions et de remises en causes ; une phase de mise au point d'un nouveau projet qui n'en est encore qu'à ses prémices.

HUGUES PORTELLI.

EBEL
Les Architectes du Temps

Chronographe, automatique, Acier et or 18 ct, étanche 30 m.

Arfan

Joël et Martine, Médaillé de Vermeil de la Ville de Paris
35, boulevard des Capucines, 75002 Paris. Tél. (1) 42.61.66.74
Hôtel Royal, 14800 Deauville. Tél. (16) 31.88.16.41

مكتبة الامم المتحدة

Politique

Le scrutin du 18 juin

Portrait d'Européen

M. René Piquet, l'étoile filante

C'est Maurice qui avait dégoté René. Maurice Thorez, de tournée des postes en province, poussa un beau jour des années 50, la porte d'entrée de la fédération communiste du Lot-et-Cher. Pas un responsable local n'était là pour accueillir l'improvisé « fils du peuple ». Seul un jeune homme tournait consciencieusement la manivelle d'une radio. Au secrétaire général qui lui demanda son nom, ce petit mécanicien répondit : « René Piquet ». Après l'usine, René venait faire quelques heures supplémentaires et bénévoles « pour le parti ».

Cette légende du communisme vaillant et triomphant — le PCF, qui occupait alors la première place en France, en était fier — a pris corps en 1961. A vingt-neuf ans, René entre au comité central comme membre suppléant. Maurice s'est souvenu de la radio et des « heures sup ». Trois ans plus tard, au dix-septième congrès, il devient suppléant au bureau politique et plus encore membre du secrétariat du comité central. Vingt-cinq ans après, il est toujours au BP, mais il n'est plus dans le sein des saints, le secrétaire.

Son bâton de maréchal, c'est le titre — honorifique et purement formel — de président du groupe communiste français au Parlement européen, au sein duquel il n'y a que des groupes multinationaux. Son échec — répété et lancinant — est de n'avoir jamais été député du département où on l'avait parachuté, la Haute-Garonne. A Toulouse, il a eu le loisir de travailler aussi bien avec Mme Sylviane Aynard, deuxième de la liste du PCF — lui est troisième — qu'avec M. Claude Liabres, tête de liste des rénovateurs communistes. Anciens époux, M. Liabres et M^{me} Aynard se sont succédé à la direction de cette fédération, qui n'est plus que l'ombre d'elle-même.

« Piquet aurait pu être secrétaire général si le bureau politique avait eu à se prononcer sur son nom », confie un de ses camarades. A la fin de 1969, on ne fut pas le cas puisque Georges Marchais fut bombardé secrétaire général adjoint, sans discussion, afin de prendre le relais de Waldeck Rochet, que la maladie empêchait de remplir ses fonctions. La chose fut officialisée,

l'année suivante, au dix-neuvième congrès. René Piquet, symbole du « communiste moderne » de cette époque — costume-cravate et attaché-case, — allait, dès lors, voir son étoile pâlir au fil des années. « Il nous époustouflait, dit un dirigeant, car il parlait sans notes. Et il avait une aptitude remarquable à construire ses phrases. » Jusqu'au milieu des



années 70, pendant la période intense du Programme commun, René allait connaître encore quelques heures de gloire.

Homme d'ouverture autant qu'homme de devoir, affronté aux crues de la vie, René Piquet a appris à taire, parfois à l'excès, ses solitudes morales et politiques. Sa droiture l'a fait soldat du parti. A ceux qui le trouvent assez gentil, au début des années 80, pour penser qu'il pourrait être de leur côté dans la lutte contre l'équipe du secrétaire général, il fit savoir, dit-on, qu'il pourrait être très méchant... pour défendre un parti qui lui a tout apporté. Soldat, toujours ! Cela prouve au moins que René Piquet ne tirait aucune rancune de son éviction — il dit, lui, « retrait » — du secrétariat du comité central en 1979.

Pour parler simple et forcément caricatural, il avait choisi Roland Leroy contre Georges Marchais, lequel souhaitait l'ouverture d'une tribune de discussion dans les colonnes de l'Humanité afin que les contesta-

taires cessent de s'exprimer dans les colonnes bourgeoises du Monde. Le secrétaire général avait été battu.

Cette année-là va marquer un tournant dans son itinéraire. Eu parmi les vingt députés communistes envoyés au Parlement de Strasbourg par le suffrage universel, René Piquet va finir par flirter avec l'Europe, dont son parti ne veut pas. « Si j'avais à me prononcer, aujourd'hui, sur cette création européenne, affirme-t-il, je dirais encore « non », mais cette question ne se pose plus. » Et René n'en démord pas : « On entre à reculons dans l'histoire avec ces institutions communautaires. » Pour lui, l'avion Airbus et le CERN Centre européen de recherche nucléaire n'ont pas eu besoin de l'intégration politique européenne pour voir le jour.

Ah, l'intégration ! Voilà bien le pire des maux. C'est l'incontournable pomme de discorde entre les communistes italiens et leurs « camarades » français. Les premiers sont pour, les seconds sont contre. René Piquet reconnaît que « les approches des deux partis sont totalement divergentes », ce qui, selon lui, ne les a pas empêchés de « bien travailler dans le groupe multi-national ». L'écho n'est pas forcément le même de l'autre côté. On prête même l'intention aux amis d'Acchille Occhetto, le secrétaire général du PCI, de constituer rapidement un groupe multinational, baptisé Europeus, et non plus communiste, qui se doterait d'une plateforme dont l'intégration politique serait une des pièces maîtresses. Inacceptable pour le PCF.

« Nous ne faisons rien qui aboutisse à un éclatement du groupe », dit René Piquet, en voulant espérer que « le PCF et le PCI seront ensemble face aux interpellations très vives des opinions publiques » sur le phénomène d'intégration. Européen par compensation en 1979, on se prend à se demander si René Piquet, tout de même, n'est pas devenu Européen par amour en 1989. Il admet, en effet, qu'il y a « une certaine difficulté à assumer des responsabilités nationales et celles de président du groupe ». En raison de la charge de travail, bien sûr.

OLIVIER BIFFAUD.

• M. Roger Garand soutient la liste du PCF. — L'Humanité du mercredi 14 juin publie un article de M. Roger Garand intitulé « Je dénonce l'imposture », qui apporte un soutien à la liste européenne de PCF conduite par M. Philippe Herzig. M. Garand considère que l'Europe qui est promise « serait non seulement un champ clos pour le capitalisme le plus sauvage, mais aussi un syndicat des faillits du colonialisme. Car cette Europe infirme, mutilée de son Orient, ras-

semble tous les anciens pays coloniaux ».

« Il ne s'agit pas d'opposer à l'imposture de l'Europe de 1992 le repli dans le cadre également archaïque de la nation », écrit M. Garand qui ajoute : « Même si la « maison commune » était une véritable Europe jusqu'à l'Oural, l'aventure de l'Europe ne serait ni américaine, ni soviétique, ni européenne, mais méditerranéenne et, à travers le sud de la Méditerranée, avec

ce qu'il est convenu d'appeler le tiers-monde. Selon lui, « aujourd'hui, aucun problème ne peut être résolu dans le cadre national ni dans le cadre européen ».

Philosophe converti à l'islam, M. Garand a été exclu du PCF, dont il était membre du comité central, au dix-neuvième congrès en 1970. A cette occasion, M. Gaston Plissomier, membre du secrétariat du comité central, l'avait accusé d'avoir « développé publiquement et systématiquement une ligne révisionniste et liquidatrice ».

La Commission de Bruxelles devient l'interlocuteur obligé des régions

Pas un discours de dirigeant politique, pas une définition de stratégie industrielle de la part d'une grande firme qui ne fasse référence à l'horizon 1993. L'Europe est à la fois le dénominateur commun, la chance et le défi, et prend même des allures de rengaine. Pourquoi les collectivités locales, c'est-à-dire les villes, les départements et les régions, qui, depuis la décentralisation, élargissent leur champ de vision au-delà de l'Hexagone, ne se glisseraient-elles pas dans le même sillage et ne sacrifieraient-elles pas à la même mode ?

Les réalités quotidiennes, à savoir les dures lois des finances, imposent aux collectivités, notamment aux régions, d'être extrêmement attentives à tout ce qui se passe dans les bureaux de Bruxelles. Les sommes que l'on peut ici ou là espérer de la Commission après présentation de dossiers argumentés constituent maintenant des enveloppes bien garnies, et la Corse, ainsi que les régions d'outre-mer, le savent mieux que quiconque. Surtout depuis que, à la fin de l'année dernière, la Commission et le conseil des ministres ont adopté un nouveau règlement pour le Fonds européen de développement régional (FEDER) et surtout un doublement de ses capacités financières d'ici à 1993.

Parallèlement, M. Jacques Delors lui-même, en procédant l'été dernier à l'installation du comité consultatif des collectivités locales et régionales, que préside le maire de Mayenne, M. Joseph Hofmann, a souligné que, désormais, ces collectivités soient mieux associées à la définition de la politique européenne. Bien sûr, en droit strict, les relations extérieures avec la Commission doivent toujours transiter, surtout lorsqu'il s'agit de recevoir des subventions, par le canal officiel des Etats et des gouvernements. C'est le cas notamment en France, où, malgré le souffle de la décentralisation, les rejets de jacobinisme, principalement rue de Rivoli, n'ont pas disparu, loin s'en faut.

Toujours est-il que les régions entretiennent des relations étroites et suivies avec Bruxelles et avec le Parlement européen. Il suffit de se rendre au siège du Marché commun pour s'en convaincre. La puissante Catalogne, la région de Glasgow, la Bavière, les cinq régions françaises du Grand Sud, par exemple, ont ouvert là-bas des bureaux, parfois de véritables « ambassades ». La Bretagne, par le biais des organisations professionnelles agricoles, dispose d'une antenne opérationnelle dont le rôle principal, dans la plus pure tradition du lobbying américain, consiste à « informer sur les projets de directives communautaires, à les infléchir éventuellement et à plaider

la cause de l'extrême Ouest français auprès des fonctionnaires.

Les villes, départements ou régions qui n'ont pas encore jugé bon d'avoir leur propre chargé de mission à Bruxelles ont recours (c'est le cas par exemple, du département du Doubs), sous contrat de prestations de services, à des cabinets d'avocats d'affaires ou à des consultants spécialisés (un nouveau métier en plein essor), ou passent plus classiquement par le bureau de la DATAR, que dirige M. Dominique Burn.

C'est ainsi que la liste des besoins d'emploi qui ont, en définitive, été retenus par la Commission de Bruxelles au titre des zones frappées par le déclin industriel, ou bien classées comme espaces ruraux fragiles, a été certes négociée par les services officiels français de M. Chérèque et M^{me} Cresson, mais l'initiative ou au contraire l'effacement des leaders régionaux intéressés ne sont pas étrangers au fait que telle partie du territoire bénéficiera des titulaires communautaires et telle autre en sera privée, sans que des critères parfaitement objectifs puissent l'expliquer.

Trois exemples

N'en déplaise aux fonctionnaires parfois sourcilieux, voire énarques du Quai d'Orsay, les régions, mais aussi les autres collectivités locales ont, depuis cinq ans, développé une véritable politique extérieure économique. Avec des fortunes diverses d'ailleurs, et comme prétexte trop souvent à des voyages lointains qualifiés « d'études » mais en réalité d'agrément.

La politique de jumelage d'une douzaine de régions françaises avec des provinces chinoises, par exemple, serait à revoir de A à Z. Il reste que la coopération transfrontalière ou de proximité, fondée sur une histoire partagée ou sur des similitudes économiques et géographiques, voire des destins géopolitiques communs dans l'espace européen, a le plus de chances de trouver une base solide au lendemain des élections du 18 juin. Les exemples abondent et l'on en retiendra trois :

1. Le Nord-Pas-de-Calais a fondé avec le Kent, de l'autre côté du détroit, un véritable partenariat que le tunnel sous la Manche ne pourra que renforcer. Intéressée par cette coopération qui saute les frontières nationales et qui affirme sa vocation européenne, la Commission de Bruxelles a décidé de la soutenir financièrement. Par ailleurs, il y a quelques jours, un accord officiel de coopération a été signé à Lille entre la France et la Belgique pour multiplier les projets communs entre le Nord et la Wallonie (universités, transports, environnement).

2. Région maritime et excentrée, la Bretagne est familière des mécanismes européens. Ses équipements

ont grandement été financés, depuis 1984, par le FEDER ou bien dans le cadre d'opérations intégrées de développement (O.I.D.). Tout ce qui relève des règlements sur la pêche de l'Europe, bien que la touche directement. Sur le plan bilatéral, la Bretagne a noué des liens privilégiés avec les Asturies sur la côte nord de l'Espagne, et va lancer une ligne maritime entre Lorient et Gijón.

3. Plus petit, le département du Doubs et son agence de développement économique, dotée d'un budget de 45 millions de francs et de vingt collaborateurs, multiplie les échanges et les opérations communes : y compris à l'égard des universités étrangères, avec ses partenaires suisses frontaliers de Neuchâtel dans le domaine des micro-techniques.

Même si elle n'a pas encore une existence juridique dans les traités, l'Europe des régions — et ces exemples, qu'on pourrait multiplier, le prouvent — prend corps sur le terrain. L'action des collectivités locales peut venir en renfort de la diplomatie des Etats, ou même lui servir de poisson-pilote. Créée en 1985 sous l'impulsion d'Edgar Faure, l'Assemblée des régions d'Europe (ARE), aujourd'hui forte de cent dix régions, y compris des provinces autrichiennes et des cantons suisses, est présidée par Carlo Bernini, président de la Vénétie, prévoit d'ailleurs de réunir à la fin de l'année, à Vienne, une importante conférence avec un cadre du jour d'une indéniable actualité : l'organisation et la coopération régionale en Europe, de l'Ouest et de l'Est.

FRANÇOIS GROSCHARD.

M. Giscard d'Estaing veut rester président de l'UEF

Après avoir précisé qu'il n'entendait pas automatiquement se décharger de sa présidence de la commission des affaires étrangères à l'Assemblée Nationale (le Monde du 16 juin), M. Valéry Giscard d'Estaing a également indiqué, jeudi 16 juin, sur la 5 qu'il comptait rester président de l'UEF après les élections européennes : « J'ai été élu pour trois ans, naturellement j'exercerai ma fonction. » Envisageant elle aussi en direction du socialisme, M. Giscard d'Estaing a ajouté : « J'ai ceux qui optaient pour d'autres listes de prendre la responsabilité de faire passer la socialisme en tête. » Il a enfin indiqué que, en déplacement ce jour-là aux Etats-Unis, il ne se rendrait pas le 24 juin à la Convention des rénovateurs à Lyon.

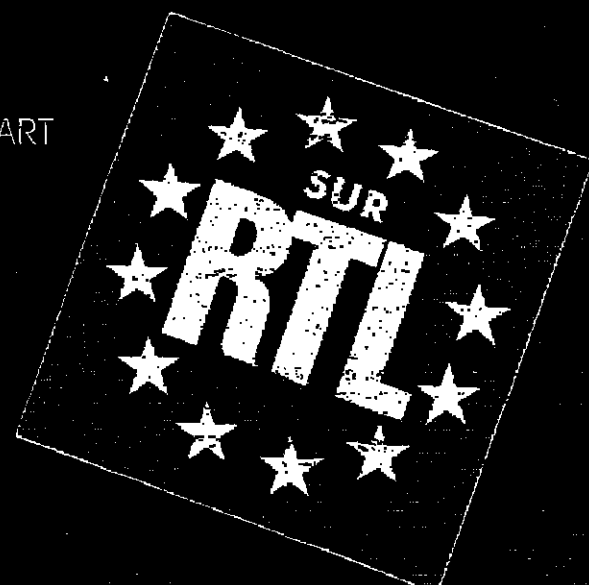
Jusqu'encore, l'ancien président de la République s'est rendu en Corse, puis dans la région Midi-Pyrénées, visite conclue par une réunion publique le soir à Toulouse, la ville de M. Dominique Baudis. Celui-ci était absent et s'en est excusé dans une lettre ronde publique.

SOIRÉE ÉLECTIONS EUROPÉENNES

AVEC LES ENVOYÉS SPÉCIAUX DE RTL DANS LES CAPITALES DE LA CEE

EN DUPLEX AVEC PARIS

- | | |
|------------|---------------------------|
| BONN | Marc LEROY BEAULIEU |
| LONDRES | Daniel CARON |
| BRUXELLES | Jean-Noël COGHE |
| LUXEMBOURG | Jean-Michel BEZZINA |
| LA HAYE | Jacques VAN DEN BIGGELART |
| COPENHAGUE | Yan OLSEN |
| ROME | Robert CESSIEUX |
| MADRID | Martine AUDUSSEAU |
| LISBONNE | Philippe ROBUCHON |
| ATHÈNES | Jean-Benoît VION |
| DUBLIN | Édouard DA COSTA |



DIMANCHE 18 JUIN A PARTIR DE 18 H.

Politique

Réforme au RPR

M. Chirac concède à ses « rénovateurs » l'organisation de courants internes

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a confirmé, au cours de son point de presse, jeudi 15 juin, qu'il adressait à tous les membres du conseil national du mouvement, qui se réunira le 22 juin à Paris, trois documents (*Le Monde* du 15 juin). Ils concernent « les principes et les valeurs » du mouvement gaulliste, l'union des formations de l'opposition et, enfin, « la réforme et la relance du RPR ». Le débat portera sur ces trois documents et sur les motions qui les accompagnent, sur lesquelles les membres du conseil national seront appelés à voter.

M. Juppé a précisé que tous les députés pourraient aussi déposer des contre-propositions et des amendements, qui seront discutés et votés. A ce conseil national, ouvert à la presse, ont été également conviés — sans droit de vote — les présidents de conseils régionaux et généraux et les maires des villes de plus de neuf mille habitants qui ne sont pas déjà membres de cette instance.

En ce qui concerne le premier document, l'accord devrait se faire sans peine pour rappeler la fidélité aux grandes orientations du gaullisme.

L'organisation de l'opposition doit illustrer « l'union » des formations qui la composent, c'est-à-dire prévoir une structure de coordination entre le RPR, l'UDF et l'UDC.

Lors de la journée d'études des groupes parlementaires RPR à Port-Marly, le 3 juin dernier, M. Chirac avait été très largement approuvé lorsqu'il avait refusé toute fusion entre les partis de l'actuelle opposition et souhaité des structures fédérales mais légères, avec un intergroupe parlementaire et une réunion commune des bureaux politiques des trois partis. En annexe à cette volonté d'union, M. Juppé proposait aussi d'adopter le principe d'élections primaires pour désigner le candidat de l'opposition à l'Élysée, comme l'a envisagé M. Pasqua.

Cette attitude pose donc, en postulat, que l'union de l'opposition se limiterait à celle de ses composantes actuelles, c'est-à-dire qu'elle exclut, dans l'immédiat, toute autre formation qui viendrait à se créer. Cette solution est-elle acceptable par ceux des « rénovateurs » des trois partis, qui souhaitent se retrouver entre eux, dans une structure autonome et siéger au même titre que les « grands » partis, dans une fédération de l'opposition ? Ce système a notamment les préférences de M. Michel Noir, maire de Lyon, qui assure que le mouvement des « rénovateurs » correspond à une véritable « vague de fond » de l'opinion, qui attendrait une profonde restructuration de l'opposition.

M. Philippe Séguin, en revanche, ne va pas jusque-là et il aurait déjà une première satisfaction à l'existence de « courants » ou de « tendances » ou encore de « sensibilités » était reconnue au sein du RPR.

A Port-Marly, M. Chirac avait semblé accepter cette éventualité du bout des lèvres, en soulignant que le caractère démocratique des débats au sein du RPR permettait effectivement à chacun de s'exprimer librement. Il est vrai qu'un mois auparavant, le 20 avril, devant les députés départementaux du mouvement, il avait été plus restrictif, refusant non le concept, mais le mot de « rénovation », pour lui préférer celui d'« adaptation ». Il avait toutefois reconnu que la « turbulence rénovatrice », si elle avait été « maladroite », avait cependant été « positive ».

Depuis lors, les choses ont évolué et certaines positions se sont durcies. Lors de la réunion du groupe RPR, mardi 13 juin, M. Chirac a admis plus nettement l'existence des « rénovateurs », en faisant une allusion encore furtive à leur présence en tant que tels dans les instances du mouvement. Le terme de cette évolution se situe, jeudi 22 juin, dans la proposition de réforme des statuts du RPR, permettant l'élection du conseil national à la représentation proportionnelle. Ainsi, les courants pourraient, pour ces élections, présenter des listes de candidats lors du scrutin qui se déroulera pendant les vacances (prévues pour la fin de l'année). Il s'agit d'un changement important dans le fonctionnement du mouvement gaulliste qui, de tout temps, a élu ses instances sur une liste préparée et présentée par la

direction nationale. Cette « rénovation » par l'intérieur est, pour le moment, l'ultime concession accordée par M. Chirac à ses contestataires. Il ne semble pas, en effet, que le RPR soit prêt à accepter pour ses membres la double appartenance, qui leur permettrait d'adhérer également à une structure politique externe. Cette interdiction est en usage d'ailleurs dans tous les partis. Il en a toujours été ainsi chez les gaullistes, sauf au début du RPF, après la Libération, où de Gaulle avait même conseillé à certains de ses partisans, comme Michel Debré et Jacques Chaban-Delemas, de se présenter aux élections sous l'étiquette du Parti radical !

D'autres motions

Cette latitude offerte aux « rénovateurs » sera naturellement accessible aux autres courants, chacun faisant campagne dans le mouvement pour rallier ses partisans, comme cela se pratique depuis longtemps au PS. M. Chirac ouvre ainsi une voie à la compétition interne, mais aussi à la contestation de la direction. Car, à côté de motions et de listes de « rénovateurs », d'autres vont se sentir encouragées à se manifester : les traditionalistes de Présence et action du gaullisme ; les « réformateurs », animés par M. Borotra et proches de M. Pasqua ; les jeunes depuis 1968 ; les fidèles de M. Juppé, etc.

Des alliances tactiques pourront aussi se conclure.

Mais, surtout, l'effet caché, mais évident, de cette innovation sera d'ouvrir une brèche dans la suprématie incontestée et dans l'autorité, unanimement admises, de M. Chirac sur le mouvement qu'il a créé le 5 décembre 1976. Or le fondateur du RPR, qui, depuis un an, était parfois incompris par les cadres et les élus de son parti, dont l'attitude a aussi dénoté bien des électeurs, était, depuis quelque temps, critiqué à mi-voix, puis plus directement dans le huis clos d'instances restreintes. Ses initiatives récentes, enfin, ont été souvent contestées. L'abstention prise pour le référendum sur la Nouvelle-Calédonie a mécontenté de plusieurs côtés. La formation d'une liste d'union avec l'UDF pour l'élection européenne, faisant la part belle à M. Giscard d'Estaing, n'a pas été mobilisatrice. Enfin, ses déclarations à propos d'Anis Naccache ont provoqué des réactions de surprise parmi ses proches et des jugements sévères de la part de tous les autres.

M. Chirac, en instaurant la démocratie des courants internes, s'offre donc aux coups de la contestation. Mais c'est une bataille qu'il compte bien livrer. Il va ainsi devoir vivre avec des minorités agissantes, dont les ambitions naturelles seront de conquérir la majorité dans le mouvement. L'évolution du RPR lui impose sans doute une telle réforme, présentée comme une condition de sa relance.

ANDRÉ PASSERON.

Le scrutin du 18 juin

Le dernier meeting de la campagne socialiste

M. Fabius n'a que des amis

STRASBOURG
de notre envoyé spécial

Si le type de campagne mené par M. Laurent Fabius a suscité la polémique des collaborateurs de M. Michel Rocard, si le premier ministre ne s'est lui-même que très légèrement investi dans cette campagne, ce n'était évidemment pas le moment, pour le dernier meeting, jeudi 15 juin, à Strasbourg, d'étaler ses états d'âme. M. Rocard, de ministres et secrétaires d'État, dont MM. Lionel Jospin et Jean-Pierre Chevènement, a donc salué le « courage » et la « tenacité » de la tête de liste socialiste.

Le pédagogue et le tribun

Laquelle tête de liste a été toute sa satisfaction de terminer la campagne à Strasbourg, comme elle l'avait commencée, à Nantes, « avec un ami Michel », avant de remonter pour son soutien son « ami Pierre Mauroy », présent dans la salle. Tous trois, à l'issue du meeting, se sont d'ailleurs retrouvés en compagnie de M. Catherine Trautmann, épouse du jour et nouveau maire de Strasbourg, sur la tribune du Parc des expositions de Wacken, main dans la main et les bras levés au ciel, comme aux beaux jours des congrès socialistes. M. Jospin, quant à lui, avait fait campagne pour M. Fabius au cours des deux derniers jours, dans le Midi, et dans l'Est.

Au-delà de ces effusions, chacune des deux vedettes de la soirée avait

choisi, pour s'exprimer devant quelque deux mille personnes plutôt chahuteuses, un style bien différent : volontairement austère et pédagogique pour M. Rocard, qui, en dehors de la critique, prononce sur un ton calme, des déclarations de M. Jacques Chirac sur Anis Naccache (*lire page suivante*), est resté en dehors de toute polémique franco-allemande, mais même mentionner l'existence des autres listes ; pragmatique, comme à chaque meeting depuis le début de la campagne pour M. Fabius. La comparaison des deux orateurs suscitait, à la sortie du meeting, cette appréciation d'une « communication » strasbourgeoise : « Rocard, c'était un peu ch... ; Fabius, lui, il devient un tribun : il est très bien. Le problème, c'est que je n'arrive pas à le croire... »

Le premier ministre s'est donc employé, en affirmant, comme Jean Monnet, « je ne suis pas optimiste, je suis déterminé », à lever les inquiétudes sur la Communauté, à montrer aussi que « l'Europe, ce n'est pas uniquement un bâtiment moderne, et froid derrière lequel s'affaire une armée de technocrates ». M. Rocard a balayé tout le champ de la construction européenne, en expliquant, pour chaque thème abordé, le type d'Europe que souhaite la majorité présidentielle : « l'Europe solidaire ».

M. Fabius, de son côté, s'est employé une dernière fois à galvaniser les énergies, en expliquant que l'Europe sociale n'est pas « une abstraction » et que l'enjeu politique de cette élection, « si on ne le voit pas, c'est vraiment qu'on se veut pas le voir ».

M. Fabius a avoué à ses auditeurs : « J'ai la même crainte que vous » : l'abstention, bien sûr, d'où ses appels à la mobilisation de ceux qui « se désolent » du manque d'intérêt des électeurs pour le scrutin du 18 juin.

Le président de l'Assemblée nationale a distribué les mauvais points à ses concurrents, en légitimant au cœur de ceux qui « vénèrent l'écologie » au point de mépriser la croissance et réciproquement. L'extrême droite a bénéficié d'un traitement particulièrement dur, car, dit M. Fabius, « je crains qu'au jour des résultats elle ne soit plus présente encore » qu'aujourd'hui. M. Fabius va jusqu'à évoquer la proximité géographique de l'ancien camp de concentration et d'extermination nazi de Struthof pour lancer : « Est-ce que c'est cette Europe-là que nous voulons ? »

Manière aussi de disputer le drapeau tricolore à M. Le Pen, M. Fabius affirme qu'« un peu d'Europe éloigne de la patrie mais beaucoup d'Europe y ramène » et conclut son discours sur un long et vibrant hommage à l'hymne national, sur lequel se clôture le meeting. Les étudiants chinois, martyrs des droits de l'homme, se sont glissés dans les raisonnements de M. Fabius, qui réagit aux premières condamnations à mort et s'écrie : « Les tyrans de Chine veulent éliminer la jeunesse (...). Eh bien ! je dis que les victimes finiront par avoir raison de leurs bourreaux ! ».

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

AVEC un à-propos d'actualité, M. Chirac a tenu un discours très intéressant sur la scène politique dont l'avis d'un amateur, le 8 mai 1988, que la majorité dont il était président. Il repart à l'assaut de sa famille politique et de la vie publique, pour retrouver son autorité sur la première et son crédit vis-à-vis de la seconde.

Les problèmes de famille ne semblent pas tourner à son avantage : M. Valéry Giscard d'Estaing, grâce aux europhobes, tient le haut du pavé, et M. Chirac, à cause de cela, se trouve de nouveau en situation défavorable face à lui. Les tenants d'un RPR inchangé ou son évolution à leur profit : qu'il s'agisse des vieilles tiges comme Pasqua, ou des jeunes pousses variées Michel Noir. Dans l'entre-deux, M. Philippe Séguin, qui a dans doute de grands desseins pour être à ce degré incompréhensible.

La scène politique française n'est pas a priori plus favorable à M. Chirac, et ce ne sont pas ses déclarations sur un possible « renouveau » du terrorisme qui feront passer le contraire. Il est de nouvelle question de lui, mais pour susciter l'effacement. Même ses adversaires semblent à exploiter une occasion aussi précieuse. Préface, fit ce pour feindre le peur d'être si dévoyant, que le terrorisme va de nouveau faire entendre sa voix, n'est ni très malin ni très original.

Pour être pas toujours sûr, selon ce qu'affirmait Paul Claudel, le plus n'est jamais inévitable. Il se trouve, bien un jour ou l'autre, tant le plaisir demeure violent, un fantasme ou un cinglé à supposer qu'il ne s'agisse pas d'une seule et même espèce pour faire éclater une bombe, afin de donner raison à M. Chirac. Mais ce n'est pas pour rien que l'ancien premier ministre n'a pas alors la mauvaise idée de se faire précéder de son extra-lucidité.

Cette attitude n'est surprenante que si l'on y réfléchit à la trace qu'il a fait un homme d'État et l'homme qu'il doit le redonner. A plus forte raison, si l'on se rappelle au maintien en défiance d'Anis Naccache. On voudrait inciter les amis du Monsieur à faire du bruit — euphémisme — qu'on ne s'y prendrait pas autrement. Préciser à ce propos que c'est une intrusion que n'étaye ni « élément d'information » relève du mensonge ou de l'innocence, l'innocence étant alors une culpabilité que nulle loi ne peut punir.

P LUTOT que de s'aventurer sur un terrain dont il avoue et prétend ne (plus) rien connaître, M. Chirac aurait dû s'en tenir à donner encore plus de son soutien à la querelle d'intérieur national qui est enfin à la disposition des Français (V. compris ceux qui ne demandent pas à Paris qu'on envisageait plus de s'y rendre, s'en moquant éperdument : les restrictions de circulation dans la capitale au moment du 18 juillet).

Il y avait de fortes paroles à prononcer, dans le discours de l'État, mais avec l'aide de la compétence que lui confère sa fonction

de maire de Paris. Il avait déjà parlé ? Oui. Mais il fallait parler encore. M. Chirac touche au génie quand il parle de sa ville et qu'il ne dépasse pas les limites du périphérique.

D'autant qu'il n'est pas difficile d'y voir clair. Trier d'abord ceux que le principe de la commémoration exaspère et ceux qui l'approuvent. Seuls les premiers ont un droit à brailleur d'être momentanément obligés de se faire chahuter de recourir aux transports en commun, aux taxis ou à leurs pieds. Rejetant tout, ils sont fondés à se plaindre des conséquences de ce qu'ils résument.

Les autres sont, au moins sur le principe, prêts de se taire. On ne peut à la fois exiger — cela dit à titre de synecdoque (1) — que des bals soient liés sur les places publiques et qu'elles soient ouvertes à la circulation automobile ; qu'il y ait des fêtes dans les rues et que celles-ci soient des garages à ciel ouvert.

Chirac

La seule vraie question (en toute modestie) concerne le dispositif policier mis en place à cause de la présence à Paris d'une flopée de chefs d'État, et notamment des plus riches d'entre eux par les pays qu'ils représentent. Que, pour commémorer 89, et même en célébrant l'âme, on institue des privilèges, on prévoit des restrictions dont l'Ancien n'avait pas vraiment cours sous l'Ancien Régime, il y a effectivement de quoi grogner. Le roi dînait en public, la reine accouchait au vu et au su de tous, mais M. Bush ne saurait visiter le Louvre à portée de regard du vulgumpeux.

Henri IV et Louis XIII étaient des familiers de la foire du Trône et s'y faisaient bousculer, mais M. Kohl ne saurait supporter que son automobile fût ralentie par les véhicules du commun. Serait-ce que ne pourraient suffire pour lui ouvrir la voie les motards qui quotidiennement repoussent à coups de bottes la pèlerine qui entrave la course d'un ministre français lorsqu'il se rend d'un palais de la République à l'autre ? Que les trompes dont il assourdissent alors ses contemporains perdent de leur efficacité si elles étaient employées pour faciliter la progression de M. Thatcher ?

A moins qu'il soit difficile à M. Chirac de dénoncer des procédés dont lui-même et ses ministres ne se sont jamais montrés repus.

A tout cela, l'explication a été donnée sans haut et bas par M. Pierre Joxe : les risques du terrorisme. C'est évidemment la seule des déclarations de M. Chirac. Au fond de lui-même, il voulait apporter son soutien au ministre de l'Intérieur, au nom de la camaraderie qu'il lie à un collègue de la Cour des comptes où il siégeait l'un et l'autre. Mais il n'osait pas le faire ostensiblement, de peur d'être délaissé à M. Pasqua, à M. Noir, à M. Giscard d'Estaing et à ses amis, pourtant prêts à tout lui passer, du moment qu'il passe la main.

STANBUL-PARIS. L'obligant commandant de bord accueille deux de ses passagers dans le cabine de pilotage. Il s'y trouve une telle quantité de boutons, de manettes et de cadrans que c'est à se demander si une partie n'est pas là pour la décoration.

L'appareil quitte le sol au moment où le navigateur dit « V 1 ». S'il avait dit « V 2 », l'avion serait-il devenu fusée ? Dans les premiers instants, comme il l'avait fait à terre en roulant vers la piste, le commandant regarde à droite et à gauche à la manière d'un automobiliste craignant un refus de priorité.

Ca ne le cesse de désirer, c'est la légèreté de ces centaines de tonnes qui virant et grimpent comme un cerf-volant. Pour éviter les soubresauts contenus dans un nuage que le radar affiche en rouge pour en signaler les dangers, l'Aérbus joue à saute-mouton avec lui. A 35 000 pieds d'altitude, l'appareil a la grâce des baleines en eau profonde. A l'intérieur, cinq Jones y composent le dernier selon où l'on cause.

Inquiétante, la causette, par de certains côtés. Le copilote disserte sur la sécurité aérienne ; pour apprendre à ses hôtes réfugiés dans le champagne que la tendance est à lui faire jouer le rôle des laissés-pour-compte ; changement inopiné d'appareil par effacement auprès de compagnies incertaines, pilotage des deux par des équipages à la formation incertaine et, encore plus fâcheux que le reste, dégradation de la formation des pilotes en raison de leur pénurie qui amène à baisser la barre des exigences professionnelles.

Intéressée l'invitation de l'équipage ? Apparemment pas. Le discours donnait plutôt l'impression de sortir par un phénomène de trop-plein né de l'inquiétude et du besoin de se faire entendre.

Pour lutter contre cela, vient d'être créée une Association générale des pilotes de ligne. Elle n'aura aucune activité sur le terrain des revendications salariales. Les statuts ont été déposés le 4 mai dernier, soit deux cents ans jour pour jour après l'ouverture des États généraux. C'est un patronage qui est de bon augure.

SPÉCIAL-COPAINS. In extremis, celui-là, pour des étudiants de l'INA, autrement dit l'Agro, très récemment recrutés alors qu'ils collaient des affiches pour leur fête annuelle : ce vendredi soir, avec Ray Lema, le Bwana Zoulu Gang et Doriké, un « nouveau jazz » avec le trio Georges Arvanitis ; samedi et dimanche, garden party, avec concours hippique, montgolfières, etc. C'est au château de Grignon, à Plaisir (Yvelines). Renseignements : 30-64-91-91, minitel 3615 code INA/PG et les trois FNAC.

(1) Figure de rhétorique qui consiste à désigner la partie pour le tout, ou l'inverse. Par exemple, « une voile » pour « un bateau ». Ici « bals » pour l'ensemble des manifestations prévues. Pour en savoir plus, lisez Demarens, *Des trapes, chez Flammarion*, 1988 ; réédition de l'ouvrage para en 1730.

LES GRIFFES DE CHAUMET

10700 F
Modèles or :
16700 F et 18300 F

CHAUMET
JOAILLIER DEPUIS 1750
PARIS

PARIS - LONDRES - NEW YORK - TOKYO
15 PLACE VENDÔME TEL. 43.69.12.62 - 40 AVENUE GEORGE V TEL. 49.52.88.28

مكتبة الامم المتحدة

Politique

Le contentieux électoral dans le vingtième arrondissement

M. Charzat (PS) poursuit M. Bariani

Les élections municipales de mars dernier dans le vingtième arrondissement de Paris avaient été placées sous le signe de trop d'incertitudes pour se terminer ordinairement le 19 mars au soir.

M. Didier Bariani, maire radical sortant, menacé par son adversaire socialiste, M. Michel Charzat, de perdre sa mairie et de faire perdre à M. Charzat le fameux « grand cholein », l'emporta finalement avec 538 voix d'avance (26 405 contre 25 867). M. Le Pen joua jusqu'au bout, comme il est de tradition dans cet arrondissement, le rôle de trouble-fête (6 492 voix, soit 11,05 % des suffrages exprimés, au second tour).

En vérité personne ne fut à la fête. Ni M. Le Pen, qui ne parvint pas à faire battre M. Bariani, son rêve exclusif en ces circonstances. Ni M. Bariani, certes vainqueur, mais talonné jusqu'à la dernière seconde par l'après concurrence socialiste et nimbé par l'aura préalable et persistante d'avoir veillé avec une trop extrême attention à une opportune préparation des listes électorales (le Monde du 7 janvier). Ni enfin M. Charzat, convaincu d'avoir été coiffé sur le fil en raison de l'efficacité des procédés de son adversaire.

D'où les recours en annulations diverses et variées qu'examinait jeudi 15 juin le tribunal administratif de Paris, présidé par M. Pierre Daumas. Le but de M. Charzat était bien sûr de faire « tomber » M. Bariani au-delà des urnes s'il pouvait être établi qu'il s'était mal comporté avant et en vue de l'élection.

Deux langages parfaitement étrangers l'un à l'autre ont été tenus devant les magistrats du tribunal administratif. M. Masse-Dessen, avocat auprès du Conseil d'Etat, défendeur de M. Charzat, en tient, outre une foule de petits griefs variés, pour une thèse claire et radicale, puisée dans la jurisprudence du Conseil d'Etat.

Au long lever de rideau polémique du début de l'année sur les listes et leur fabrication, le témoignage écrit de M. Aigle (voir encadré), apparemment superbement ignoré par le tribunal, est suspect pour le commissaire du gouvernement d'une « spontanéité » qui appellerait des guillemets plus gros que nature : tout concourt pour le défendeur de M. Charzat à démontrer l'existence d'une manœuvre de M. Bariani, ouvertement assumée, pour tenter de corriger à la marge le résultat d'un scrutin que tous savaient devoir

être très serré. Pour manœuvrer et atteindre à la sécurité du scrutin, pour M. Charzat, faire de doute : le résultat de l'élection doit être annulé, au nom de la force des présomptions convergentes.

Pas de preuve, a répondu pour M. Bariani M. Jean-Yves Cavallini. Pas de preuves autres qu'une campagne de presse ancienne et insistante de *Conard enchaîné* et du *Monde*. Une campagne incohérente à laquelle M. Bariani n'aurait jamais véritablement répondu parce que tel n'est pas son genre.

Pas de preuve : il est vrai que M. Charzat et son défenseur s'arobolent sur des irrégularités présumées, qui vaudraient présomption de manœuvre et tentative explicite de M. Bariani de fausser le résultat du scrutin. A leurs yeux, cette tentative de constituer une « clientèle électorale, même occasionnelle » vaudrait

à elle seule condamnation du maire du vingtième.

Pas vu, pas pris

M. Cavallini a eu, pour ce dernier, une réplique désarmante de simplicité : peu ou prou, n'est-ce pas ce que tout le monde fait, notamment par de judicieuses attributions de logements. Qui y verrait malice ? M. Bernard Coignoux, commissaire du gouvernement, s'est à son tour plongé dans l'océan, à la recherche de « pressions » de « menaces », d'un « début d'exécution » d'une tentative de manœuvre du fait de M. Bariani. Il n'en a point trouvé et renvoyé la lettre de M. Aigle au rang d'une littérature suspecte (tout en déclarant ne pas l'avoir lue avant l'audience).

Il ne lui restait plus qu'à procéder à un classique peignage méthodique des griefs connexes variés. Au terme

de cet examen méticuleux, il voudrait rendre 23 suffrages à M. Charzat — ce qui est peu au regard de ses souhaits — et donner en pâture à Thémis une victime : M^{me} Annick Loviton, adjoint au maire du vingtième, qui aurait été comme employée de la municipalité inéligible au moment du premier tour.

Après un rappel fugitif et sans conséquence de l'adage « il n'y a pas de fumée sans feu », M. Coignoux invitait finalement implicitement le tribunal administratif à appliquer une nouvelle fois la règle d'or qui anime en cette épluque médière les tribunaux administratifs. Cette règle simple à ses bienfaits. Sa stricte application laisse quelquefois sur leur faim ceux qui voudraient comprendre comment fonctionnent les coulisses électorales : pas pris, pas vu.

Jugement le 22 juin.

MICHEL KAJMAN

« Opération transfusion »

Nous publions une lettre, extraite du dossier du tribunal administratif de Paris, sur le cours de l'audience du 15 juin. Adressée au président du tribunal, elle émane de M. Dominique Aigle qui, après avoir été directeur du cabinet de M. Bariani, a effectué un bref passage, sur recommandation de M. Michel Durefleur, à l'Association des démocrates. M. Bariani, que nous avons interrogé, estime qu'il s'agit d'une « lettre de circonstance (...) », d'un document de

dernière minute probablement extorqué dans des conditions qui resteraient à établir.

Soulignant, en contradiction avec d'anciennes appréciations écrites élogieuses, que son ancien collaborateur, d'un caractère difficile, lui avait surtout paru mé par l'ambition, M. Bariani nous a fait part de son indignation d'être engagé à son encontre des poursuites en dénonciation calomnieuse.

récupérer le maximum d'électeurs à l'extérieur de l'arrondissement — les instructions étaient répétées quotidiennement, et les pressions étaient permanentes sur tout le personnel du cabinet ainsi que sur les élus de la majorité municipale.

M. Bariani tenait personnellement une liste sur laquelle s'ajoutaient les noms tous les jours et cela, pour donner l'exemple, en indiquant qu'il parviendrait rapidement à la centaine en ce qui le concernait personnellement. Refusant de m'associer à ces manœuvres, j'ai démissionné de la liste le 26 août 1988. A cette date, l'opération baptisée « transfusion sanguine » avait atteint sa vitesse de croisière et, selon les déclarations de M. Bariani, plusieurs centaines d'électeurs extérieurs avaient été inscrits sur les listes électorales du vingtième.

Le tribunal administratif n'a pas annulé l'élection de M. Dominati à Paris

Le tribunal administratif de Paris, dans une décision rendue publique le 8 juin, a refusé d'annuler l'élection municipale dans le troisième arrondissement de Paris comme le lui demandait la tête d'une liste divers droite et celle de la liste écologiste, élection qui avait vu la victoire de l'équipe menée par M. Jacques Dominati, député UDF (le Monde du 1^{er} juin).

Les requérants faisaient savoir qu'au moins vingt-sept électeurs s'étaient inscrits sur les listes électorales de cet arrondissement parisien en affirmant y habiter, alors que leurs noms ne figuraient pas sur les boîtes aux lettres des immeubles indiqués et qu'aucun des habitants de ceux-ci ne les connaissait.

Dans sa décision le tribunal administratif fait valoir que la contestation des listes électorales doit être faite devant le tribunal d'instance, le juge administratif ne pouvant se prononcer sur la régularité des inscriptions que si « il y a eu manœuvre susceptible de porter atteinte à la sincérité du scrutin ». Or il affirme « qu'à supposer que les indications portées sur les listes électorales en ce qui concerne certains électeurs soient erronées, il ne s'ensuit pas que ces électeurs auraient été inscrits à tort, et cette erreur d'adresse ne saurait constituer la présomption d'une manœuvre dans l'établissement des listes ».

● GUYANE : annulation de trois élections municipales. — Le tribunal administratif de Cayenne a annulé, mercredi 14 juin, les résultats des élections municipales dans trois communes du département de la Guyane — Matoury, Saul et Apotou — à cause d'« incidents dans les salles de vote » et d'« irrégularités » pendant le scrutin. Les maires de ces trois localités ont été suspendus de leurs fonctions jusqu'aux prochaines élections partielles.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

RADIO TELEVISION COMMUNICATION

La sécurité routière au Sénat

Le permis à douze points

Le Sénat a adopté, dans la nuit du jeudi 15 au vendredi 16 juin, et après l'avoir modifié, le projet de loi relatif à la sécurité routière dont il avait commencé l'examen mercredi 14 juin.

M. Jacques Thyraud (RI, Lorient-Cher), rapporteur de la commission des lois, a convaincu une majorité de ses collègues que la fixation du nombre de points dont seront affectés les permis de conduire relève de la compétence du législateur et non du domaine réglementaire comme l'estime le gouvernement.

Une deuxième divergence est apparue entre la majorité du Sénat et M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat chargé des transports : le nombre de points affectés au permis. Le gouvernement envisage de retenir le chiffre de six, le Sénat a choisi douze, considérant qu'il se rapproche plus ainsi de ce qui existe

dans les pays pratiquant cette formule.

Troisième désaccord : M. Jean-Pierre Pizon (RI, Manche), se référant à son expérience de médecin-chef d'un centre de secours, a fait voter, avec le soutien explicite de MM. Guy Allouche (PS, Nord) et Louis Jung (Un. centr., Bas-Rhin), un amendement ajoutant une troisième épreuve pour l'examen de conduite, celle de « secourir et des gestes de survie ».

La liste des divergences entre le gouvernement et le Sénat s'allonge avec, par exemple, le passage de trois à dix ans du délai pendant lequel un automobiliste, en cas de récidive de délit d'homicide ou de blessures volontaires commis en état alcoolique, ne pourra solliciter un nouveau permis.

En outre le Sénat a adopté un projet de loi autorisant la ratification d'un protocole pour la répression des actes illicites de violence dans les aéroports servant à l'aviation civile internationale.

A. Ch.

A l'Assemblée nationale

Extension de l'immunité parlementaire

Les députés chargés d'une mission temporaire par le gouvernement pour exercer l'immunité parlementaire (réservée à la période des sessions) pour les travaux réalisés dans le cadre de cette mission d'ont l'objet est de décider qu'il n'y a pas lieu de poursuivre la délibération et dont l'adoption entraîne la réjet du texte. La « conciliation » qui réunit les responsables des groupes de la majorité sénatoriale, favorable à l'opposition

rationnelle, ne s'est pas mise d'accord sur l'opportunité de cette démarche. Si le RPR, qui en est partisan, a rallié à sa cause les Républicains et indépendants, l'Union centriste est, elle, réservée. La commission des lois, dont le rapporteur est M. Charles Jolibois (frat. adm. RI, Maine-et-Loire), se réunira de nouveau mercredi 20 juin, jour fixé pour l'ouverture du débat en séance publique.

pour lesquelles il a été élu », a expliqué M. Mazaud (RPR, Haute-Savoie) a défendu une exception d'irréversibilité, estimant que ce texte était contraire à la Constitution : « L'irresponsabilité pénale et civile du parlementaire est un véritable privilège, elle ne s'applique que dans l'exercice des fonctions ».

Enfin, les députés ont également adopté (la PCF s'abstenant) une proposition de résolution combinant deux propositions de MM. Louis Mermaz et Pierre Méhaignerie visant à améliorer l'information des députés sur le droit européen et la législation en vigueur dans les pays européens. L'article 86 du règlement de l'Assemblée sera complété par un alinéa prévoyant que les rapports sur un texte concernant l'activité des communautés européennes comporteront, en annexe, des informations sur le droit européen applicable et la législation déjà en vigueur en Europe.

M. Delebarre : le PS doit se remettre en cause

M. Michel Delebarre, ministre de l'Équipement, déclare, dans un entretien publié par le Figaro-Weekend 16 juin, que « Pierre Mauroy est un excellent animateur pour entraîner l'ensemble des forces de gauche et, autour du Parti socialiste, celles et ceux qui sont militants du progrès ». Mais il n'a pas envie de le faire seul, ajoute M. Delebarre. L'appartenance, avec beaucoup d'autres, à ceux qui veulent faire progresser le Parti socialiste, le faire respirer et réfléchir sur l'évolution de la société. Le parti doit prendre en compte l'existence de la vie quotidienne. Les préoccupations concernant l'environnement sont aussi à intégrer à l'ensemble de nos réflexions.

M. Delebarre précise ensuite : « Dans les trois ans qui viennent, comme il ne devrait pas y avoir d'échéances électorales majeures, il sera de la responsabilité des partis, notamment du premier d'entre eux, de reprendre les enjeux pour rassembler, de se remettre en cause dans leur manière de débiter et d'agir. La volonté d'adaptation du PS existe réellement. Je n'ai pas entendu contester la capacité de Pierre Mauroy de fédérer le Parti socialiste. C'est dans cette dynamique que doit se préparer le prochain congrès ».

En Lorraine

M. Rausch crée un nouveau parti

METZ de notre correspondant

« Notre grande ambition doit être de démontrer que les frontières partisanes, telles qu'elles existent, sont dépassées, que des gens de partis différents pris individuellement ou en groupe peuvent se retrouver sur un certain nombre de points essentiels pour notre région lorraine, particulièrement au moment où se prépare le marché unique de 1993 ».

Tel est l'objectif visé par M. Jean-Marie Rausch, président du Conseil général de Lorraine et ministre du Commerce extérieur, en créant l'Union républicaine lorraine (URL). Ce nouveau parti affiche une volonté de rassemblement pour préparer la Lorraine à la construction européenne. Se voulant l'héritier de Robert Schuman « pour créer une Europe de solidarité », défendre les particularismes de la Lorraine et « réaliser concrètement des actions de coopération économique, sociale, scientifique et culturelle avec les régions voisines ».

pour le laboratoire de l'Europe », l'URL entend s'affirmer, selon l'expression du recteur Feryat, vice-président du Conseil régional de Lorraine, comme une « institution fédérale préservant les courants de pensée mais effaçant les frontières traditionnelles ». « Volonté, puissance, courage, discernement et surtout esprit d'ouverture », sont, pour M. Rausch les qualités nécessaires pour que l'Union républicaine lorraine atteigne son but.

La naissance de l'URL sera officiellement annoncée le 22 juin prochain à Metz. Elle intervient en termes d'une redistribution des cartes au sein du Conseil régional de Lorraine où une majorité réunissant les élus socialistes et certains centristes succède à la coalition UDF-RPR qui était majoritaire depuis 1986. Les initiateurs de ce nouveau mouvement, qui souhaitent d'ores et déjà être initiés dans d'autres régions, entendent également présenter des candidats aux prochaines élections départementales et régionales.

J.-L. T.

Le groupe tiers-monde - Banque de France Le Monde

organisent une table ronde le vendredi 23 juin 1989 à l'Assemblée nationale

Développement et démocratie au péril de la dette

Inscriptions :

42-92-36-81 ou 42-92-31-60 ou 42-92-31-90

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

chaque mercredi (éditions datées jeudi)

Renseignements : 45-55-91-82. Poste 4138

Collection « Mondes en devenir » dirigée par Edmond JOUVE

ALBERT TEVOEDJRE COMPAGNON D'AVEVENTURE

Préface de LÉOPOLD SÉDAR SENGHOR 168 x 24 cm - 596 p. - 270 F

Berger-Levrault International tel : 46 34 12 35 5, rue Auguste-Comte - 75006 PARIS

Passages

COLLOQUE INTERNATIONAL

QUEL ESPACE SCOLAIRE EUROPEEN ?

Organisé par le mensuel Passages

Jeudi 22 juin 1989 de 9h30 à 19h - Salle Clemenceau - SENAT Palais du Luxembourg - Paris

TABLE RONDE N°1 (9h30-12h)

QUELLES REALISATIONS POUR DEMAIN ?

Sous la présidence de M. Antoine PROST (Conseiller auprès du Premier ministre)

Moderateur : M. Samin NAIR (L'Evénement Européen)

TABLE RONDE N°2 (14h-16h)

PATRIMOINES CULTURELS ET NATIONAUX, FAITS RELIGIEUX ET INTEGRATION

Sous la présidence d'Emmanuel LE ROY-LADURIE (Administrateur de la Bibliothèque Nationale, historien)

Moderateur : M. Alain TOURAINE (Sociologue, philosophe)

TABLE RONDE N°3 (16h30-18h30)

LA TELEVISION ET LA CULTURE DES MOMES

Sous la présidence de M. Michel YAHIEL (Directeur du FAS)

Moderateur : M. Paul AMAR (Journaliste à Antenne 2)

Déclaration de clôture de M. Lionel Jospin, Ministre d'Etat, Ministre de l'Education Nationale, de la Jeunesse et des Sports.

Invitation à retirer au mensuel Passages PAF : un chèque de 100F à établir à l'ordre de Passages. 17, rue Simone Weil, 75013 PARIS. TEL : 45 86 30 02

PARIS

Le conflit dans les crèches
Les salaires arides de la puériculture

Alors que des parents s'organisent pour la garde de leurs enfants et que d'autres se sont joints aux grévistes, les auxiliaires de puériculture, les puéricultrices et éducatrices des crèches parisiennes réunies en assemblée générale, jeudi 15 juin, ont décidé de suspendre leur grève et de la reconduire lundi 19 juin. Les suites à donner au mouvement vont dépendre de la rencontre prévue vendredi 16 juin entre les représentants de la mairie de Paris et des grévistes. Jusqu'à présent par une intersyndicale comprenant la CFDT, FO, la CGT, la CFTC et les autonomes.

Depuis le début du conflit, le 31 mai, les personnels des crèches parisiennes qui réclament une revalorisation de leur salaire, de leur carrière et une amélioration de leurs conditions de travail assistent à une partie de ping-pong entre la mairie de Paris et le gouvernement. Chacun estimant qu'il revient à l'autre de régler le problème. Cette situation tient à l'imbrication juridico-administrative dans lequel se trouve la Ville de Paris.

En résumé, et comme l'a expliqué M. Evia, ministre de la Santé et des affaires sociales (au nom de M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, dont dépendent les fonctionnaires des crèches), en répondant à une question orale posée par M. Tiberi (RPR) à l'Assemblée nationale, mercredi 14 juin : la Ville de Paris a toujours eu un statut spécifique pour la gestion de son personnel. En 1984, le gouvernement en place a voulu, en promulguant la loi du 26 janvier sur la fonction publique territoriale, harmoniser les règles nouvelles de la fonction publique avec le régime particulier des fonctionnaires parisiens en créant un régime de corps nationaux.

Mais, alors qu'il était premier ministre, M. Chirac, en 1987, fait prendre un décret en Conseil d'Etat pour redonner à Paris un rôle particulier. C'est sur ce point que s'appuie le gouvernement pour renvoyer la balle dans le camp de M. Chirac : « Les salariés des crèches se plaignent d'abord de l'insuffisance des effectifs : ce n'est pas l'affaire de l'Etat, mais celle de la collectivité locale concernée », a déclaré M. Evia au Parlement. Ensuite, de l'insuffisance de la formation : là encore, « c'est la responsabilité de la collectivité locale. Enfin de l'évolution des carrières. Or, je le rappelle, la Ville de Paris a la faculté de ne pas s'aligner sur la fonction publique d'Etat ou la fonction publique territoriale lorsque des statuts particuliers ont été institués avant 1984 : ce qui est le cas pour les crèches. Vous avez déjà utilisé cette faculté notamment pour les puéricultrices et les directrices de crèches ».

Assemblée générale
lundi

Du côté de la mairie de Paris on évoque le recours au Conseil d'Etat de la CGT et de la CFDT contre le décret de 1987, pour s'estimer incompétent, du moins en partie, dans le règlement du conflit. En outre, les représentants de la capitale appellent que le statut de ces personnels actuellement en grève fera l'objet d'un référendum national dans le cadre de la rédaction du titre III du statut de la fonction publique sur les collectivités territoriales.

Une porte de sortie a toutefois été ouverte par M. Evia. Celui-ci a en

J'ai toujours
pensé que
le salaire
des enseignants
commençait très
tôt !



PSIN

effet annoncé que cet examen des statuts de la filière sanitaire et sociale commencerait le 5 juillet au Conseil supérieur de la fonction publique territoriale. La mairie de Paris saisira probablement cette occasion pour demander aux grévistes d'attendre les propositions gouvernementales pour redéfinir les grilles de salaires. En revanche, elle devrait proposer des solutions en ce qui concerne les conditions de travail, les effectifs, voire la formation professionnelle.

Bien que peu syndiquées, auxiliaires de puériculture, puéricultrices et éducatrices ont depuis le début du conflit suivi les syndicats qui, il est vrai, se sont très rapidement regroupés en intersyndicale. Elles devraient examiner, lundi 19 juin, en assemblée générale, les suggestions de la mairie de Paris. Les auxiliaires de puériculture qui ont un niveau CAP rappellent qu'elles réclament une meilleure formation, des possibilités de carrière et une meilleure rémunération avec un passage dans le groupe 5 de la fonction publique (elles gagnent actuellement entre 5 258 F et 6 648 F brut, primes non comprises). Les éducatrices qui ont un niveau bac + 2 de formation veulent avoir accès à la catégorie B. Quant aux puéricultrices, qui possèdent un diplôme d'infirmière (bac + trois ans), plus un an de spécialisation et qui dirigent les crèches, elles voudraient être classées dans la catégorie A. Toutes réclament en outre un accroissement des effectifs et de meilleures conditions de travail.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

EDUCATION

(Suite de la première page.)

Paris-X-Nanterre a implanté une antenne à Saint-Quentin-en-Yvelines pour le droit, les sciences économiques et l'administration économique et sociale. Autant de centres universitaires qui vont encore se développer cette année.

Nouvelles antennes
en banlieue

Deux nouvelles créations vont démarrer à la rentrée prochaine : un premier cycle scientifique (150 places) et de langues étrangères appliquées à Marne-la-Vallée (sous la tutelle de Paris-VII) ; un premier cycle de langues étrangères appliquées (200 places) et peut-être le droit - si les postes nécessaires sont débloqués d'ici là - à Cergy-Pontoise, sous la responsabilité de Paris-X-Nanterre. Au total, ces antennes représentent déjà une capacité d'accueil de près de 3 000 places. Mais quand on sait que le nombre de candidats au baccalauréat a augmenté cette année, pour l'Île-de-France, de plus de 5 000, on mesure l'ampleur de l'effort encore nécessaire.

Autre initiative lancée en 1987 : le système RAVEL (recensement par minitel des souhaits des lycéens de terminale) permet aux trois rectorats de l'Île-de-France de mieux prévoir les flux probables de nouveaux étudiants, d'en informer chaque université et de ne pas être brutalement pris au dépourvu. Il est cependant évident que ce recensement préventif reste très aléatoire et souvent mal compris : certains élèves n'y voient qu'une formalité inutile tandis que d'autres l'assimilent, à tort, à une préinscription à l'université. Bien qu'effectué pour la troisième année, le recensement RAVEL est encore loin de toucher

la totalité des lycéens concernés. Faut-il faire une information suffisante, on n'atteint cette année que 68 % de taux de connections, soit moins que l'an dernier. L'incertitude est quasi totale sur les projets de près d'un élève de terminale sur trois.

Sur le terrain, enfin, les présidents d'université ne sont pas restés les bras ballants. Démultiplication des points d'inscription, information individuelle des élèves « ravivés », entretiens personnalisés ou convocation par minitel, autant d'initiatives encore développées cette année.

Sectorisation
« douce »

Tous ces efforts devraient permettre de répondre, sans difficultés insurmontables, à la majeure partie des demandes d'inscription. Comme le souligne une note d'information que le rectorat fera distribuer, la semaine prochaine, à tous les « futurs bacheliers » : « Dans la plupart des disciplines, la capacité globale d'accueil des treize universités d'Île-de-France, le volume et la répartition des demandes doivent permettre d'inscrire chaque candidat dans l'université ou la formation de son choix ». Ce devrait notamment être le cas en lettres, dans les principales filières. En sciences également l'on estime, au rectorat de Paris, que les quelque 4 850 places disponibles en région parisienne devraient suffire à éponger un flux de candidats qui devrait être en forte croissance ; le système RAVEL a en effet recensé une augmentation de 15 % environ des demandes d'inscription dans les DEUG scientifiques.

Mais il reste plusieurs points noirs. Tout d'abord, comme le précise la même note du rectorat, la

demande des futurs bacheliers dépasse la capacité globale d'accueil des universités de la région dans trois semaines. Pour le DEUG culture et communication on compte, selon Ravel, plus de deux mille demandes pour mille cent places. L'engorgement des jeunes pour l'université miroitant de la « communication » est plus fort que jamais (+ 15 % cette année), malgré la fragilité de ces filières et l'étroitesse de leurs débouchés. En administration économique et sociale, pourtant en baisse de 17 % par rapport à 1988, on a recensé plus de deux mille huit cent demandes pour mille neuf cents places. Enfin, dans la section anglais-espagnol de LEA (Langues étrangères appliquées), on manquera à coup sûr de places. « C'est pourquoi, explique le rectorat, il est conseillé aux candidats à ces formations d'envisager très sérieusement une autre orientation donnant des débouchés similaires ». Charitable conseil, mais qui risque de laisser perplexes ou furieux les bacheliers attirés vers ces formations.

L'autre point noir porte sur deux disciplines (le droit et les sciences économiques) pour lesquelles les capacités d'accueil globales de la région sont, semble-t-il, suffisantes, mais où le déséquilibre est patent entre les universités du centre de la capitale, très convoitées, et celles de la périphérie, considérées par beaucoup comme des établissements de seconde zone ou d'accès très incommode. C'est particulièrement vrai pour le droit, où les universités de Paris I (Panthéon-Tolbiac) et Paris II (Assas) concentrent à elles seules plus de la moitié des demandes de l'ensemble de la région.

Pour éviter les légendaires bousculades de la rue d'Assas, Paris-II a décidé, cette année, de recourir à l'informatique : tous les candidats

peuvent dès à présent se connecter par minitel (code 3615 UF2) et obtenir un numéro de code ; le jour des résultats du bac ils devront contacter à nouveau Paris-II par minitel afin d'obtenir - le jour même - un rendez-vous pour retirer un dossier d'inscription.

Cela permettra de faire disparaître les files d'attente, mais rien n'est réglé sur le fond : Paris-II attend, cette année encore, deux fois plus de candidats qu'elle ne peut en accueillir. La situation est comparable à Paris-I, voire à Nanterre où l'on estime que l'on aura fait le plein, en droit, en une journée d'inscription. C'est pourquoi le rectorat de Paris essaie de trouver une formule magique de « sectorisation géographique douce » : il s'agit d'inciter, dès à présent, les candidats à s'inscrire dans l'université la plus proche de leur domicile et de leur rappeler que les universités de Paris-V (Malakoff), Paris-VIII-Saint-Denis, Paris-XI (Sceaux) et Paris-XII (Crétail-Saint-Maur) préparent également au DEUG de droit et de sciences économiques.

Tous ces préparatifs sont évidemment suspendus aux résultats du baccalauréat. Un cra exceptionnel comme l'an dernier (74,3 % de succès au bac général) accentuerait encore la pression sur les universités parisiennes, mais décongestionnerait un peu les classes terminales surchargées dans les lycées. Un taux de réussite plus faible aurait l'effet inverse. Entre deux maux, lequel serait le moins douloureux ? La glorieuse incertitude du bac préservera la suspense jusqu'à début juillet. On peut toutefois noter que les prévisions établies par le ministère pour la rentrée tablent sur un taux de succès au bac de 71 à 72 %. Pure hypothèse statistique, bien entendu...

GÉRARD COURTOIS.

ENVIRONNEMENT

Un numéro spécial
du « Courrier du CNRS »

Le « trou » dans la couche d'ozone et l'effet de serre, qui pourraient, par la faute de l'homme, modifier nos climats, ont eu au moins le mérite de révéler à la classe politique et au grand public la fragilité et la globalité de l'environnement terrestre.

Le Centre national de la recherche scientifique qui, dès 1979, a créé le Programme interdisciplinaire de recherche sur l'environnement (PIREN) vient de publier un numéro du « Courrier du CNRS » entièrement consacré à ces recherches. Cent vingt-huit spécialistes y ont contribué. Ce qui montre l'extrême variété des disciplines concernées. Et, pour la première fois, le « Courrier du CNRS » peut être acheté (pour 50 F) dans quelques dizaines de kiosques dont trente à Paris.

Eglises, un autre éditeur, le Centurion, tente lui aussi de relever le défi de la vulgarisation intelligente des faits religieux. Les six premiers livres sortis dans la nouvelle collection « C'est-à-dire » (3) ouvrent une voie prometteuse.

H. T.

(1) *Théo*, 1 250 pages illustrées, avec un index de 18 000 mots, plus de 1 000 biographies, a été réalisé par trois prêtres, Michel Dubost, Stanislas Lalanne, Vincent Rouillard, et un laïc, Xavier Lesort, aidés de 150 collaborateurs. Chez Drogue et Ardent-Fayard, 295 F.

(2) *Dictionnaire de théologie*, 800 pages, le Cerf, 650 F.

(3) Les livres de la collection « C'est-à-dire » (Éditions le Centurion) ne dépassent pas 130 pages et leur prix est de 55 F chacun.

● RECTIFICATIF. — Contrairement à ce que nous avons indiqué dans nos éditions du 30 mai dernier, la procession de la Fête-Dieu de la paroisse de Chennevières-sur-Marne n'a pas été organisée par l'ordre des Chevaliers de Notre-Dame. Ce sont, en fait, les jeunes de la paroisse, et tout particulièrement ceux de l'Association des jeunes catholiques de Chennevières (AJCC), qui ont décoré ce jour-là l'itinéraire de la procession.

RELIGIONS

Des nouveautés dans l'édition religieuse

La théologie grand public

Hier réservée au cercle des initiés, la théologie chrétienne s'ouvre à un public toujours plus large qui suit l'attraction du religieux dans l'actualité culturelle, politique ou éthique.

L'édition religieuse a été pendant longtemps le champ clos de l'apologétique, de l'écriture sainte ou du témoignage édifiant. Son parti-pris se veut aujourd'hui plus pédagogique, quelques initiatives récentes doivent être signalées et d'abord la sortie, après huit années de travail préparatoire, d'une première encyclopédie, sorte de *Quid* du catholicisme (1).

Théo, (gréffe de « théologie ») est une série de catéchèses vivantes de la foi chrétienne, présentant les grandes données doctrinales ou dogmatiques du christianisme, l'histoire, les textes fondamentaux des Eglises, leurs figures illustres, les relations entre le christianisme et les autres confessions. Mais c'est aussi une mine de renseignements pour ceux qui ne fréquentent pas les églises tout en reconnaissant dans le christianisme une part importante de leur culture.

Du récit de la conversion de Clovis aux analyses sur le vote des catholiques ; des déclarations de l'Eglise sur la dissuasion nucléaire à l'histoire des pèlerinages ou des apparitions mariales par un système de lecture à plusieurs entrées, permettant d'aller droit au renseignement recherché, *Théo* évite le piège du fourre-tout et remplit sa fonction encyclopédique.

Le *Dictionnaire de théologie*, que vient de réaliser un large éventail d'historiens, exégètes, moralistes ou philosophes pour les éditions du Cerf, n'est pas seulement, comme le précédent, un ouvrage de référence à consulter. En une centaine d'articles, le point est fait des recherches contemporaines sur les notions théologiques de base (« Sacrifice », « Résurrection », « Vie éternelle », « Trinité », etc., sans oublier celles comme la « Tradition », l'« Orthodoxie » ou le « Judaïsme », qui font parfois l'actualité (2).

Peut-on croire à une vie après la mort ? Est-il possible de prédire l'avenir ? Pourquoi l'Eglise n'admet-elle pas le remariage des divorcés ? En choisissant le biais son plus de la nomenclature, mais des questions posées par le grand public, y compris les plus embarrassantes pour les

Fnac Autoradio

Avec
et sans rendez-vous,Le choix
Fnac Autoradio.

Un large choix des meilleurs

autoradios, haut-

parleurs, alarmes

et téléphones de

voiture. Une

sélection de

20 combinés

autoradio

et de

4 compact-

disc testés

par le laboratoire Fnac

Le conseil et la compétence

Fnac Autoradio.

Une équipe de spécialistes pour

vous permettre de choisir en toute

objectivité et de faire installer, sans

souci et sans risque, le matériel le

mieux adapté à vos besoins.

Les garanties
Fnac Autoradio.

Garantie de 2 ans pour tous

les matériels de la

sélection Fnac.

Garantie à vie

de la pose de

tout matériel

acheté dans

les Fnac ou

Fnac Autoradio

et monté par

Fnac Autoradio.

Garantie des

délais annoncés,

en cas de non respect de ceux-ci,

Fnac Autoradio déduit de votre

facture la pose de votre appareil.

Fnac Autoradio, 6 centres

à Paris pour équiper votre voiture

avec beaucoup, beaucoup d'adresses.

nous équipons
votre voiture avec
beaucoup d'adresses.

Fnac Autoradio : les tests, le conseil et les garanties.

ALPHEUS SOLA LANGE SA.

Société

JUSTICE

Un juge d'instruction à Lyon pour consulter des documents ecclésiastiques et judiciaires

Les secrets d'archives de l'affaire Touvier

Alors que M. Jean-Pierre Getti, juge d'instruction à Paris, devait entendre pour la deuxième fois sur le fond, vendredi après-midi 16 juin, Paul Touvier, une véritable quête des archives concernant l'ancien chef du deuxième service de la Milice à Lyon a commencé. Le magistrat se rendra la semaine prochaine à Lyon pour y rencontrer Mgr Decourtray et prendre la mesure des documents ecclésiastiques accessibles, sans oublier les archives judiciaires, au palais de justice.

Les archives vont parler. Elles ont déjà parlé ! Le premier — et depuis plus de trente ans — Paul Touvier a prélevé avec habileté, dans les malles où il entreposait ses secrets, les documents pouvant servir sa défense. Aussi loin que l'on remonte, l'ancien milicien — qui s'est lui-même décrit comme un manipulateur du rangement et des fichiers — a en effet soigneusement classé sa correspondance et les innombrables documents se rattachant à son cas. Contrairement à ce qu'il a pu affirmer jusqu'à présent, toutes les pièces en sa possession ne lui sont pas forcément favorables.

Ainsi les quelques grands résistants dont il se prétend l'ami n'ont pas toujours plaidé en sa faveur, loin de là. En 1979, Paul Touvier présente pourtant Edmond Michelet, ancien député à Dachau et garde des sceaux du général de Gaulle, décédé en 1970, comme l'un de ses plus solides appuis. « S'il avait découvert que j'avais été un « bourreau » pendant l'Occupation, écrit-il dans un mémoire, il n'aurait pas cherché sans relâche à régler ma situation. Or il ne désolait de ne pouvoir parvenir, et combien de fois je l'entendis dire : « Je me heurte à des murs ».

Touvier a une singulière manière de présenter les choses. Il oublie simplement les innombrables interventions faites auprès de Michelet au début des années 60 et les rejets sans appel dont elles avaient été frappées. Dans une lettre du 20 juin 1960, le ministre de la justice ne parle pas de Touvier en termes particulièrement amicaux : « Je m'empresse de vous faire connaître que les faits ayant entraîné la condamnation ne sont pas de ceux dont la législation en vigueur permet l'amnistie, indiquant-il. L'intérêt a été, en effet, condamné pour avoir exposé ou tenté d'exposer au risque de tortures, à la déportation ou à la mort. Je n'ignore certes pas que M. Touvier conteste formellement cette culpabilité encore que, semble-t-il, il en admette la réalité. Mais quoi qu'il en soit, il lui appartient de prouver, au cours d'une procédure de purge de condamnation, l'existence des griefs retenus contre lui ».

Bien loin d'appuyer les demandes de M. Touvier, Edmond Michelet l'invite donc, à ce moment-là, à se présenter devant ses juges. Il s'agit, pour le moins, d'une sévère menace par rapport à la présentation des faits proposée par Paul Touvier. Ses volumineuses archives personnelles sont ainsi susceptibles de se retourner en partie contre lui.

Minutes de procès et documents de police

Enfermées dans plusieurs malles datant de la dernière guerre, elles ont été découvertes par les gendarmes de la section de recherches de Paris dans le monastère des carmélites intégrées de Mézière-en-Brenne, dans l'Indre. Si leur inventaire est désormais terminé, il faudra encore quelque temps pour que tous ces documents prennent leur juste place dans le dossier d'instruction. Ils sont venus naturellement rejoindre les dossiers dont le procureur ne se séparait jamais, épinglés au point des différents crimes que la justice lui reproche. Parmi d'autres documents, les enquêteurs ont retrouvé une chemise au nom de Mgr Charles Duquaire, qui fit tant pour obtenir la grâce de l'ancien milicien.

Ces archives sont loin d'être les seules. Les minutes des procès de plusieurs chefs de la Milice à Lyon, après la Libération, sont ainsi amoncelées en un tas de dossiers d'instruction. Les pièces judiciaires concernant Joseph Lécussan, le supérieur de Touvier en 1943 et 1944, ou Henri Goumet, le tortionnaire des prisonniers

durant les interrogatoires, tous deux condamnés à mort et exécutés, permettront vraisemblablement de préciser certaines attributions et des activités de Paul Touvier. D'autres minutes de procès pour vols et divers documents de police pourraient aussi être fort utiles pour éclairer la personnalité de l'accusé, qui vécut plusieurs années avec des prostituées.

Outre ces documents, le juge d'instruction devra bien sûr réexaminer en détail l'ensemble des pièces ayant servi aux procès des cours de justice de Lyon et de Chambéry, en 1945 et 1947, où le responsable du deuxième service, chargé du renseignement, fut à chaque fois condamné à mort par contumace, respectivement pour trahison et intelligence avec l'ennemi. De même M. Jean-Pierre Getti procédera-t-il, avec l'aide d'un ou plusieurs magistrats, à l'examen des archives de la Gestapo lyonnaise où le nom de Touvier apparaît au détour de plusieurs dizaines de milliers de feuillets. Ces dossiers, exploités durant l'instruction du procès de Klaus Barbie, sont en dépôt à la cour d'appel de Lyon.

L'appel de Mgr Decourtray à l'instruction

Sans déborder du cadre de son instruction, le juge acceptera aussi, probablement, la proposition du cardinal Albert Decourtray qui a déclaré ouvrir les archives de son diocèse à la justice dans un souci de « vérité ». A notre connaissance, le cas est unique dans l'histoire contemporaine en France. Mais les notes et les correspondances du cardinal Gerlier, archevêque de Lyon de 1937 à 1965, les archives de Mgr Charles Duquaire, successivement secrétaire particulier du primat des Gaules et du cardinal Jean Villot, secrétaire d'Etat au Vatican, les documents (s'ils ont jamais été versés aux archives du diocèse) de l'abbé Vantherin, « aumônier » de la Milice, suffiront-ils à éclairer complètement le rôle de l'Eglise dans l'affaire Touvier ?

La volonté de Mgr Decourtray de couper court à la rumeur est en

tout cas incontestable. « Il n'y a rien de pire que les : « On dit que... », nous a-t-il déclaré. C'est pour éviter le mensonge rampant que je tiens à ce que la vérité soit connue. Mieux vaut un tort clairement établi qu'une innocence douteuse. C'est en tout cas ce que je crois lorsqu'il s'agit d'hommes et d'institutions de l'Eglise ». Aussi a-t-il prié trois historiens — René Rémond, Yves-Marie Hilaire et Gérard Cholvy (ces deux derniers auteurs d'une *Histoire religieuse de la France contemporaine*) — et le Père Jean Dujardin, responsable des relations avec le judaïsme pour l'épiscopat, d'accepter de se constituer en groupe d'experts, éventuellement avec d'autres personnalités, afin d'étudier dans une perspective scientifique les mêmes archives et de rédiger un rapport dans un délai de deux années.

« Je ferai tout pour que ces historiens puissent travailler », insiste Mgr Decourtray. Avec son appui, les chercheurs désignés pourraient ainsi tenter d'avoir accès à d'autres archives ecclésiastiques. Est-il permis de rêver ? Il serait intéressant de consulter les papiers du cardinal Villot, puisque la rumeur a parfois voulu que le secrétaire d'Etat ait appuyé l'action très offensive de Mgr Duquaire en faveur de Touvier. Le Vatican, dans le passé, a déjà permis l'étude des archives de Georges Fompidon, en 1971, à Paul Touvier, grâce portant sur deux peines accessoires : la confiscation des biens et les interdictions de séjour.

La course aux archives est bien lancée. Un dossier de plus ne pouvant nuire à l'établissement de la vérité, il semblerait logique que la chancellerie accepte enfin, après deux refus — l'un de M. Albin Chalandon, l'autre de M. Pierre Arpaillange — de communiquer au juge d'instruction le fameux dossier de recours en grâce conservé à l'abri des regards indiscrets à la direction des affaires criminelles.

LAURENT GRELSAMER.

Un gardien de la paix aux assises des Bouches-du-Rhône
Les risques du contrôle arme au poingAIX-EN-PROVENCE
de notre envoyé spécial

En janvier 1989 les magistrats de la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aix-en-Provence analysaient la mort de Christian Duvor, tué à Marseille le 2 février 1988 par un policier qui l'avait pris pour un voleur de voitures, en écrivant : « Il s'avère que cette issue fatale a précédé l'action fautive de l'inculpé, mais d'une succession de comportements délibérément agressifs développés par ce dernier en dehors de tout contexte de légitimité ».

M. Jean-Pierre Gasmier, conseil de la famille Duvor, a rappelé ce passage de l'arrêt renvoyant le gardien de la paix Jean-Pierre Aveline devant la cour d'assises des Bouches-du-Rhône pour répondre du crime de « coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner ». Car pour l'avocat, le geste criminel est un tout, et il n'a pas voulu limiter sa plaidoirie à la seule contestation de la thèse du policier selon laquelle la victime aurait participé à sa propre fin en tentant de le désarmer. Etait-il normal que ce contrôle d'identité justifié par le soupçon d'un trafic de voitures soit effectué l'arme à la main ? M. Gasmier n'est pas le seul à poser cette question, qui a occupé une grande partie des débats et dont la présidente, M^{me} Marie-Geneviève Viangelli, a fait son leitmotiv.

Tenter d'y répondre, c'était nécessairement revenir à la formation des policiers et, surtout, aux critères relatifs à l'usage des armes, qui leur ont été inculqués par l'école et par l'entraînement. C'est comme témoin, un enseignant de l'école de formation des gardiens de la paix de Vauves a expliqué qu'il était chargé de préparer les jeunes fonctionnaires « à une police préventive, en leur donnant les bases juridiques nécessaires ».

Mais il a bien insisté sur le fait qu'il s'agissait pour lui d'instruire des gardiens de la paix devant agir « en uniforme ». Membre d'une brigade de sécurité du secteur nord de Marseille, Jean-Pierre Aveline était en civil le jour des faits et les cours de droit ne semblent pas lui avoir permis de faire la distinction entre les conditions juridiques permettant

un contrôle d'identité et l'état de « flagrance » qui accompagne la constatation d'un délit. « Là-dessus, vous n'avez peut-être pas bien assimilé », remarque la présidente.

L'enseignant a admis qu'il y a « un problème de formation continue », tout en faisant une différence entre « la police préventive » et « la police d'investigation, pour laquelle la loi est plus formelle ». Avant d'ajouter : « Statutairement nous ne connaissons pas les gardiens de la paix en civil », dans une phrase qui est allée droit au cœur des syndicalistes policiers particulièrement attentifs au débat.

Il semble bien, en effet, que ce procès soit aussi celui d'une certaine conception de la police où des fonctionnaires mal formés, partagés entre l'administratif et le judiciaire sont utilisés à des tâches qui ne sont pas les leurs. « Aveline n'est pas un cow-boy », observait l'enquêteur de personnes et le policier semble convaincu d'avoir obéi aux consignes de sa hiérarchie lors de ce drame qu'il considère comme « un accident ». Dans ce contexte, le terme de « bavure » ne convient plus mais aujourd'hui Aveline est seul dans le lot des accusés face à une famille qui ne comprend pas pourquoi on a pu tuer un jeune homme de vingt-six ans dont le seul crime a été de tourner autour d'une voiture volée.

MAURICE PEYROT.

Deux nouvelles inculpations dans l'affaire des attentats racistes de la Côte d'Azur. — M. Jean-Pierre Murciano, juge d'instruction à Grasse (Alpes-Maritimes), a inculpé et fait écrouer, jeudi 15 juin, deux personnes impliquées dans les attentats racistes contre des foyers de travailleurs immigrés de la Côte d'Azur (un mort et une douzaine de blessés en 1988). Il s'agit de Gilles Dehors, trente ans, arrêté à son domicile de Montpellier, et de Maurice Dehors, cinquante-deux ans, père du précédent, arrêté à Mougins.

Le fils est considéré comme le fournisseur des détonateurs utilisés lors des attentats des 9 mai et 19 décembre 1988 à Cannes-La Bocca et à Capras-sur-Mer. Or ces personnes ont déjà été inculpées dans cette affaire.

M. Pierre Arpaillange à l'Assemblée nationale

Les mesures de grâce concernant 3 000 condamnés sont « équilibrées et normales »

Interrogé le 15 juin au cours des « questions écrites » à l'Assemblée nationale (nos dernières éditions du 16 juin), le ministre de la justice a évalué à 3 000 le nombre de condamnés appelés à bénéficier des mesures de grâce collective. Ils devraient être libérés de manière échelonnée dans un délai de quatre mois.

L'agitation des détenus, qui estiment que ces mesures sont trop restrictives, persiste notamment à la maison d'arrêt des Baumettes à Marseille, dans les prisons Saint-Paul et Saint-

tribunaux correctionnels (où l'on pourrait remplacer certains détenus par des citoyens jugés « professionnels ») — et des temps forts de M. Arpaillange a montré qu'il savait se mettre en colère et manier la pique, même s'il a parfois soigneusement répondu à côté des questions posées.

Lui demande-t-on — M. Francis Delattre (UDF) — s'il a écrit au commissaire Jobic pour s'excuser, le ministre s'empresse, expliquant qu'au contraire il avait écrit au juge Hayat une lettre « où il regrette les insultes déversées sur son dos ».

La crise budgétaire

Sommé de s'expliquer sur les « équilibrées et normales » et conduisant vraisemblablement à la libération d'environ 3 000 détenus dans un délai de quatre mois, les dossiers des étrangers seront l'objet d'un examen spécial « afin d'éviter la recrudescence à la frontière dans les cas où elle entraînerait des conséquences familiales dramatiques ».

Après le décès des victimes des attentats terroristes chez le juge Boulogne (le Monde du 16 juin), M. Arpaillange souligne que l'une d'elles, qui se plaignait de n'avoir pas été indemnisée, a en réalité touché 160 000 francs de provision, car, tout en ayant « beaucoup de respect pour les victimes », il faut, estime le ministre, « réévaluer l'image » de leur indemnisation qui leur avait été attribuée à l'initiative du juge antiterroriste.

Le débat s'est un peu animé après la question de M. Pierre

Joseph de Lyon, et Poincy où la police est intervenue, dans les établissements pénitentiaires de Caen, Rouenville, Loos-Ra-Lille, Draguignan, Toulon, Cluses et Fleury-Mérogis. Alors qu'à la chancellerie on redoutait pour M. Arpaillange le difficile exercice des « questions écrites », le ministre de la justice, qui a su être parfois mordant, a manifesté de l'effet Nacache : le RPR, qui avait initialement envisagé d'en découdre, est finalement apparu gâté par les déclarations jugées instructives de M. Jacques Chirac.

M. Arpaillange (RPR) sur la prise budgétaire de la justice, dénonce la « justice par une dizaine d'organisations syndicales ». « Je ne suis pas de ceux qui croient que le budget de la justice sera sacrifié », a répondu le garde des sceaux, qui pense que certains syndicats ont parlé « à la légère ». Si M. Jean-Louis Debré (RPR) demande si on a pensé à créer des postes d'éducateurs, d'assistants sociaux et de juges d'application des peines pour encadrer les sortants de prison grâce à M. Jean-Pierre Michel réclame un éducateur pour Anis Naccache. — M. Arpaillange s'amuse : « Si l'on estime que 3 000 détenus seront libérés, avec M. Naccache cela fera un de plus ».

M. Robert Pandrauf (RPR), très attaché, comme il l'a démontré de 1986 à 1988, à l'indépendance des magistrats, demande, pour sa part, quand sera réformé le Conseil supérieur de la magistrature (CSM), comme s'y était engagé le président de la République en 1981. M. Arpaillange — qui se défend de privilégier le Syndicat de la magistrature dans les nominations récentes (« C'est faux et scandaleux (...) car nous ne nous faisons pas de discrimination selon l'appartenance syndicale »), lui renvoie la balle : « Il serait bon, en effet, pour le jour où vous reviendrez au pouvoir, de garantir, dès maintenant et de façon plus formalisée, l'indépendance des magistrats du siège, spécialement en reformant le CSM ». Quant à « réorganiser une fois de plus la justice », il n'en a pas eu le temps, le ministre de la justice ayant feint de ne pas avoir entendu la question.

AGATHE LOGEART.

La ville de Strasbourg restitue un tableau à sa propriétaire

La ville de Strasbourg a pris la décision de rendre à l'une de ses administrées un tableau du dix-septième siècle attribué à Simon Vouet (le Monde du 16 février). A l'origine, en 1986, la propriétaire du tableau, M^{me} Marie-Madeleine Falbise, avait signé avec la ville de Strasbourg une promesse de vente pour la somme de 360 000 F. Mais à l'époque, il ne s'agissait « que » d'une « œuvre originale du dix-septième siècle ». Elle avait été confiée à la garde des musées de Strasbourg. Après une expertise dans les laboratoires du Louvre, le tableau d'« école de Vouet » était devenu « attribué à Vouet ».

La différence n'est pas seulement syntaxique. Dans ce cas, le prix d'achat peut évoluer du simple au quintuple. D'où une série d'actions en justice engagées par M^{me} Falbise et l'inculpation d'abus de confiance, en décembre 1988, de M. Jean-Daniel Ludman, conservateur du Musée des arts décoratifs. La restitution du tableau à sa propriétaire aura probablement pour effet d'annuler la procédure pénale.

LOGEMENT

Chargée de gérer des foyers de migrants
La SONACOTRA est secouée par un conflit social

La SONACOTRA, l'entreprise qui gère la moitié des foyers français accueillant des travailleurs migrants (nationaux et étrangers), est à nouveau en crise. Après les grèves de foyers, les manifestations de protestation contre le débâtement des locaux et les attentats meurtriers perpétrés contre certains établissements du Midi, c'est aujourd'hui un conflit interne qui secoue l'entreprise. Les représentants du personnel sont en désaccord total avec la politique de la direction.

M. Michel Gagneux, qui vient du cabinet de M^{me} Georgina Dufour, ministre des Affaires sociales, a été nommé à la tête de la SONACOTRA en 1985. Depuis lors, il applique un plan de réorganisation fondé sur trois thèmes : économie, diversification, communication.

En trois ans, les effectifs de l'entreprise sont passés de 2 300 à 1 300 personnes. Le nettoyage, par exemple, a été confié à un sous-traitant, ce qui a entraîné le licenciement de 800 femmes de ménage. La direction veut également élargir son rôle au logement de ces nouveaux migrants que sont les étudiants, les cadres en mission et les stagiaires en formation. Cette clientèle demande des logements provisoires, relativement bon marché, se situant entre l'hôtel classique et le foyer de jeunes travailleurs.

M. Gagneux veut en profiter pour ouvrir ses foyers à d'autres catégories que les travailleurs étrangers qui, selon lui, les transforment trop facilement en ghettos. Enfin, la nouvelle politique de relations publiques conduit la Sonacotra à « sponsoriser », par exemple, un bateau de course dans la « Business Cup » qui s'est courue dernièrement à Saint-Tropez.

Ces trois orientations sont contestées par la plupart des syndicats du personnel. Ils rappellent que la Sonacotra a été créée voici trente ans sous forme de société nationale d'économie mixte pour remplir une mission sociale : loger les travailleurs migrants français et étrangers. A ce titre, elle reçoit des subventions de l'Etat et a construit 340 foyers, qui reçoivent à travers la France 70 000 personnes. Elle doit continuer à assurer sa tâche et favoriser ainsi, en les hébergeant, l'intégration des étrangers en France.

Le comité d'entreprise, réuni récemment, reproche à M. Gagneux de mener une politique antisociale en licenciant le personnel, en négligeant l'entretien des établissements et en voulant diversifier les activités de l'entreprise alors qu'elle a déjà du mal à assumer la tâche qui lui a été confiée.

SIDA

Mort du fondateur de « David et Jonathan »

Gérard de la Mauvinière est mort du sida à l'hôpital de la Salpêtrière (Paris) le 14 mai dernier, jour de la Pentecôte, alors que se tenaient les assises annuelles du mouvement d'homosexuels chrétiens David et Jonathan, qu'il avait fondé en 1972.

Né le 20 mai 1939 à Hastings (Angleterre), Gérard de la Mauvinière était membre du mouvement Arcadie quand, avec Max Lyonnet, prêtre parisien, il réunit pour la première fois, en janvier 1972, des homosexuels s'affirmant comme chrétiens, mais exclus de leur Eglise. Dix ans plus tard, David et Jonathan se constituait en association loi 1901 et son fondateur,

Gérard de la Mauvinière, s'était fait de la résidence.

David et Jonathan regroupe environ deux mille inscrits et sympathisants, qui se réunissent en groupes de prières, de lecture de la Bible ou de formation théologique. Plus d'une centaine de prêtres appartiennent à ce mouvement « interconfessionnel », qui réunit des catholiques, des protestants, mais aussi des musulmans et des athées.

Gérard de la Mauvinière avait milité pour la reconnaissance des homosexuels dans l'Eglise catholique. Sous le titre « J'ai le sida », il avait confié son témoignage de croyant, d'homosexuel et de malade au mensuel *Panorama* (mai 1988). Ses amis lui rendront hommage, samedi 24 juin, à l'Eglise Saint-Merri (Paris 4), à 10 heures.

Même quand on fait un métier qu'on adore depuis 60 ans,
il faut s'arrêter de temps en temps pour souffler.



Si vous n'avez pas fait trop de vent en tournant la page précédente, il doit y avoir encore 60 bougies allumées sur ce gâteau d'anniversaire. En tout cas, on peut dire que vous tombez bien: Delta Air Lines vient d'avoir 60 ans. Alors nous nous sommes permis de faire une petite pause quelques instants, non pas pour nous reposer, mais pour fêter notre anniversaire. Voilà déjà 60 ans que nous aimons voler et que nous le montrons. Le temps est passé tellement vite. Mais vous savez ce que c'est quand on adore son métier. Nos 60 ans, c'est aussi 60 ans de succès. Depuis maintenant 15 ans, les indices de satisfaction des passagers américains désignent

Delta Air Lines comme la meilleure compagnie aérienne des Etats-Unis. Et ce n'est pas par hasard. Notre long et solide passé nous a apporté exigence et expérience. C'est ainsi par exemple que nos 55 000 employés vous assurent chaque jour grâce au système Delta quelques 4 000 vols vers plus de 250 villes dans le monde. En quelque sorte, ce sont ces 60 bougies qui vous garantissent un service aérien supérieur pour tous vos voyages aux Etats-Unis. Si vous désirez plus de renseignements ou simplement nous souhaiter un bon anniversaire, appelez Delta Air Lines au (1) 47 68 92 92. Les cadeaux sont à adresser au bureau de vente: Delta Air Lines 4, rue Scribe 75009 Paris.


DELTA AIR LINES
Nous Aimons Voler Et Ça Se Voit.

© 1989 Delta Air Lines, Inc.

مكتبة امين الاول

Sports

ATHLÉTISME : l'enquête canadienne sur le dopage

« Big Ben » à l'heure des vérités

Les travaux de la commission royale d'enquête sur le dopage des athlètes canadiens ont des conséquences immédiates. Principale cible de l'accusation à la suite du scandale provoqué par la disqualification aux Jeux de Séoul, Ben Johnson a été d'une franchise qui a ému les instances canadiennes désormais enclines à la clémence. En revanche, la Fédération internationale d'athlétisme amateur (FIAA) y a trouvé motif à plus de sévérité : elle envisage des sanctions contre les champions qui passeraient aux Jeux après avoir échappé aux contrôles antidopage.

Sur ce dernier point, les détails ne manquent plus. Au club d'athlétisme de Toronto, Charlie Francis a pris en main en 1977 un gringalet sans le sou — sa mère faisait des ménages pour que vive sa famille — fraîchement débarqué de son île ensoleillée. L'adolescent a vite progressé. Aux championnats juniors pan-américains de 1980, Ben Johnson avait remporté une sixième place avec un chrono de dix secondes et quatre-vingt-huit centièmes au 100 mètres. La course avait été remportée par un nouveau venu : un Américain nommé Carl Lewis.

L'année suivante Charlie Francis, qui avait lui-même utilisé des produits dopants pour obtenir hormones de croissance: Charlie Francis l'a affirmé. Quelques-uns ont nié sans vraiment convaincre. Très fier de montrer que ses services étaient partout requis, le docteur Astaphan, dans une énumération à la Prévert, a en outre cité parmi ses « fidèles » cinq Américains, trois Italiens (dont Pier Francesco Pavoni, meilleur sprinteur de son pays, pris au piège par une conversation téléphonique enregistrée par le médecin fournisseur), deux Anglais, deux Allemands de l'Est, un Allemand de l'Ouest, un Suédois, un Bulgare, un Danois et cinq ressortissants de pays africains. La liste valait pour l'athlétisme. Le doc-

teur Astaphan a narquoisement signalé en passant qu'il pratiquait aussi son art dans le cyclisme, le ski, le volley-ball, l'haltérophilie et le football américain, avant de préciser que sa multinationale du dopage pluridisciplinaire, basée depuis 1986 dans l'île antillaise de Saint-Christophe, avait perdu un à un tous ses clients depuis le scandale de Séoul.



Carl Lewis (à gauche) et Ben Johnson, ici côte à côte à Séoul, en septembre dernier, se disputaient la médaille d'or dans une compétition « propre » aux Jeux olympiques de Barcelone, en 1992.

des performances sur les stades à la fin des années 60, a convaincu Ben Johnson d'utiliser des stéroïdes en lui expliquant que toute l'élite sportive s'y adonnait déjà et qu'il s'insérerait un sérieux handicap s'il choisissait de faire bande à part. Depuis lors, au début de chaque grande session d'entraînement, et pendant six semaines consécutives, Ben Johnson a suivi le « programme pharmacologique » de Francis, dit « le Chimiste », qui a passé le relais en 1984 au docteur Jamie Astaphan, l'athlète le plus réputé des adjoints sportifs sur tout le continent.

La multinationale du docteur Astaphan

An lieu de nier obstinément avoir pris « sciemment » des substances prosrites, Ben Johnson aurait certes pu dire la vérité: le juge Dubin aurait vagué à ses occupations habituelles. Le « grand débailage » de la commission d'enquête a toutefois bel et bien permis, depuis janvier dernier, de découvrir les rouages et de mesurer l'étendue du dopage au niveau international.

Ben Johnson n'est pas le cas isolé qu'il aurait pu rester. Ses douze coéquipiers du Maxia Club de Toronto — l'élite de l'athlétisme canadien — absorbaient tous autant de potions, qu'elles aient pour nom Stanozolol, Furazabol, Astrogol, testostérone ou

testostérone. Le docteur Astaphan a aussi expliqué comment il avait réussi, par athlètes interposés, à déjouer, avant les derniers Jeux olympiques, tous les contrôles organisés lors des grandes compétitions internationales, y compris ceux des championnats du monde de Rome en 1987, où Johnson a pulvérisé le record du 100 mètres en neuf secondes et quatre-vingt-trois centièmes.

Un jeu d'enfant, a-t-il soutenu. Parce que certains stéroïdes — le Dihydro-testostérone par exemple — sont indétectables. Parce que d'autres, comme le Furazabol, que le médecin a découvert en 1985 grâce à un athlète d'Allemagne de l'Est, ne laissent plus aucune trace, trois à onze jours après leur absorption. Parce qu'il existe enfin des produits « masquants », dont la carnisamide — la plus efficace d'entre eux — n'est même pas bannie par les instances internationales.

Ces dernières ont été mises en cause à plusieurs reprises devant le juge Dubin. Ainsi, le vice-président du Comité olympique international, M. Dick Pound, a estimé que la Fédération internationale d'athlétisme amateur, qui, à peine le témoignage de Johnson terminé mardi, décidait d'intensifier sa lutte antidopage, avait par le passé « peut-être omis de considérer des tests positifs, ou encore ordonné de ne pas prendre certaines substances en ligne de compte ». « Nous avons tout fait pour forcer les fédérations à adopter des programmes de contrôle. Plusieurs d'entre elles l'ont fait (...), sans toujours appliquer les programmes bien consciencieusement », a-t-il déclaré.

Appelé à la barre des témoins juste après Ben Johnson, Bernd Heller, ancien perchiste devenu commentateur sportif pour le réseau de télévision ouest-allemand ZDF, a, quant à lui, affirmé que l'équipement plus sophistiqué installé à Séoul pour contrôler les sportifs avait permis de relever soixante-dix tests positifs, dont les trois quarts sur des concurrents inscrits en athlétisme.

mastie), soutient n'en avoir jamais été averti.

Relativement épargné par son médecin et son entraîneur dans leurs déclarations sous serment, « Big Ben » n'a pas hésité à accuser ceux qui étaient « bien trop contents de faire de l'argent » sur son dos pour l'informer des dangers qui le menaçaient.

« Machines à muscles »

« Machine à muscles » condamnée à ne jamais avoir de ratés, il ne pardonne apparemment pas à Charlie Francis de l'avoir menacé de le laisser tomber quelques mois avant Séoul parce qu'il avait refusé d'honorer certains engagements lucratifs en Europe. Ben Johnson avait préféré soigner correctement sa blessure à la cuisse gauche pour améliorer ses chances de gagner aux Jeux olympiques.

Il n'a pas non plus oublié, par exemple, qu'il a dû payer à Séoul 27 000 dollars américains de sa poche pour les frais d'hôtel et de restaurant de son médecin, de son agent et leurs épouses, qui refusaient d'aller au village olympique réservé aux parents et amis des athlètes.

Un seul point reste finalement inexplicable dans le scandale Johnson: comment la stratégie « infatigable » du docteur Astaphan a-t-elle pu échouer? On vient le Stanozolol retrouvé dans les urines de Johnson, alors que son entraîneur et son médecin ont soutenu que leur champion ne consommait plus depuis longtemps cette substance, censée ne pas lui convenir?

Curieusement, les questions que les avocats voulaient poser à Johnson à ce sujet ont été écartées par le juge Dubin, qui a affirmé « disposer de preuves » sur ce chapitre.

Sans attendre d'en savoir plus long, Carl Lewis, qui se dit toujours au-dessus de tout soupçon, a proposé à son rival malchanceux d'organiser au plus vite un nouveau duel, « propre » cette fois, à l'occasion d'une course-spectacle dont le but premier serait de dénoncer l'usage de toutes les drogues dans le sport.

MARTINE JACOT.

(1) La commission royale d'enquête sur le dopage n'a aucun pouvoir judiciaire. Elle est seulement chargée de faire des recommandations au ministre canadien des sports.

MOTOCYCLISME : l'Inca Rally

Le Pérou sur deux roues

Le pilote italien Angelo Signorelli a remporté, jeudi 15 juin, la troisième édition de l'Inca Rally, une épreuve de 4 000 kilomètres disputée sur les pistes du Pérou. Cette année, quatre-vingt-quatre motards de dix-huit nationalités avaient pris le départ de Lima, le 6 juin, pour affronter les chemins de pierres qui les ont conduits, en neuf étapes, des bords du Pacifique aux sentiers de la cordillère andine.

Cuzco de notre envoyé spécial

L'arrête pas de rambler sa déception, le grand Thierry Magnaldi. Ancien champion de Franco d'enduro, pilote professionnel chez Honda, il est gris, les traits crispés. Il grimace à chaque mouvement et regarde avec ostentation sa main plâtrée: fracture du métacarpe. Il est tombé dans l'épreuve spéciale de Puno-Cuzco, de l'Inca Rally à moto.

A ce moment-là, il était en tête de la course. Mais il a tout oublié. Il a perdu connaissance dans la Puno, à 4 000 mètres d'altitude, « sous une mauvaise pierre », dit-il. Il est revenu à lui, est remonté sur sa 600 XR Honda, à moitié groggy. Les autres l'ont dépassé, mais il a quand même rallié Cuzco par ses propres moyens.

Il rouspète. « J'étais tout près de la victoire dans ce rallye de l'aventure au Pérou. » Il lui restait à aller et retour de Cuzco à Puno, 600 kilomètres en franchissant la cordillère par des pistes impossibles, pour redescendre dans la plaine amazonienne et la Maestre de Dios. Sept heures de course environ, autant pour revenir à Cuzco le lendemain.

Il regrette d'avoir manqué ces deux étapes apothéosées où des motards italiens, peu connus, ont caracolé en tête. L'année dernière, Thierry avait fini cinquième de l'épreuve. Il avait déjà chuté dans la dernière édition du Paris-Dakar, à trois jours de l'arrivée. Mais il estime qu'il a connu un peu trop d'incidents depuis quelques mois. « Je roulais un peu trop vite », dit-il. « Quand on se met dans le rythme, on ne pense plus qu'à foncer. Un ciel sur la piste, un autre sur le livre de bord. » Mais après tout, ce sont les risques du métier.

Un autre favori français du rallye, Cyril Neveu, cinq fois vainqueur du Dakar, navigue ici assez loin du premier. Ce rallye péruvien serait-il particulièrement difficile?

« Il n'y a pas plus dur que le Dakar », dit Thierry. Ici, c'est peut-être plus technique, mais moins cassant. Ça se joue au pilotage. Le soir, on est quand même aussi fatigués qu'au Dakar. J'ai compté environ 3 000 virages dans chaque spéciale.

Il vient au Pérou pour le pays, pour l'ambiance « chaleureuse », et l'organisation italienne, ajoutée, est « absolument remarquable ». Un parcours de 5 000 kilomètres, le sable des plages du Pacifique, la piste qui grimpe à 5 000 mètres d'altitude, la Puna immense encadrée par les glaciers: l'Inca Rally est maintenant un calendrier international de motocyclisme. Cette année, quatre-vingt-quatre pilotes de dix-huit nationalités différentes ont quitté Lima le 6 juin. Il n'en restait que trente-neuf au départ de Puno Maldonado, mercredi matin.

Jusqu'à la chute

Thierry Magnaldi, premier à l'Inca, perdait quarante minutes dans la spéciale avant Arequipa, « arrêté par un trou d'eau », dit-il. Il gagnait le lendemain la boucle par équipes, dans la vallée des Volcans, gagnait encore l'étape Arequipa-Puno, revenait à la quatrième place et reprenait la tête dans la spéciale de 340 kilomètres, entre Puno et Cuzco. Jusqu'à la chute.

A ce moment-là, laissé seul en pleine nature, isolé dans un secteur où rôdent les bandes armées du Sendero lumineux, il n'avait vraiment pas pensé à cet aspect particulier de l'épreuve. Comme les autres, il a bien entendu parlé du terrorisme.

Il était même à Lima quand huit militaires de la garde présidentielle ont été tués dans un attentat. Mais la caravane du rallye — deux cent cinquante personnes — a heureusement traversé le pays en trombe, sans incident majeur, et les motards n'ont pas trop le temps de regarder le décor.

Pluie d'orgue, la cérémonie de clôture a eu lieu cette année dans un cadre exceptionnel, les ruines de Machu Picchu, dans la vallée de l'Urubamba, haut lieu du tourisme. Pour la première fois, les « sendéristes » ont planté la semaine dernière leurs petits drapeaux sur le chemin de l'Inca, un sentier de crête qui aboutit à la forteresse de Machu Picchu. Coïncidence.

MARCEL NIEDERGAANG.

LES HEURES DU STADE

Athlétisme

Réunion internationale d'épreuves combinées. — Samedi 17 et dimanche 18 juin à Götzis (Autriche).

Automobilisme

Grand prix du Canada de Formule 1. — Dimanche 18 juin à Montréal. (TF1 en direct à partir de 17 h 55).

Basket

Championnate d'Europe. — Zagreb (Yougoslavie) à partir du mardi 20 juin.

Cyclisme

Tour de l'Aude-Midi-Pyrénées. — Jusqu'au dimanche 18 juin. (La 6, résumée dans « Télé-Match », dimanche à partir de 16 h 50).

Golf

Open de France féminin. — Fourqueux (Vendée) jusqu'au dimanche 18 juin. (FR3, finale en direct dimanche à 16 h).

Judo

Tournoi international. — Tbilissi (URSS) jusqu'au dimanche 18 juin.

Rugby

Tournée de l'équipe de France en Nouvelle-Zélande. — Samedi 17 juin, premier test-match à Christchurch. (A 2, en direct à 14 h 55, en différé lundi 19 juin, à 14 h 10).

Sports équestres

Coupe des nations. — Aix-la-Chapelle (RFA). Jusqu'au dimanche 18 juin.

Voile

Kourou Cup. — Match-racing en baie de Saint-Tropez, jusqu'au dimanche 25 juin.

SUR CANAL PLUS

Les jeux du siècle

LS seront au rendez-vous des souvenirs, les champions qui ont émerveillé notre enfance comme les athlètes héros des derniers JO de Séoul. Pour le plaisir des nostalgiques et pour tous les amoureux de compétitions sportives, Canal+ propose aux abonnés de la chaîne cryptée vingt-quatre heures de spectacle. Sous le titre « Les jeux du siècle », l'équipe de Charles Biotry programme, du vendredi 16 juin à 19 h 30 au samedi 17 à la même heure, des documents pleins d'émotion où l'on retrouve les grands noms du sport.

Difficile de choisir entre les réunions d'athlétisme où se produisent Mimoun et Carl Lewis, les combats de boxe où s'affrontent Monzon ou Frazier, les meetings de natation où une Caron précède une Caron, les matches de football d'une équipe de France présente en Coupe du Monde, les revers de Noeh face à Mets Wilander.

Un programme exceptionnel d'images à tenir éveillées bien des téléspectateurs. Une rétrospective seulement interrompue par la diffusion de deux films: les Rois du sport, une comédie de 1937 avec Fernandel, et le Triporteur, (1957), avec Darry Cowl; deux manières de rester dans le sport en souriant.

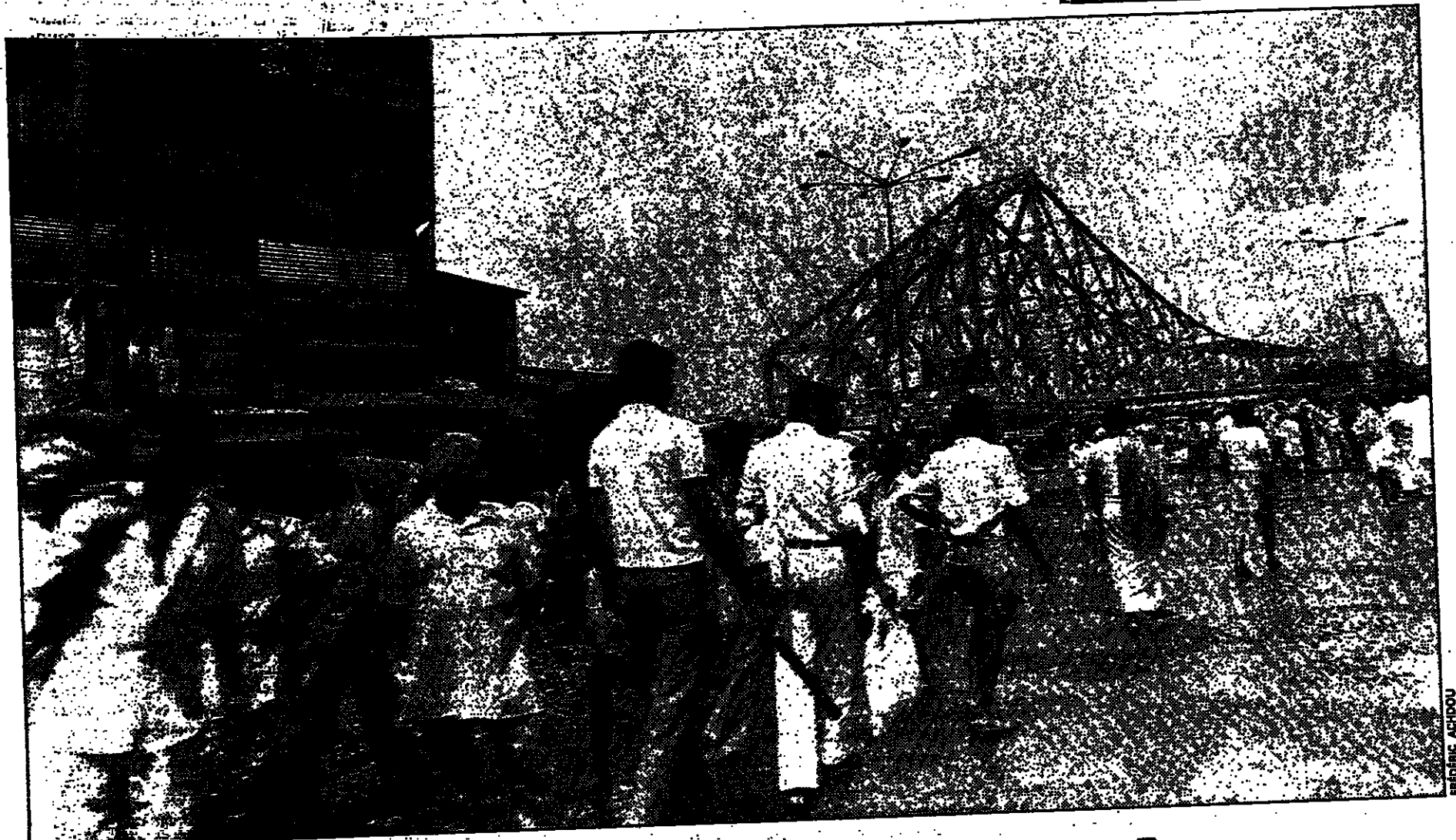
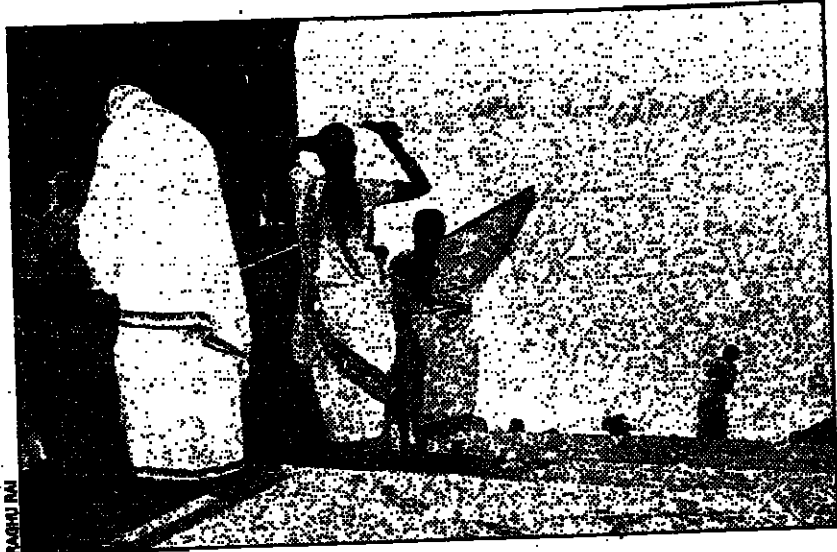
ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Tous les résultats du 18 juin

Service télématique du Monde

36.15 LM

Le Monde SANS VISA



Gange
rédempteur
et clubs
anglais,
caïds
de Burrabazar
et poètes
du Coffee House.
Découverte
sans détours
ni préjugés
d'une ville
où se résume
l'Inde
des extrêmes.

Calcutta, Inde extrême

par Laurent
Zecchini

COMME le dit son maître, Kamal Kumar Basu, la pauvreté, Mère Teresa, les slums, « ce n'est qu'un des aspects » de Calcutta. Oubliions-les, si possible. Commencez alors l'errance au pays de Calcutta, « la » ville, l'Inde en raccourci, comme un coussin de ses extrêmes, une marionnette où l'on pêche l'horreur ou la beauté, avec une même fascination. Calcutta ne laisse pas indifférent. Elle demande du temps. Si on la prend sans la désirer, sans l'aimer, elle s'offrira que ses plaies, purulentes. C'est une globalité, à accepter tout entière ou à fuir, par le premier avion. Calcutta est aussi une mosaïque : son unité c'est sa diversité. Calcutta est une odeur, parfois une peinture, envivante. Mais c'est d'abord le Gange, et Kālī.

Le fleuve rédempteur s'est camouflé de la couleur de ce ciel anticoncubinaire de mousson, gris sale. Il est 5 h 30 et Babughat s'éveille, comme tous les jours, avec volubilité. En haut des marches, les corps sont étendus, quasi nus, luisants d'huile, avec d'autres corps sur eux, à califourchon. Les premiers ont la peau claire des Bengalis de souche, les autres, plus foncés, viennent de l'Orissa ; c'est du Cartier-Bresson, revu par Renoir. Les masseurs sont d'os, les masses de graisse riche. Ils ont les yeux mi-clos, attentifs au lent glissement du plaisir : le masseur est à genoux sur la colonne vertébrale et il se hisse vers les cervicales. Les échine ploient et les coudes sautillent. C'est un ballet très lent et très beau. Sur la musique de Gange. Là, une paume est longuement étirée, ici, un pied est malaxé, ailleurs, des pommettes sont pétries.

Brusquement, un bruit terrible : le train déboule sur la voie de chemin de fer située à 3 mètres au-dessus du salon de massage en plein air et les « ablutionnistes » n'ont pas levé la tête. Un petit homme, vêtu de blanc et le visage strié de marques vermillonnées, se concentre devant un autel en

miniature où reposent une urne funéraire et une bougie à la flamme vacillante. Il rendra tout à l'heure au fleuve les cendres familiales. Celles-ci, avec des paquets de fleurs fanées qui viennent des antres domestiques, et aussi quelques charognes gonflées, iront nourrir le fleuve. Le Gange est un lavoir purificateur. Au coudé à coudé, des hommes se savonnent, des femmes lavent du linge qu'elles battent et tordent ensuite pour qu'il devienne corde. Un homme, encore, recouvert de l'onguent grisâtre, se jette sans hâte quelques débris avant de s'immerger ; l'eau moule sur les seins et les hanches d'une femme le sari.

Le sang des hibiscus

Qu'il nous pardonne l'irrespect, mais après tout l'Inde ne s'attarde pas à la mort, et à le voir ainsi, avec ses pieds obscènes peints de couleurs écarlates dépassant du bûcher où grésillaient son corps, il faut penser à Gopuli mains rouges. Famille et amis assis sur leurs talons l'accompagnent sans émotion apparente. A quelques mètres, au-delà de la dernière marche, des petits garçons rient s'éclaboussant. L'odeur est celle de la ville, sans plus. Plus loin, y a des fourmilières. Des corps, certains déjà putréfiés, sont étendus sur le sol et l'on discute ferme le prix de la crémation. Les *burning ghats*, de Nimtala, versent leur obole à l'horreur : misère, ici, parmi ces échantillons humains parfois monstrueusement déformés, n'est pas un vain mot. On y vend des fleurs pour les morts et des *cheelam* (fume-cigarette en terre cuite pour la herbe « es l'optum » pour les vivants).

Plus loin encore, il y a Mallick Ghat, sous le pont de Howrah qui enjambe la rivière Hugli, bras du Gange, et c'est une explosion de couleurs et, enfin, de fragrances délicates. Mallick, c'est le marché aux fleurs, une débauche de tourne-sol, de roses et d'hibiscus rouges et de jasmin roses, de lotus blancs, de gladioli jaunes et de soucis oranges. On achète au kilo

ou à la douzaine, dans les cris du marchandage, en patageant dans la fange. Le Gange n'est pas loin dont le courant accompagne de lourdes barques aux voiles romaines, gorgées à dessaler de brique, et qui passent sous le pont de Howrah et ce ciel tourmenté d'un cyclone tant attendu.

Gloire à Kālī et roulez les têtes décapitées ! La déesse destructrice est dans ses œuvres, le samedi matin notamment, dans son temple de Kalighat, là où l'ortel droit de Shakti tombe quand elle transportait Shiva. L'air est empuanti de la mort animale et le sang des chèvres sacrifiées se confond sur le sol avec les hibiscus rouges, fleur de Kālī, et les animaux sont noirs, couleur aussi de la déesse insatiable. L'endroit du sacrifice est une sorte de potence de pierre. La chèvre est arrosée, l'officiant, d'un geste angusté, l'allonge dans le garrot, les tambours roulent, le prêtre a levé la machette, l'a abattue en un éclair, la tête tombe et le corps décapité est rejeté au loin, comme avec dédain. La dépouille se débat incroyablement, dans une mare de sang.

Des cabots intéressés s'approchent, mais c'est surtout les fidèles qui se précipitent pour oindre leur front de sang, à l'endroit du *tilak* (!). Certains remplissent de petites fioles, pour que dure la bénédiction. Tout le monde patage dans des rivières sanglantes que, de temps en temps, on lave à grands seaux d'eau.

Cimetière- promenade

Juste derrière, pendues par les pieds à un mur, dix dépouilles de chèvres succombent une deuxième fois sous le couteau de l'équarisseur et l'œil intéressé des badauds : il est juste que Kālī-Noire soit aussi nourricière.

A tout prendre, puisque Calcutta confond avec tant de détachement la mort et la naissance, autant se perdre dans les cimetières, il en est de si nostalgiques. « Colonel George Manson, né le 18 avril 1730, éduqué à Westminster. Il a momentanément conduit les opérations au siège de Pondichéry au cours duquel il fut

sévèrement blessé. Il a servi sous les ordres du général Draper, à Madras, en 1762, et fut aide de camp du roi en 1769. Membre du Conseil suprême de l'Inde le 20 octobre 1774. Mort à Hugli, le 25 septembre 1776. » Il y a, au cimetière anglais de South Park Street, à celui de Lower Circular Road, tant de mémoires enfouies. Kālī, ou Calcutta déjà, enlevait les âmes par brassées : l'ancienne capitale de l'empire des Indes (jusqu'en 1911) était alors un foyer d'épidémies, et les enfants parlaient les premiers, à neuf jours, neuf mois ou neuf ans.

Aujourd'hui, l'herbe pousse entre les tombes, des corbeaux par centaines croassent, les premières gouttes de pluie tombent en rafales et là, sur un tombeau de pierre, trois ouvriers déchargés, chargés de réhabiliter les sépultures des anciens colonisateurs, poursuivent avec des rires à la Pagnol leur partie de cartes.

« Eliza Smith, qui a quitté cette terre le 3 janvier 1819, à l'âge de dix-sept ans ; » « Sir W.H. Macnaghten, avocat envoyé à la cour de Cabul (Kaboul), mort sous la main d'un assassin lors de l'insurrection de Cabul, le 22 décembre 1841, à quarante-huit ans. Sa dépouille a été ramenée en Inde le 22 avril 1843 ; » tant d'autres...

Que reste-t-il des Anglais ? Les clubs. Calcutta est la ville qui en compte le plus, mais ce ne sont plus tout à fait les mêmes. Le décor est intact, mais un certain art de vivre britannique a disparu, et le « standing » est parti avec : Tollygunge ou au Bengal Club de Calcutta comme au Gymkhana Club de Delhi, il faut toujours obtenir un double parrainage et subir une soirée initiatrice pour avoir le droit de payer une cotisation exorbitante, mais la veste du *bearer* (serveur) est toujours constellée de tâches, la politesse du personnel se mesure au montant des pourboires, et un estomac occidental a toutes les chances d'être mis à mal par l'eau des glaces qui trempent dans son whisky de fabrication locale. Plus grave, disent les nostalgiques de l'époque du raj, les critères de sélection sont passés de la nais-

sance et de la position sociale, à l'argent.

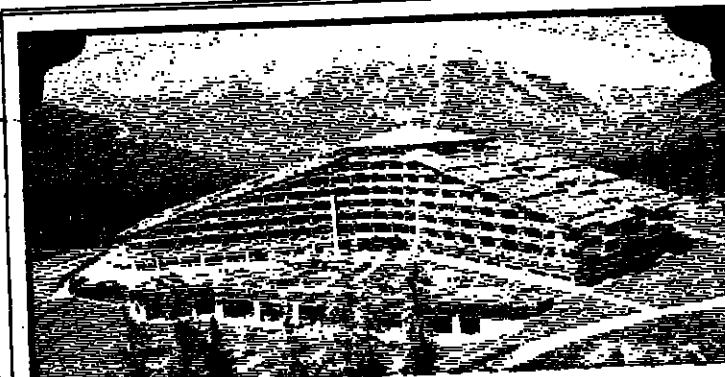
Les clubs de Calcutta sont devenus des clubs de nouveaux riches, et si l'on ne sait plus y parler du temps qu'il fait et des demi-sang anglais, le *business*, en revanche, y trouve son compte. La vieille bourgeoisie bengalie supporte mal que les *Marwaris* (riches commerçants émigrés du Rajasthan), qui contrôlent déjà la vie économique de la ville avec un certain état d'esprit mafieux, aient introduit la « culture *bakchich* » sur les *greens* et dans l'enceinte du Polo, mais voilà, elle n'y peut rien. Il faut chercher ailleurs la « vieille Angleterre », sur le Maidan par exemple, Central Park et « poumon » de Calcutta. Là, à partir de 5 heures du matin, a lieu une vaste communion sportive : joueurs de football et de volley-ball, de cricket et de frisee, cavaliers et joggers, se mélangent. Les hommes de la police montée, parfois vêtus de

tricot de corps, patrouillent nonchalamment, un long bâton à la main.

Il y a aussi des rassemblements de prière et des conversations sans importance qu'entretennent une douzaine de vieillards respectables, posés sur des plants et tous habillés de pils blancs. Il faut pousser plus loin, jusqu'au lac de Rabindra Sarobar, pour canoter et se baigner, les hommes surtout, avec des bonnets de bain rouges, dans une eau qui est pure, puisqu'elle vient du Gange. Alors, vers six heures, assis sur un banc, un ami de rencontre vous ayant obligeamment prêté le journal du jour, un verre de thé à la main, entouré de joggers, il faut croire que Calcutta, c'est aussi cela.

(Lire la suite page 19.)

(1) Pastille de couleur que les femmes marées portent au milieu du front.



Interpalpen-Hotel Tyrol. De toute chose la meilleure.

En plein milieu des majestueuses montagnes tyroliennes, sur le haut plateau de Seefeld, se trouve cet hôtel de grand standing international. Le cadre est constitué par des restaurants, des bars, des cafés et des salons au décor somptueux. Les appartements comprennent poêle en falence, balcon, pendrive et sont très confortables.

Les hôtes sportifs trouveront toutes sortes d'installations telles une piscine couverte avec bassin de 50 m, saunas, salles de tennis, terrains de jeu, ainsi qu'un golf de 18 trous situé à proximité. Garage souterrain gratuit. Ecrivez-nous, nous vous ferons un plaisir de vous communiquer tous les renseignements dont vous avez encore besoin.



INTERPALPEN-HOTEL TYROL
B.P. 56, A-6110 Telfs-Seefeld, près d'Innsbruck
Tél. 0431/52 62 42 43, Télex 047 000, 534 654

صلى الله عليه وسلم

VOYAGE

Calcutta

(Suite de la page 15.)

Et ceci encore : à Munshiganj, elles ont les lèvres rouges et des fleurs d'hibiscus dans les cheveux. Certaines sourient, surprises d'une présence qui détonne avec le monde en bordure. La rue principale est une longue « *corridor* » de maisons : les prostituées de Munshiganj vivent sur les trottoirs et dans des chandails sordides, agrippées, en famille, et ce n'est pas un vain mot, à voir les centaines de marmottes qui courent en tous sens. L'amour est ici à consommer dans une effrayante promiscuité, de 20 à 50 roupies (8 francs à 22 francs) la « *passé* ». Les filles de Munshiganj ont été camouflées à onze, douze ou treize ans, et il n'y a plus, pour elles, d'autre avenir possible.

Leur « *souci* » du quartier de Sonagachi sont en « *maison* », et c'est plus distingué. On est dans un autre monde : les bourgeois bengalis ont le choix à chaque étage et certains offrent 1 000 roupies et plus pour une « *never used* ». La police veille attentivement à ce que dans ce trafic de chair fraîche tout ne passe dans les normes, c'est-à-dire que chacun y retrouve son argent, et d'abord les policiers. A Kaldapore, le quartier de la contrebande, ils ferment les yeux, ou plutôt ils préviennent les agents effectuant des « *descentes* ». Calcutta corrompt : C'est la ville la plus riche dans une ville de plus de 9 millions d'habitants, où chaque groupe d'immenses « *slums* » est la plus misérable cabane des « *slums* » - est « *gérée* » par un chef de la mafia locale.

Il n'y a, paraît-il, que Chinatown, où vivent dix mille Chinois, pour être épargnés par le racket. Chinatown se situe : à l'est de la ville, le long du « *canal* » qui traverse la ville. Les Chinois sont des gens tranquilles et la police n'a que compléments pour une communauté qui vit cachée en ses murs. Chinatown est une ville interdite à force de dissimuler sa vie privée. On ne voit que les signes extérieurs : des milliers de peaux, tenues en bleu ou en vert, rattachées à grande eau, au soleil. Dans les quartiers pauvres, les maisons aux toits recouverts de peinture rouge et d'or et ornés de caractères chinois, se ressemblent.

Herbe du pauvre opium du riche

Les Chinois s'enrichissent du traitement des peaux (de vaches et de buffles) dont ils ont le monopole, mais qu'ils achètent aux musulmans, ce qui leur permet de bien s'entendre avec leur main-d'œuvre hindoue. Installés depuis deux ou trois générations, leurs enfants (de nationalité indienne) apprennent la langue de Canton dans des écoles où le personnel est bengali mais les professeurs et les enfants tous chinois, et où flotte le drapeau de Taiwan. Les mariages mixtes sont rares et les 10 000 Chinois de Calcutta reconnaissent l'autorité de leur « *président* », le vénérable K.C. Yeh.

Les tireurs de rickshaws (2) galopent pieds nus dans les immenses, des femmes action-

- (2) Cyclopoles.
- (3) En tout cas bien plus propre que les rues de Paris, Londres ou New York.
- (4) De 6 à 12 fois plus importante que les normes admises par l'Organisation mondiale de la santé.

nent les bras des pompes à eau, et les trottoirs des milliers de villages de Calcutta sont transformés le matin en autant de salles de bains. La nuit, on croise des porteurs étrangers, qui livrent des Kali de carton pâte, et des vendeurs de poulets blancs, qui se présentent vers New Market, avec leurs paniers ronds et plats, en acier. A Burrabazar, où vivent un demi-million de personnes sur 3,5 kilomètres carrés, on rencontre des hommes-buffles aux regards qui ne disent rien, arborant sur des charrettes aux roues de bois détrempées. Abrutis de fatigue, ils avaleront plus tard une boulette de « *bang* », une « *herbe* » du Kerala mélangée à du lait ou des amandes. Pour le « *miracle* » des riches, il n'y a plus d'adresse officielle, depuis que les « *Bob's Joints* » (les « *jointes* » de Bob), qui étaient des fumeries d'opium, ont été fermées, et Bob en cavale ou au trou, on ne sait.

La nuit, de 100 000 à 250 000 personnes, selon le maire, dorment sur les trottoirs de Calcutta, et l'on n'y ramasse pas tant de morts que cela au petit matin. Certains campent sur les gigantesques ponts Howrah, traversés chaque jour par un million de fourmis humaines, ou dans la gare du même nom, qu'il faut visiter avec le chef de gare, pour apprendre, si on aime les chiffres, que 600 000 passagers et 539 trains s'y arrêtent chaque jour. Le jour, la nuit, Calcutta se met à « *travailler* » les fameux travaux du « *metro* » - qui plus propre du monde (3), - qui étonnent son sol et rendent la circulation un peu plus dansue (4) (14 kilomètres/heure en moyenne) et la pollution meurtrière (4). Calcutta est une symphonie à la vie ; si elle meurt ce sera d'envie. Et de poésie.

Le café des littéraires

C'est une volière aux murs d'un vert pistache, avec des ventilateurs qui s'épuisent à brasser un air étouffant moite. C'est l'un des temples de la culture bengalie, c'est Coffee House, sur College Street. La rue est bordée de boutiques et tous les éditeurs de Calcutta y ont un pied-à-terre, ou un domicile. C'est là que l'on fait « *être* », et Coffee House l'endroit où il faut être, pour exister ou survivre, comme poète, à Calcutta. Pendant des heures, on sirote une unique tasse du meilleur café de la ville, et on parle de tout et de rien, mais si possible de façon intellectuelle : du dernier poème d'Arundhati Roy, d'un film de Satyajit Ray, des dessins de Ratan Tanna, ou des tableaux de Pradyumna Roy. C'est un lieu de rencontres pour journalistes, étudiants et surtout poètes, sachant que l'écriture, dans la culture bengalie, est d'abord poésie.

Il faut s'y faire reconnaître par plus connu que soi, savoir entonner d'un mot tel ou tel « *poète raté* », ou « *intellectuel frustré* », et comment avec brio les textes de la dernière « *littérature* » en vogue, ces revues littéraires (dont de poésie) qui s'écoulent sans arrêt comme des éphémères. On discute sans fin ce tract trouvé sur une table, qui stigmatise les étudiants chinois qui, « *à côté du tombeau de Mao, sont en train de creuser le tombeau du marxisme* ». Les intellectuels bengalis sont, ont été ou seront, tous marxistes. Pour boire, on ira ailleurs,

au Shaw Bar par exemple, sur Nehru Road. C'est presque aussi « *branché* » et l'on y vide d'innombrables verres d'un rhum allongé d'eau, décapant.

On tentera ensuite de retrouver des références. Les origines de Calcutta. C'est là, à Writer's Building, l'immeuble administratif où s'agitent très lentement une bonne partie des 42 000 fonctionnaires de la capitale du Bengale, qu'il faut chercher. C'est un palais de pierre rouge, bordé de vérandas et de style gothique-baroque. Il faut se laisser digérer par Writer's Building. Dans les couloirs encombrés d'innombrables papiers au thé, d'armoiries métalliques et rouillées d'un défilé des documents jaunis par le temps et les mousses, de fontaines dégoûtantes d'eau et de crachats où l'on peut fort bien se laver les pieds, de marchands de baignets de légumes pimentés, réside l'âme de l'Inde, sa prémisses.

Dans de grandes salles transformées en bains turcs et où grincent des ventilateurs majestueux, on

DECOUVERTE Routes anglaises

On peut, par routine, passer à côté des choses. Ainsi ces voyageurs pressés qui se jettent en Angleterre par les ferries et autres aéroports pour, presque tous, rallier Londres. Pour nous, avertis plus vite et plus loin, nous avons choisi la lenteur : un de ces grands bateaux blancs qui avancent sur les eaux froides de la mer du Nord, à l'écart des sillages encombrés. Partis de Zeebrugge (Belgique) à 18 heures, ils nous portent insensiblement dans la nuit à Hull, sur la côte est, au cœur du Royaume-Uni, à pied d'œuvre pour découvrir une autre Angleterre : sauvage, ou familière, encore inconnue de ceux qui bornent leur séjour à la capitale et aux confins du Sud.

Sur les routes qui mènent en Ecosse, les paysages presque vierges se dévoilent dans les plaines et les monts du Yorkshire, du Durham et du Northumberland avant les *Borders* écossais. Pour les trouver, aucune recommandation sinon celle de se munir de la carte Michelin 402 (Midlands et Grande-Bretagne du Nord) et de prendre un itinéraire différent à l'aller et au retour : gagner Edimbourg par la côte et revenir par l'intérieur, empruntant les petites routes en monts-rues qui descendent des Cheviot Hills jusqu'aux Yorkshire Dales.

Ces routes constituent en elles-mêmes des points de vue panoramiques remarquables. Enchâssées dans cette tranquillité des villages, des villages propres et haisants comme des miniatures, des châteaux. Ainsi, celui de Bamburgh Castle, citadelle moyenâgeuse en vigie sur son promontoire au bord des flots ; Raby Castle qui règne sur des vagues de prés et des bouquets d'arbres ; Bowes, construit pour être un musée à la campagne et qui renferme des toiles intéressantes du Canaletto, de Jean de Borgia et d'Eugène Boudin notamment ; Abbotsford, le château que se fit édifier Walter Scott. Le cabinet de travail de

l'écrivain tapissé de deux mille huit cents livres joints sa bibliothèque aux sept mille volumes répertoriés.

A 24 kilomètres de York, Castle Howard est à voir en dernier, comme un temps fort en fin de voyage, car il laisse tous les autres loin derrière. « *J'ai vu des endroits gigantesques, jamais un lieu aussi sublime* », écrivait Robert Walpole, chancelier de l'Echiquier sous les Hanovre, à propos de ce palais. En effet, il est étonnant. Habité depuis l'origine par une même famille, les Howard, il renferme un mobilier,

des peintures, des objets d'art d'un grand raffinement et diffuse une atmosphère, une grâce qui n'appartiennent qu'aux demeures longtemps habitées et aimées.

Ambassadeurs, hommes d'Etat, les comtes de Carlisle eurent les moyens de leur ambition, passant commande dans toute l'Europe de tout ce qui se faisait de plus beau, dans tous les domaines. C'est ainsi que l'on retrouve, au long de la visite, les grands noms des sphères artistiques d'hier : Gainsborough et Reynolds bien sûr mais aussi Bellini, Holbein, Véronèse, Rubens ou Van Dyck. Petite note pratique et pittoresque qui parait

Repères

Les North Sea Ferries (réservations auprès de Transport et Voyages, 8, rue Aubert, 75009 Paris, tél. : 42-68-90-90) relient les jours Zeebrugge à Hull (départ 18 h, arrivée 8 h). Même horaire dans le sens inverse. Tarif tout compris (dîner, petit déjeuner anglais et cabine) à partir de 1 000 F A/R en haute saison. Ajouter 1 160 F pour la traversée d'un véhicule. Zeebrugge étant à trois heures en voiture de Paris, cette formule permet de visiter Bruges dans la journée. La compagnie maritime propose des forfaits comprenant la traversée et le séjour à la ferme, chez l'habitant ou à l'hôtel, dans le Yorkshire et en Ecosse.

Pour se loger, les Bed and Breakfast chez l'habitant sont très économiques : de 90 à 180 F environ par personne pour la nuit et le petit déjeuner. On peut arriver à l'improviste ou réserver. L'Office britannique de tourisme diffuse trois documents indiquant où et comment réserver, notamment grâce à Pounds and Pence Services (BP 118, 83403 Saint-Ouen Cedex). On peut déjeuner dans les pubs pour 45 F environ (pât, boisson, café).

Chacun peut définir son itinéraire en fonction de ce qui l'intéresse en consultant le Guide Bleu Grande-Bretagne et en suivant les routes vertes (les plus pittoresques) de la carte Michelin.

A ne pas manquer, outre les sites déjà mentionnés : la cathédrale et le château de Durham (du 1^{er} juillet au 31 septembre, on peut loger au château pour 130 F environ la nuit), la route de la côte entre Ashington et Berwick (nombreux châteaux et abbayes), A Seshouss, village de pêcheurs, prendra le bateau (45 F A/R pour deux heures et demi d'excursion) pour les Farnes Islands, sanctuaire pour les phoques et les oiseaux de mer. Le mur d'Hadrien entre Housesteads Fort et Steel Rigg. Terminus par York : la cathédrale, le Musée viking qui recrée sous terre la vie d'un village viking, et Fairfax House, l'une des plus belles demeures du XVIII^e siècle en Angleterre.

Tous renseignements auprès de l'Office de tourisme britannique, British Tourist Authority, 63, rue Pierre-Charbon, 75008 Paris. Tél. : 42-89-04-77.

Calcutta, est une oasis dans la ville fiévreuse, qui s'étourdit d'un concert permanent de klaxons. Hermétiquement protégé par des grilles et entretenu grâce à un mécène, l'industriel J. R. D. Tata, il est régulièrement alimenté en poissons. On peut, grâce à des amis et 25 roupies, s'acheter un permis officiel - mais valable une seule journée - pour... pêcher à la ligne. Calcutta n'est pas une ville mais une histoire d'amour baroque.

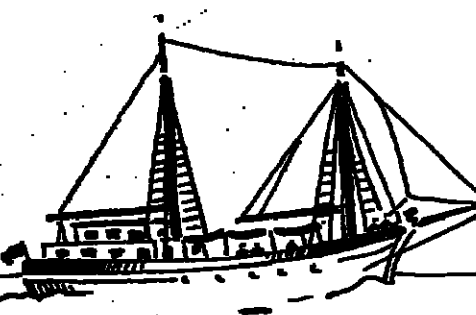
LAURENT ZECCHIN



CAIQUE: PETIT CABOTEUR SYMPATHIQUE, IDÉAL POUR TOUT OUBLIER DANS LES CYCLADES.

OFFRE SPECIALE
1000

Voyage au large des îles grecques...
Un exemple : 5 425 F...
Pour plus d'informations...
CruisAir Voyages Opération...
1000



CruisAir

HAVAS VOYAGES

مكتبة الامم المتحدة

Culture

ARTS

A Vienne, le cinquantième anniversaire de la mort de Freud

Une histoire de l'âme moderne

Vienne célèbre le cinquantième anniversaire de la mort de Freud en retraçant, à travers une exposition, l'histoire de la représentation de l'âme humaine depuis le dix-huitième siècle.

A l'occasion du cinquantième anniversaire de la mort de Freud, la ville de Vienne, qui l'a vu naître, a voulu rendre un hommage à son fondateur, en 1938, que sous la contrainte, s'est décidée à lui rendre enfin hommage à travers une de ces grandes expositions thématiques dont la capitale autrichienne s'est fait, depuis quelques années, une spécialité.

Plutôt qu'une présentation biographique et technique, qui eût contourné le mythe original, trop longtemps entretenu par les prières et prémisses du culte (la psychanalyse sortie tout armée du cerveau de son fondateur), les trois commissaires de cette exposition, W. Plocher, épistémologue, C. Fiedler, psychologue, et Jean Clair, historien d'art et homme de musée, ont choisi le parti inverse : placer Freud en perspective, ou, si l'on préfère, retracer la représentation de l'âme depuis la fin du dix-huitième siècle.

Vaste ambition, difficile à délimiter, mais à rendre intelligible à un grand public. Partir de là, plutôt, à partir de la fin du dix-huitième siècle, à partir de la réflexion à travers la diversité et la rareté des œuvres d'art, des instruments scientifiques, des objets et des documents rassemblés, on est aussi déconcerté par une présentation brouillonne, délicate et délicate qui cherche, comme à son tour, à nous soustraire à tout effet de séduction. Les pérorations des uns imposent-elles de placer les autres sous la même absence d'émotion ?

Une fois de plus, à Vienne, les visiteurs font les frais de la présentation d'un architecte, Hermann Czech, à l'inspiration comme maître d'œuvre d'exposition aux dépens des commissaires. Ici, il s'agit de rendre compte d'un événement, c'est-à-dire d'un événement, car la démonstration est chorale, agissant dans sa démarche.

Il s'agit de mettre en évidence et de suivre l'évolution des deux modes d'investigation et de description de l'âme humaine auxquels s'est abonnée la psychanalyse : la méthode scientifique et l'imagination artistique depuis la fin du siècle des Lumières, c'est-à-dire depuis que l'âme humaine s'est émanée de la terre divine et qu'on a cessé d'attribuer ses désordres aux facettes des démons. Deux types d'approche, complémentaires en fait, qui parfois s'entrechoquent, s'enchevêtrent.



Wilhelm von Kaulbach (autoportrait)

D'une part la science, qui cherche à élucider des modèles aptes à expliquer le fonctionnement de la psyché et ses anomalies, à établir une typologie des caractères et des comportements (physiognomonie), à localiser le siège des émotions dans le cerveau (phrénologie), la transmission des sensations par l'intermédiaire du nerf (névrologie), la constitution de la mémoire.

D'autre part la science, qui cherche à élucider des modèles aptes à expliquer le fonctionnement de la psyché et ses anomalies, à établir une typologie des caractères et des comportements (physiognomonie), à localiser le siège des émotions dans le cerveau (phrénologie), la transmission des sensations par l'intermédiaire du nerf (névrologie), la constitution de la mémoire.

En parallèle sont donc présentées les œuvres d'imagination où s'inscrivent les troubles de l'âme, voire la démence, où se manifeste l'inconscient. Au tournant du XIX^e siècle avec Goya, Blake, Flaxell, les artistes ne se contentent plus d'être de peindre l'harmonie du monde et de l'homme sous l'empire de la raison mais commencent à donner libre cours à leurs terreurs, leur morbidité, leurs fantasmes.

Symbolisme et imaginaire

En même temps qu'à l'émergence de l'individu, seul, face à ses angoisses existentielles, on assiste, chez les romantiques, à l'exhibition de l'âme malade, vénéneuse, meurtrie, à travers les portraits hallucinés de Géricault, de Courbet, de Kaulbach, mais aussi à travers les paysages fantastiques et tourmentés de V. Hugo, de C. D. Friedrich, des Scandinaves Carus et Balke, qui sont autant de paysages intérieurs.

Le symbolisme, période charnière, permet la pleine émanation de l'imagination, la sécrétion de mondes oniriques, aliénés du réel, volontiers retranchés de la trinité du quotidien. Dans l'œuvre de Moreau, de Dufy, de Redon, de Burne-Jones, de Klinger de Spillert, de Knopff, de Kubin, ce sont les instincts les plus inavouables qui font surface, mieux encore, qui

s'affichent à travers le dédale des allégories antiques et des légendes médiévales. Le symbolisme a ainsi préparé le terrain à l'inscription brute, singulière, immédiate, du mal-être et des tourments de l'âme, sans plus passer par l'anecdote, aux seuls moyens de couleurs stridentes, de lignes sèches et brisées. Ce seront Van Gogh, Munch, l'expressionnisme : la douleur, le désespoir comme sujet même de l'œuvre. Dans une perspective diamétralement opposée : capter l'énergie psychique à des fins positives, les futuristes italiens Boccioni et Boccioni, mais aussi Kandinsky, tenteront de domestiquer les « forces » immatérielles de l'âme et d'établir des tables de correspondance entre couleurs et émotions. Un pas de plus et les surréalistes se voudront les illustrateurs de l'inconscient, tandis que les ex-voto de la folie — les dessins de Wollfl, de Soutter — accèderont aux cimaises des musées.

On s'en rend compte, cette démonstration est touffue, arborescente. Toutefois, le tronc en demeure visible tout au long de l'exposition : montrer comment la psychanalyse est tributaire de la double filiation, d'où sa nature de charve-souris, pour employer une expression bien viennoise. Voyez mes amis, le raisonnement : voyez mon corps, le raisonnement ! Le tour de force de Freud, son coup de génie fut précisément de réaliser une synthèse de ces deux approches de l'âme, de proposer un modèle opératoire doté d'un formidable pouvoir de séduction, pas étranger d'ailleurs à son succès, comme l'ont parfaitement fait remarquer Moll et Wittgenstein. On est étonné que cette présentation s'en inspire.

YVES KOBRY.

★ Exposition « Wunderblock », Mesopotamie, Halle E, Vienne. Tous les jours, de 10 heures à 19 h 30, jusqu'au 6 août 1989.

La rénovation de la bibliothèque de l'Opéra

La mémoire du lyrique

Un financement croisé, privé et public, va permettre d'entamer les travaux de rénovation de la bibliothèque et du musée du palais Garnier.

Pendant que l'on achève, du côté de la Bastille, de peaufiner les dernières installations du futur opéra, on s'apprête, au palais Garnier, à entamer de nouveaux travaux. Il s'agit de remettre à neuf la bibliothèque et le musée de la vieille académie de musique. Bien peu de personnes en connaissent le chemin. Ces espaces sont logés dans l'aile droite du bâtiment. On y accède par la pente douce de la rampe coque pour les voitures à cheval.

Les locaux affectés à la mémoire de l'art lyrique avaient été accueillis par les appartements privés de Napoléon III. Inachevés, les plafonds sont encore vierges de leurs fresques, et les pierres brutes n'ont pas eu le temps d'être surchargées de sculptures. Une salle ronde permet aux lecteurs de consulter une documentation vieille de plus de trois siècles : livres, partitions, programmes, lettres, esquisses de décors, estampes, photos, costumes et bijoux. Un fond qui s'accroît d'année en année.

Un hommage à Boris Koccho

La rénovation envisagée par Martine Kahane, responsable des lieux, a été confiée à Jean-Loup Roubert, l'architecte du bâtiment, et au décorateur Richard Peduzzi. Ceux-ci devaient répondre à deux obligations : regagner de la place et organiser un véritable parcours. Il fallait, en outre, que les espaces aménagés soient réversibles et que les volumes de Garnier soient respectés.

« Donner de l'air aux collections et jouer sur l'éclairage pour faire ressortir l'architecture, c'est ma seule ambition », précise Richard Peduzzi. Certaines parties, inachevées, ont un petit côté Ledoux. Il faut jouer de cette théâtralité, puis-que nous sommes dans un des temples de l'illusion. La rotonde, par exemple, aujourd'hui simple sas d'accueil, doit devenir un lieu qui réfléchit aussi bien le théâtre que le musée. Le sol sera recouvert d'une sorte de tapis de pierre et nous avons mis du point un système de vitrines mobiles qui permettra toutes les configurations et tous les types d'exposition. Si la petite salle des esquisses, restaurée, garde son affectation, les accès de la salle de lecture, rénovée, seront nouveaux et son mobilier redessiné. Le problème le plus compliqué à résoudre est celui de la salle d'exposition permanente : un long boyau dont l'occupation est contrainte par tout un jeu de pilastres, de moulures et de portes-fenêtres.

La solution adoptée a été d'élever des murs de verre qui permettent de sectionner l'espace en trois salles distinctes, de créer des nouvelles surfaces pour accrocher les œuvres, et de ne masquer en rien l'architecture d'origine. Le visiteur, en fin de parcours, se retrouvera dans le grand foyer du théâtre.

Les travaux pourraient être entrepris dès la rentrée prochaine. Ils doivent durer un an environ. La source de leur financement est double : le ministère de la culture doit verser 13 millions de francs ; la fondation Louis Vuitton, par l'intermédiaire de l'Association pour le rayonnement de l'Opéra de Paris, offre 8 millions de francs. Il reste à trouver un complément de 3 millions de francs pour que le programme soit réalisé dans les délais. La réouverture du musée se fera au début de 1991, avec un hommage à Boris Koccho, secrétaire et collaborateur de Serge Diaghilev, qui a légué au palais Garnier un important ensemble de documents relatifs aux Ballets russes.

EMMANUEL DE ROUX.

MUSIQUES

Deux disparitions

Phineas Newborn...

Le pianiste Phineas Newborn est mort, le 28 mai dernier, à l'hôpital de Memphis (Tennessee) des suites d'un cancer. Il avait cinquante-sept ans.

Dans *Shadows*, le film de Cassavetes dont Mingus a composé la musique (1958), c'est lui qui tient le piano. Phineas Newborn, pianiste effervescant au jeu très complet — en particulier la main gauche pour laquelle il a écrit un *Blues* en 1959 — n'était pas seulement le plus brillant des successeurs d'Art Tatum. C'était aussi, comme Bud Powell, tout le rapprochement l'inspiration harmonique et la virtuosité, un homme qui fit l'expérience douloureuse de la folie.

Après une carrière confortable et rapide (il était d'une famille de musiciens), après des disques vite célèbres où l'on retrouve souvent son son propre dans les titres, après une série lumineuse pour Contemporary, sa vie devient une navette entre les concerts et les hôpitaux psychiatriques.

Ses dernières années ne sont plus qu'une succession de retours plus ou moins pathétiques marqués par quelques réaménagements comme *The Man I Love*, en 1976. Il avait effectué sa dernière tournée européenne en 1988.

... et John Cipollina

Le guitariste de rock californien John Cipollina, fondateur du Quicksilver Messenger Service, est mort le 29 mai, à son domicile, d'un emphysème. Il était âgé de quarante-cinq ans.

Au sein du Quicksilver Messenger Service, John Cipollina fut l'un des piliers de la scène psychédélique de San Francisco, à partir de 1967. En 1969, le groupe finit par signer avec une maison de disque, bien après le Grateful Dead, le Jefferson Airplane ou Big Brother and the Holding Company. *Happy Trails*, leur premier album, imposa le style supérieurement élégant et mélodique de Cipollina.

En 1972, le guitariste quittait Quicksilver. De groupe en groupe (Electric Flag, Man, The Dinosaur), John Cipollina ne retrouva jamais, malgré son talent, la gloire fugace de la « Messagerie Mercure ».

Objets Danese au Musée des arts décoratifs de Lyon

Les choses de la vie

Après le Musée des arts décoratifs de Bordeaux, le CIRVA (Centre du verre de Marseille), le Musée du vieux Nîmes, les objets Danese terminent leur périple au Musée des arts décoratifs de Lyon. Fonctionnels, toujours modernes, ils racontent une histoire commencée en 1957, véritable référence du design italien.

Cent quatre-vingts objets réalisés pour le bureau, la maison, les enfants : des cendriers, des lampes, des porte-crayons, des corbeilles. Si simples que perchés sur leur support, loin de se donner en spectacle, ils semblent conçus pour le geste. La cigarette qu'on secoue légèrement, le papier qu'on froisse, le parapluie qu'on agite. Art industriel ?

Sensibles, les formes ne revendent aucun « style » et loin, très loin des querelles de salon qui opposent les minimalistes aux post-modernes, le « high tech » au « neo-baroque », elles suivent depuis 1957 le bonhomme de chemin. L'initiative de cet hommage revient à Jacqueline du Pasquier (Musée des arts décoratifs de Bordeaux). Lyon a

suivi dans le cadre de sa « politique d'ouverture » sur le contemporain. Il y a déjà eu la Quadriennale régionale du design en 1986, puis l'exposition consacrée au créateur pragmatique Børge Sivert, dont les meubles ressemblent parfois à des sculptures. Ici, la grille restera silencieuse et s'efface derrière le produit. Le style Danese répond à cette profession de foi : « Être simple sans être banal ».

Dès 1957, Bruno et Jacqueline Danese installent un atelier de céramique à Valdagno. La France assiste au début du prêt-à-porter, l'Italie, à celle du prêt-à-vivre conçu pour la génération du baby boom en quête de formes rationnelles, pratiques, adaptées à la nouvelle vie active. L'un des premiers objets Danese sera le cendrier cube de Bruno Munari, l'un des fondateurs du « mouvement pour l'art concret ».

Les autres complices s'appelleront Enzo Mari, Angelo Mangiarotti, Achille Castiglioni. « Il y a deux façons de devenir éditeur », déclare Bruno Danese : « commander une ou deux pièces à de nombreux artistes ou créer une vraie participation, une sorte de famille ». Les objets Danese semblent liés par une sorte de pacte invisible : le respect de la production en série, le souci du public, l'adaptation aux nouveaux besoins.

Là, une corbeille presque ovale destinée à recevoir les feuilles

d'imprimante, ici un porte-crayon porte-feuille en « technopolymère », matériau mat conçu pour éviter les jeux de miroirs avec l'écran d'ordinateur. La performance ne s'affiche pas elle, elle donne naissance à de nouvelles possibilités. « Le design, ce n'est pas seulement du style, la fonction doit déterminer un projet, sinon vous faites un gadget », dit Bruno Danese. Certaines années, nous ne sommes pas prêts. En trente ans, le domaine de Danese s'est étendu aux jeux d'enfants, aux petites séries développées selon des techniques artisanales, avec des matériaux nobles comme le marbre, l'argent, l'albâtre, le cristal.

A Lyon, un immense panneau retrace en image noir et blanc l'épopée sûre et discrète d'une société présente dans les musées d'art moderne de New York à Tokyo, en passant par Rotterdam ou Buenos Aires, vingt-sept d'entre eux ont acquis pour leur collection les objets, symboles de l'efficacité des années 60.

LAURENCE BERNARD.

★ « Objets Danese », Musée des arts décoratifs de Lyon, 34 rue de la Charité, salle des expositions temporaires. Jusqu'au 2 juillet.

★ PRÉCISION. — L'exposition Paolo Quartana (Le Monde du 14 juin), qui a lieu à la Galerie Vivienne Eclaire, dure jusqu'au 30 juin.

VO: UGC BARRITZ - UGC ROTONDE MONTFARNASSE - CINÉ BEAUBOURG
VF: UGC OPÉRA - UGC MONTFARNASSE - UGC LYON BASTILLE
UGC Gobelins - MISTRAL - PATHE CLICHY
Périphérie: ARTEL MARNE.

IL DANSE ET LE MONDE ENTIER S'ACCORDE A SES PAS.

GREGORY HINES
ET
SAMMY DAVIS JR.

TAP
DANCE

مكتبة الامم المتحدة

Christian Dior
PARIS

Parfum masculin de l'Année

ملکة امنة الاصول

Naissances

— Chris, Dan et Jonathan
GUTKIN
ont la joie d'annoncer la naissance de
Jaila,
à Paris, le 13 juin 1989.

Mariages

— M^{me} Pierre LION,
M^{me} Martine LION,
M^{me} Hector DE THORE,
M^{me} et M^{me} Pierre FORTIN,
M^{me} Léon BREZIN,
M^{me} et M^{me} Edmond BREZIN,
font part du mariage de leurs petits-
enfants et enfants.

Gérard DE THORE
et Antoine BREZIN,
Paris, le 10 juin 1989.
4 avenue Saint-Jacques,
75014 Paris.

— Claire TEXIER
et Jacques LOYER
sont heureux de faire part de leur
mariage, célébré dans l'intimité le
16 juin 1989.
7, rue Brézin,
22, rue Delambre,
75014 Paris.

— M^{me} Yves RENAUD
et M^{me} Marie-Henriette FIGASSE,
Le professeur et M^{me} Pierre LIAU,
sont heureux d'annoncer le mariage de
leurs enfants.

— Anne-France et Pascal,
célèbre dans l'intimité, le 17 juin 1989,
en l'église de Villeneuve-sur-Yonne
(Yonne).

Le Combar, 81130 Villeneuve-sur-Yonne,
3, avenue de la Tranquillité,
78000 Versailles.

Décès

— M^{me} Anne Alvarez Correa,
M^{me} Manuel Alvarez Correa,
ses enfants,
Les familles Azadian et Tombeck,
ses neveux,
ont le deuil de faire part du décès
subit de

M^{me} Herbert ALVARES CORREA
né Edmundo Tombeck,
survécu le 27 mai 1989 à Bruxelles.

La cérémonie religieuse et l'inhumation
ont eu lieu dans la plus stricte intimité.
Cet avis tient lieu de faire-part.
22, place du Général-Catroux,
75017 Paris.

— Jean Frocourt,
président du Collège de psychanalyses,
à la tristesse de faire part du décès de
leur ami et collègue.

Jules EGRAS,
survécu le 13 juin à Montréal
(Canada).

Quis sa femme Elisabeth et ses
enfants sont assurés de nos amicales
condoléances.

— On prie d'annoncer le décès de
M^{me} Yves CHRISTENSEN,
chirurgien-dentiste.

Les obsèques ont eu lieu le vendredi
2 juin à Saint-Malo.

— M^{me} Sylvaine Gentil,
Cécile, Anne, Thomas, Blaise, Marie-
et Laurent,
ses enfants et petits-enfants,
M^{me} Hilda Gentil,
sa mère,
Bernard, son frère,
Amick et leurs enfants,
Et toute la famille,
ont le deuil de faire part du décès du
docteur Claude GENTIL.

survécu le 11 juin, dans sa soixante-
troisième année.

Les obsèques religieuses ont eu lieu
dans l'intimité familiale en l'église
Saint-Pierre de Montrouge, Paris-14^e.

28, rue du Four,
75006 Paris.

— Le président
Et les membres du conseil d'adminis-
tration de l'association David et Jona-
than
font part du décès de leur président et
fondeur

GÉRALD.

Ils invitent à participer à une célébration,
le samedi 24 juin 1989, à 10 heures
en l'église Saint-Merri, 78, rue Saint-
Martin, Paris-4^e, pour rendre grâce de
l'action menée par GÉRALD.

92 bis, rue de Picpus,
75012 Paris.

(Lire page 14.)

CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-95-03

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques : 83 F

Abonnés et actionnaires : ... 73 F

Communicat. diverses : ... 86 F

— Michel Schott,
Nathalie et Boris Kuperman,
ses enfants,
ont le deuil de faire part du décès de

Paul GUYARD-SCHOTT,
le 14 juin 1989.

L'inhumation a eu lieu dans l'inti-
mité, le 16 juin, à Cachan.
2, place Chateaubriand,
94230 Cachan.

— Montpellier.

M^{me} Gisèle Klein,
ses enfants et petits-enfants,
ont l'immense douleur de faire part du
décès de

M^{me} Willy KLEIN,
diplômée HEC,
ex-agente comptable
de la Mutualité Française

survécue le 12 juin 1989, à l'âge de
soixante-quatre ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité familiale.

« L'homme nait poussière et rede-
vient poussière, mais l'acacia restait
des années ».

55, rue des Escarpiers,
34080 Montpellier.

— La famille endeuillée
à la grande tristesse de faire part du
décès de son cher

Amiel NANA,
éminent chirurgien,
professeur à la faculté de médecine
de Cluj (Roumanie).

Ses obsèques ont eu lieu à Cluj, le
mercredi 14 juin.

Un service religieux sera célébré le
dimanche 18 juin 1989, à 12 heures, en
l'église orthodoxe roumaine de Paris.
Pris pour lui.

— M^{me} Bekhtou Talahite,
ses enfants et petits-enfants,
MM. Fouad et Fawzi Hakiki,
M^{me} Khroufa Benkroula,
Et M^{me} veuve Hicreche,
M^{me} et M^{me} Abd-El-Kader Tahlahiti
et leurs enfants,
M^{me} le docteur et M^{me} Allal Louazani,
Toute sa famille ainsi que ses amis,
ont le deuil de faire part du décès de

M^{me} Bekhtou TALAHITE,
directeur de l'Ecole normale supérieure
ENSEP d'Oran,
ancien recteur de l'université d'Oran,

survécue dans sa soixante et unième
année, à Montpellier (hôpital Saint-
Elie).

Les obsèques auront lieu à Mostagan-
em (Algérie).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Remerciements

— Bellegarde-sur-Valserine, Bourg-
en-Bresse, Charolles, Lyon, Paris,
Rennes.

M^{me} Claude Bange,
ses enfants et petits-enfants,
M^{me} Franck Bange,
sa mère,
Et toute leur famille,
très sensibles aux nombreuses marques
de sympathie reçues lors des funérailles
de

M^{me} le docteur Claude BANGE,

et dans l'impossibilité d'y répondre indi-
viduellement, prient toutes les personnes
qui se sont associées à leur peine de bien
vouloir trouver ici l'expression de leur
vive gratitude.

Anniversaires

— Le 17 juin 1988

Nora AISENE,
née Schaldersheim,
nous quitte.

Une affectueuse pensée est demandée
à ceux qui l'ont connue et aimée.

— Il y a quarante-cinq ans,

Henri BLUM,

le 14 juin 1944,

Simone BLUM,

le 17 juin 1944,

étaient déportés en Allemagne et quit-
taient pour toujours leurs enfants, Pierre
Blum et Françoise Blum-Messiahi.

N'oublions jamais.

Messes anniversaires

— Le 22 juillet 1989, ont été célé-
brées sur la place de l'Hôtel de Ville de
Paris, victimes de leur dévouement au
Roi.

Joseph-François Foillon de Doue,
intendant des armées, de la marine et
des finances.

Et son gendre,
Louis-Bénigne Bertier de Sauvigny,
intendant de la généralité de Paris.

Leurs descendants ont voulu marquer
le bicentenaire de deux des premiers
assassins de cette période par une
messe, célébrée le samedi 22 juillet
1989, à 15 h 30, en l'église Saint-
Nicolas-des-Champs, ancienne paroisse
de la famille.

Cette annonce tient lieu d'invitation
pour tous les descendants et amis.

PHILATÉLIE

Quatre personnages de la Révolution

La Poste mettra en vente gé-
nérale, le lundi 26 juin, un bloc de qua-
tre timbres à 2,20 F chacun consa-
cré à M^{me} Roland, Camille
Desmoulins, Condorcet et Keller-
mann. M^{me} Roland est représentée
devant les prisons de l'Abbaye et de
Sainte-Pélagie où elle fut successivement
internée. Camille Desmoulins
est juché sur une table, rappelant
l'épisode du Palais-Royal quand, le
12 juillet 1789, il harangua la foule
parisienne. Derrière Condorcet
apparaissent les Tuileries. Quant à
Kellermann, il lève victorieusement
son sabre, avec, en arrière-plan, le
monna de Valmy.

Les timbres du bloc, au format
vertical 26 x 40 mm, sont dessinés
et gravés par Marie-Noëlle Goffin,
la mise en page du bloc est signée
Alain Roubier, le tout étant imprimé
en taille-douce.

Vente anticipée « éclatée ». Si les
timbres sont vendus sous la forme
d'une série indivisible à 8,80 F, il
existe en revanche cinq oblitérations
« premier jour » différentes : une
pour chacune des figurines (qui ne
peut être appliquée strictement que
sur le timbre correspondant, détaché
ou non du bloc) et une pour le bloc-
feuillelet complet. Ajoutez enfin deux
ventes anticipées avec des cachets
sans mention « premier jour ».



* Vente anticipée « premier jour » à
Paris, oblitération « M^{me} Roland », les
24 et 25 juin au Musée de la poste,
34, boulevard de Valenciennes, 15^e;
le 24 juin, de 8 heures à 12 heures, à Paris-
Louvre RP, 52, rue du Louvre, 1^{er}, et à
Paris-Séguir, 5, avenue de Saxe, 7^e.

Vente anticipée « premier jour » à
Gisors (Aisne), oblitération « Desmou-
lins », les 24 et 25 juin, à la salle des
fêtes de la mairie; le 24 juin, au bureau
de poste.

Vente anticipée « premier jour » à
Strasbourg (Bas-Rhin), oblitération
« Kellermann », les 24 et 25 juin, au
cercle militaire, place Broglie; le
24 juin, à la recette principale de la
poste et à l'Agence.

Vente anticipée, cachet « Condo-
ret », sans mention « premier jour » à
Bourg-la-Reine (Hauts-de-Seine), les
24 et 25 juin, dans le hall d'animation,
47, boulevard Joffre; le 24 juin, au
bureau de poste.

Vente anticipée à Clamart (Hauts-
de-Seine), cachet « Condorcet », sans
mention « premier jour », les 24 et
25 juin, à la salle des fêtes de la mairie,
place Maurice-Gunschbourg; le 24 juin,
au bureau de poste.

Ces deux derniers bureaux tempo-
raires disposeront du cachet « premier
jour » du bloc-feuillelet réservé unique-
ment à l'oblitération du bloc complet.

Marie-Noëlle Goffin, auteur des
timbres, sera présente sur place à Bourg-
la-Reine pour dédicacer le bloc.

Rubrique réalisée par la rédaction
du Monde des philatélistes,
24, rue Chatelet, 75009 Paris.
Tél. : (1) 42-47-99-88.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel
du mercredi 14 juin 1989 :

DES ARRÊTÉS

• Du 23 mai 1989 portant appro-
bation de dispositions complétant le
règlement de sécurité contre les ris-
ques d'incendie et de panique dans
les établissements recevant du public.

• Du 5 juin 1989 relatif aux cen-
tres de lutte contre le cancer.

DES LISTES

• Des élèves de l'Ecole supé-
rieure d'ingénieurs de Marseille
ayant obtenu le diplôme d'ingénieur
de cet établissement en 1987 et
1988.

• Des étudiants ayant obtenu en
1988 le diplôme de l'Institut supé-
rieur technique d'outre-mer.

• Des élèves ayant obtenu le
diplôme de l'Ecole européenne des
affaires en 1988.

Sont publiés au Journal officiel
du jeudi 15 juin :

DES LOIS

• N° 89-377 du 13 juin 1989
relative aux groupements européens
d'intérêt économique et modifiant
l'ordonnance n° 67-821 du 23 sep-
tembre 1967 sur les groupements
d'intérêt économique.

• N° 89-378 du 13 juin 1989 por-
tant diverses dispositions relatives à
l'organisation judiciaire en
Nouvelle-Calédonie.

• N° 89-379 du 13 juin 1989
modifiant l'article 17 de la loi n° 84-
747 du 2 août 1984 relative aux
compétences des régions de Guade-
loupe, de Guyane, de Martinique et
de la Réunion.

DES LISTES

• Des élèves de l'Ecole nationale
supérieure d'arts et métiers ayant
obtenu le diplôme d'ingénieur de cet
établissement en 1987.

• D'admissibilité aux concours
d'admission à l'Ecole navale en
1989.

En filigrane

• New Zealand 1990. — La
nouvelle-Zélande organise une
exposition philatélique mondiale
du 24 août au 2 septembre
1990. Elle sera intitulée New
Zealand 1990. Afin de financer
son organisation, la poste néo-
zélandaise propose une série de
timbres surchargés « specimen »,
la première de l'histoire philaté-
que de ce pays, comprenant six
valeurs, au prix de 12,50 dollars
de Nouvelle-Zélande (New Zea-
land 1990, PO Box 4069 Auc-
kland, Nouvelle-Zélande).

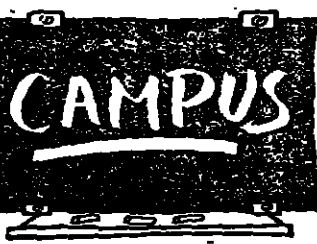
• Bureaux de poste tem-
poraires. — Le samedi 17 juin, de
8 heures à midi, à la recette prin-
cipale des PTT, rue Jeanne-d'Arc
à Rouen (Seine-Maritime), pour
la mise service d'un cachet au
Point-philatélie (souvenir philaté-
lique : Michel Martin, 10, rue
Henri-Breton, 76300 Sorteville-
les-Rouens).

Le mercredi 21 juin, au bureau
de poste de Paris gare de Lyon,
25, boulevard Diderot, Paris 12^e.
Le comité d'entraide des PTT
des ambulants du Sud-Est réalise
un document philatélique com-
portant six oblitérations des
villes étapes : Paris, Lyon, Avi-

gnon, Montpellier, Marseille et
Nice. L'achat de ce document
(170 F) donne le droit de partici-
per à un concours transregio-
nalisé : Entraide Sud-Est PTT,
Philatélie, 87, rue du Charolais,
75571 Paris Cedex 12. Tél. :
(1) 43.41.71.71, poste 3404.

Suite à « la journée du
champion-Château-Anquetin », à
la mémoire du champion cycliste,
qui s'est déroulée le 28 mai, des
souvenirs philatéliques ont été
édités. (Jacques Rault, 97 Quai,
Grande-Rue, 27350 Pont-Saint-
Pierre).

• Histoire de l'aviation. —
Ma Collection propose une his-
toire de l'aviation philatélique ori-
ginale sous la forme de feuillets
21 x 29,7 cm dans lesquels
sont imprimés deux à six timbres
de pays africains, notamment
vendus à l'unité séparément
accompagnés d'une notice docu-
mentaire bilingue. Au pro-
gramme : Biénot, UTA, Aéropos-
tale, Mermoz, Air-France,
Concorde... Le feuillet : 98 F
(renseignements : Ma Collection,
BP 49, 77610 Fontenay-
Trésigny).



Le prix du diplôme

Prenez deux ingénieurs du même âge, exerçant la même fonction,
dans une entreprise de même taille, dans le même secteur d'activité :
si 100 désigne le niveau moyen des salaires des professionnels de ce
type, le premier gagne 116, le second 86. Pourquoi cette différence ?
Simplement parce que le premier est polytechnicien et le second
diplômé d'une école spécialisée moins cotée. Dans la réalité, l'écart ris-
que d'être encore plus grand, le polytechnicien ayant de fortes
chances d'avoir une position hiérarchique plus élevée que son cama-
rade moins titré. L'enquête réalisée par Michel Claude, de l'INSEE, sur
« les salaires et carrières des ingénieurs diplômés » met clairement en
lumière l'influence du diplôme d'origine sur l'évolution des carrières.
Après trente-cinq ans d'ancienneté professionnelle, les X ou les Mines
gagneront près de 600 000 francs annuels, un diplômé de Centrale
Lyon ou de l'Agro moins de 450 000 francs et un ancien d'une école
moins cotée de mécanique, de géologie ou de textile, moins de
350 000 francs.

Trois éléments influent principalement sur l'évolution des car-
rières : l'expérience professionnelle, la position hiérarchique et le
diplôme. Si les deux premiers sont ceux qui ont le plus d'incidence
réelle, le troisième continue d'avoir un effet sensible tout au long de la
carrière et se conjugue généralement avec le deuxième. Ainsi, 60 %
des anciens élèves de l'école des mines d'Als restent de simples
ingénieurs, alors que ce n'est le cas que de 20 % des polytechniciens.

Toutefois, dans la lutte que se livrent au sommet les X et les
Mines, les premiers l'emportent sur le plan de la hiérarchie (ils sont
plus nombreux à être PDG ou directeurs généraux), mais les seconds
se rattrapent sur celui des salaires : ils sont moins souvent dans la
fonction publique, par définition plus mal payés...

F.G.

(Economie et Statistiques, n° 221, mai 1989, 38 F.)

L'image de la Révo-
lution

Le CNRS organise à Paris, du
8 au 12 juillet, un congrès mon-
dial sur « L'image de la Révolution
française ». La séance
d'ouverture de ce congrès, qui
doit faire le bilan des consé-
quences de la Révolution et des
regards qui ont été portés sur
elle, sera présidée par M. Fran-
çois Mitterrand. (Contact : Mar-
tine Hasler ou Jeanine Rens au
47-53-12-07 et 47-53-10-04).

Sociologie des
migrations

Un cours intensif sur la soci-
ologie des migrations se déroulera
du 17 au 29 juillet à l'université
catholique de Louvain-La-Neuve
(Belgique) dans le cadre du pro-

gramme Erasmus. Ce cours est
destiné aux étudiants en
deuxième cycle de sciences
humaines et sociales, ainsi qu'à
des travailleurs sociaux et ensei-
gnants. (Université catholique de
Louvain-La-Neuve, place Montes-
quieu 1 b 21, B 1348 Louvain-la-
Neuve, tél. : 010-47-42-51.

Collège franco-
allemand

Les coordonnées des secré-
taires du collège franco-allemand
pour l'enseignement supérieur,
dont nous avons signalé les ac-
tivités dans « Campus » du 2 juin
ont changé. Secrétariat alle-
mand : Schillerstrasse 11 D-
6500 Mayence. Tél. : 19-49-
6131-23-16-97. Secrétariat
français : Tél. : 88-37-05-10.

Plaisance.

— La Fédération
des industries nautiques édite un
guide à l'attention des propriétaires
des sept cent mille embarcations de
toutes sortes (voiliers, planches à
voile et bateaux à moteur) recensées
en France. Ce guide comprend quel-
ques conseils de navigation et sur-

tout un annuaire d'environ quatre
cents noms et adresses de profes-
sionnels reconnus, classés par
région.

★ Pour obtenir ce guide gratuit,
s'adresser à la Fédération des industries
nautiques, Port de la Bourdonnais,
75007 Paris. Tél. : (1) 45-55-10-49.

Cours de vacances par correspondance
du CP aux Terminales

CUF - H. BORDAS

Cours universitaires de France - Enseignement privé à distance

43, rue Boulard - 75014 PARIS
45.39.37.00

ملکة أمية الأصل

Communication

La télévision par câble et le cinéma

Le gouvernement assouplit les règles de diffusion des films

Paris Première, la chaîne câblée parisienne, vient d'obtenir une dérogation pour diffuser 312 longs métrages par an (rediffusions comprises) au lieu des 192 communément autorisés. Prévu par un décret du 29 septembre 1987 organisant la télévision par câble, cette première dérogation est accordée pour deux ans par les ministères concernés — culture et communication — après consultation d'une commission placée sous l'autorité du Centre national du cinéma (CNC). Elle devrait servir de modèle à des demandes formulées par d'autres réseaux câblés et mettre ainsi un terme aux incertitudes planant sur l'exploitation des chaînes locales.

Le 1^{er} mars dernier, en effet, la commission consultative — composée notamment de représentants des câblo-opérateurs et des différentes branches du cinéma — examinait trois demandes de dérogation : Paris Première, qui réclamait 576 diffusions, Rennes Télévision, qui en demandait 296, et Grenoble TV câble, qui en sollicitait 286. Dans son avis, la commission suggère un système commun à tous : 312 films (dont 192 en première diffusion et 104 aux heures de grande écoute).

La commission suggère que le même mécanisme soit appliqué l'année suivante, mais avec un nombre total de diffusions inférieur : 270. « Par cette dérogation, nous souhaitons soumettre progressivement les chaînes locales par câble à la règle commune », explique aujourd'hui M. Grégoire, du Bureau de liaison des industries cinématographiques (BLIC).

L'entente administrative ? Autres priorités gouvernementales ? L'avis de la commission — qui s'est émis — reste plusieurs mois sans suite et, faute de décision ministérielle, le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) auditionne début mai, en séance plénière, Paris Première. Le CSA attire l'attention de la chaîne sur l'obligation qui lui est faite, en l'absence de nouvelles dispositions de respecter les textes existants. Début juin, son président, Jacques Boutet, comme la chaîne de la plus diffuse de films, son quota étant épuisé. L'imbroglio est alors total, le gouvernement ayant fait savoir par ailleurs qu'il s'apprêtait à suivre l'avis de la commission consultative. Il vient de se dénouer avec la décision

gouvernementale qui pourrait toutefois décevoir, cette fois, les milieux du cinéma. Tout en conservant l'architecture de l'avis qui lui a été transmis, le gouvernement n'en a pas retenu la dérogativité.

Le cas Paris Première réglé, reste celui de RTL-TV, la chaîne de télévision diffusée en Lorraine depuis le Luxembourg, et que le CSA a cessé d'autoriser sur de nouveaux réseaux câblés. Celle-ci, qui programme trois films par jour, est, en effet, loin de respecter la réglementation française. « Depuis quelque temps, nous constatons que RTL-TV occulte certains longs métrages sur les réseaux câblés où elle est déjà diffusée, dit-on au CSA. Dès que nous avons acquis la certitude qu'elle s'est mise en conformité, nous reconnaitrons à lui délivrer de nouvelles autorisations. »

P.-A.G.

Les négociations autour de Pathé : M. Théret se donne quinze jours pour boucler un tour de table

Dans un entretien accordé au Figaro, M. Max Théret, président de MTL, affirme que d'ici quinze jours de nouveaux actionnaires français auront fait leur entrée au capital de sa société, actuel propriétaire du groupe Pathé. Considérant que l'annulation de la vente de Pathé par le gouvernement « ne tient pas debout », M. Théret dit négocier avec « quatre entrepreneurs français, des professionnels du cinéma et une association des indépendants regroupant près de 400 salles ».

Les propriétaires semblent tenir un double discours, tactique classique des négociations. Pendant que M. Gian-Carlo Parretti poursuit ses discussions avec Havas et la Compagnie financière de Suez, M. Théret pousse en avant une solution alternative susceptible de faire monter les enchères.

Pour faire face à des difficultés financières Saatchi and Saatchi pourrait vendre sa branche conseil

Le premier groupe publicitaire mondial, Saatchi and Saatchi, vient d'annoncer qu'il avait chargé la banque américaine Blackstone-Group de l'évaluation de sa branche conseil en management. Cette décision est due aux difficultés financières auxquelles le groupe publicitaire britannique doit faire face cette année. Son bénéfice net pour le premier semestre s'établit en effet à 38,2 millions de livres (220 millions de francs) contre 63,1 millions (692 millions de francs) pour la même période en 1988.

Cette baisse de 68 %, la première depuis la création de l'agence en 1970 (le Monde du 31 mars), a incité les deux dirigeants du groupe, Charles et Maurice Saatchi, à envisager deux solutions : la séparation de la branche conseil du groupe publicitaire et son introduction en Bourse ou la vente pure et simple. Estimée à trois milliards de francs, la branche conseil de Saatchi and Saatchi inclut plusieurs candidats : M. Robert Maxwell, mais aussi des cabinets de conseil comme Arthur Andersen, Peat Marwick, Marshall McLennan, Alexander

Proudfoot ainsi que la société de courtage Merrill Lynch.

Quelle que soit la solution choisie, celle-ci correspond à un échec de la diversification engagée en 1984 par les frères Saatchi. Après avoir dû licencier 500 salariés sur 16 000 depuis l'année dernière, le premier groupe mondial publicitaire est aujourd'hui contraint de reculer sur le front du conseil afin de redonner du souffle à ses activités de communication (publicité, promotion, relations publiques, etc.).

Y.-M. L.

La reprise des radios en difficulté

La justice et le CSA ne sont pas sur la même longueur d'onde

Le personnel de Radio-Septentrion, un petit réseau de stations du Nord actuellement en redressement judiciaire, occupe depuis le 10 juin ses studios pour protester contre la décision de la justice de saisir le réseau national RFM et contre l'absence de concertation entre le tribunal de commerce et le Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Dans un jugement rendu le 29 mai dernier, le tribunal de commerce de Cambrai a, en effet, autorisé un plan de cession des actifs de Radio-Septentrion, mise en redressement judiciaire en janvier dernier, au profit de RFM, choisie parmi d'autres candidats à la reprise. L'opération ne pourra cependant se réaliser qu'après le feu vert du CSA, lequel affirme que légalement « les fréquences ne sont pas cessibles ». Un arbitrage devra donc avoir lieu,

attendu à la fois par les salariés de la radio et par le PDG de RFM, M. Andrew Manderstam, selon lequel, « il serait dommage que seize personnes se retrouvent au chômage parce que l'on n'arrive pas à trouver un compromis ».

L'exemple de Septentrion met en lumière un problème fréquemment posé par des décisions de tribunaux de commerce amenés à statuer sur le sort de radios en état de faillite et à se substituer au CSA placé, en quelque sorte, devant le fait accompli. La mobilisation des députés de bilan en province va obliger le Conseil supérieur à adopter d'urgence une position de principe que la CNCL, confrontée en 1987 à la décision du tribunal de commerce de Paris d'autoriser la reprise de FUN par le réseau du groupe Hersant, n'avait su résoudre.

LE WEEK-END D'UN CHINEUR

Nouveaux Drouot. — Samedi 17 juin 14 heures : tableaux et sculptures modernes ; dimanche 18 juin 11 heures : 14 h 30 : tableaux modernes, tableaux contemporains.

Drouot Montparnasse. — Samedi 17 juin 19 h 30 : tableaux modernes.

ILE-DE-FRANCE

Samedi 17 juin. — Argenteuil 14 heures : timbres ; Beaulieu 14 h 15 : argenterie mobilière ; Carheil 14 heures : orfèvrerie bijoux ; Coulommiers 14 heures : cartes postales ; Fontainebleau 14 h 30 : livres.

Dimanche 18 juin. — Châtillon 14 heures : postes de TSP ; L'Isle-Adam 14 h 30 : 14G 30 : jouets, jeux ; La Verrière-Saint-Hippolyte 14 h 15 : grande table ; Pontoise 14 h 15 : tableaux, mobilier ; Rambouillet : 10 heures et 14 heures : vins ; Saint-Germain-Laye 14 heures : mobilier, tableaux ; Versailles, Chevre-Légers : 14 heures : archéologie, art d'Asie.

PLUS LOIN

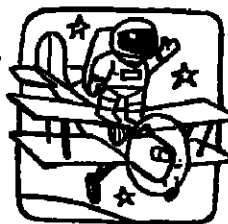
Samedi 17 juin. — Auch 14 h 30 : cartes postales ; Bourges 14 heures : tableaux, mobilier ; Cesson 14 h 30 : jouets, poupées ; Gien 14 heures : dentelles, mobilier ; Lorient 14 h 30 : céramiques, mobiliers ; Lyon (avenue Sidoine-Apollinaire), 10 heures et 14 h 30 : tableaux anciens et modernes ; Mantes-la-Jolie, 10 heures et 14 heures :

mobilier, linage ; Marseille Cathédrale, 14 heures : livres ; Toulon, 15 heures : monnaies, livres ; Toulon 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Villeneuve-sur-Seine, 15 heures : argenterie mobilière.

Dimanche 18 juin. — Belfort 14 heures : Extrême-Orient, mobilier ; Bernay (Eure), 14 heures : mobilier, tableaux (édifice Thiers) ; Besançon, 14 heures : mobilier, argenterie ; Béthune, 14 h 30 : grande vins ; Béziers, 14 heures : objets d'art, mobilier ; Châteauneuf-sur-Loire, 14 heures : tableaux, mobilier ; Conzervelle, 14 heures : armes ; Evreux, 14 h 15 : tableaux, bijoux ; Meaux, 14 heures : tableaux, mobilier ; La Flèche, 14 heures : mobilier ; Liancourt-Villers, Grand-Courbe : mobilier, tableaux ; Les Andelys, 14 h 30 : peintures contemporaines ; Mâcon, 14 h 30 : vins ; Mantes-la-Jolie, 10 heures et 14 h 30 : photographies, mobilier ; Ellem, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Roubaix, art nouveau, art Rico ; Rouen, 14 heures : tableaux, mobilier ; Saint-Omer, 14 h 30 : objets, mobilier ; Toulon, 14 h 30 : Falcous ; Villy-le-François, 14 heures : faïences révolutionnaires, mobilier.

LES FOIRES ET SALONS

Saint-Nazaire et Trézel, Les Gots (Haute-Savoie), Vieux-Lyon, Barthelme, Montargis (dimanche seulement), Lorient (samedi seulement), Metz, états seulement.



Aéronautique

Le 38^e Salon du Bourget

Le marché de l'aviation générale a retrouvé la santé après des années de vaches maigres

Il n'y a pas que l'aviation de ligne — la grande — à se porter mieux. L'aviation générale, l'aviation d'affaires, l'aviation d'été retrouvent eux aussi le sourire après des années de vaches très maigres. Les utilisateurs et les fabricants de « coucou » monomoteurs ou de petits biplaceurs, de Robin de Beechcraft, de Cessna ou de Falcon, retrouvent des raisons d'espérer depuis que la conjoncture s'est redressée au beau lieu en Amérique qui représente à elle seule les trois quarts du marché mondial avec une flotte de 230 000 avions contre 20 000 en Europe et 6 000 en France.

La maladie a été sévère. Elle s'est déclarée vers 1979 sous l'effet d'une énorme surproduction. On a déstocké, cette année-là, dans le monde, 18 000 livraisons de « petits » avions. C'est à ce moment qu'est survenu le deuxième choc pétrolier qui a renchérit le prix des carburants et obligé entreprises et particuliers à réviser leur projet d'achat. La production mondiale est tombée, en 1988, à 1 200 appareils. Le haut de gamme lui-même : le jet d'affaires (4-15 places), n'a pas échappé à cette débâcle puisque sa production annuelle est revenue de 500 avions en 1981 à moins de 200 l'an dernier.

« Le Massachusetts Institute of Technology a élaboré un modèle mathématique qui met en lumière

Fête aérienne

Resté ouvert aux professionnels depuis une semaine, le 38^e Salon international de l'aéronautique et de l'espace, au Bourget, accueillera le public le samedi 17 et le dimanche 18 juin.

Le premier ministre, M. Michel Rocard, président, samedi, le gouverneur officiel qui est offert aux délégations étrangères et au cours duquel il prononcera une allocution d'une demi-heure. Une fête aérienne, dimanche, marquera la fin de l'exposition.

ce phénomène de saturation, affirme M. Alain Aubry, directeur commercial de Socata, filiale d'Air France, qui fabrique des avions légers. Nous avons vécu en vingt ans deux grands cycles qui ont été amplifiés aux États-Unis par la fiscalité, le prix du carburant et le niveau des crédits. »

Ce fut l'hécatombe chez les constructeurs. Gulfstream a été racheté par Chrysler, Cessna par General Dynamics, Beechcraft par Raytheon, Canadair par Bombardier. Piper a changé quatre fois de mains et Mooney, deux fois avant de revenir au groupe français Buralair qui dirige M. Alexandre Couvrière. Cessna et Beechcraft abandonnent peu à peu le moteur à piston. En France, Robit, Socata, Mooney Aviation notamment ont refait surface après des pertes sévères ayant nécessité des secours extérieurs.

La reprise

La fédération nationale aéronautique (FNA) note une franche reprise. « Nos cinq cent trente-quatre clubs ont effectué 6 500 heures de vol de plus en 1988 », note Gérard Tromé, son président. « Tous les clubs refont du monde. La « boutique du pilote » de Toussus-le-Noble a vu son activité progresser de 62 % d'avril 1988 à avril 1989. La bonne conjoncture économique pousse les entreprises et les clubs à se tourner vers les avions d'affaires qui permettent d'éviter la foule des avions de ligne

et de se rendre où l'on veut et à l'heure de son choix. »

« En 1988, l'utilisation des avions a retrouvé, avec 350 heures par an, son niveau de 1973 », note M. Bernard Latreille, responsable des avions civils chez Dassault. « En 1988, Socata a fabriqué 70 avions et vidé ses stocks d'inventaire. » En 1989, il prévoit de produire 120 avions. Chez Mooney, le chiffre d'affaires de la compagnie d'affaires du groupe Bolloré, on estime que, depuis trois ans, le trafic explose littéralement et atteint un taux de croissance annuel de 20 %.

Ces vents favorables poussent les différents acteurs de la « petite » aviation à fournir des arguments pour attirer au maximum de clients potentiels. Chez Socata, on vise délibérément le milieu de gamme, les monomoteurs pressurisés de six ou sept places. « Le monomoteur est parfaitement sûr », explique M. Aubry. Ce n'est pas le pilote qui tombe en panne, mais les accessoires, les circuits, les pompes. Nous les doublons systématiquement. » Socata s'est allié avec Mooney (groupe Buralair) pour concevoir, en complément de ses quatre modèles en catalogue, une nouvelle machine : le TB500, capable d'emporter sur 3 000 km à 550 km/h, de six à huit personnes avec un seul moteur. La première livraison interviendra fin 1990. La cadence de production sera fixée, dans un premier temps, à trente avions.

Chez Dassault, où l'on se plaît à rappeler que, depuis 1960, l'entreprise a construit plus de 10 000 avions, dont 93 % à l'exportation, on ne compte d'abandonner le bas de gamme, le Falcon 10. « Nous n'y dégageons pas de marge suffisante », explique M. Latreille. Des appareils comme Cessna Citation 2 y sont bien implantés. De plus, c'est le créneau le plus sensible aux crises. Les commandes de bataille de Dassault resteront les Falcon 50 et 900, et, pour remplacer les séries 20 et 200, M. Serge Dassault vient d'annoncer le lancement d'un Falcon FX, biplaceur de six à huit places, capable de parcourir 5 500 km à mach 0,8. Entrée en service vers 1995.

Capables de localiser les véhicules terrestres

Deux satellites seront lancés en 1992 pour faciliter la circulation européenne

Créée en décembre 1988 sous l'égide du Centre national d'études spatiales (CNES), la société européenne Locstar vient de franchir une étape importante de son développement en annonçant, au Salon du Bourget, la construction de deux satellites permettant de repérer les véhicules terrestres et de dialoguer avec eux. La réalisation de ce programme a été confiée à un consortium européen mené par la société française Matra, dont le président, M. Jean-Luc Lagardère, a signé jeudi 15 juin un contrat de près de 1 milliard de francs avec M. Frédéric d'Allest, président-directeur général d'Arianespace et directeur de Locstar.

Lancés en 1992 et dotés d'une durée de vie de deux ans minimum, les deux satellites permettront de localiser instantanément, à cent mètres près, tout véhicule routier ou bateau circulant en Europe. Un message d'une centaine de mots — avec accusé de réception — pourra alors être envoyé au véhicule ou aux passagers. Selon les besoins, le message pourra être transmis à une base de données ou à un centre de commandement.

« Les deux satellites permettront de localiser instantanément, à cent mètres près, tout véhicule routier ou bateau circulant en Europe. Un message d'une centaine de mots — avec accusé de réception — pourra alors être envoyé au véhicule ou aux passagers. Selon les besoins, le message pourra être transmis à une base de données ou à un centre de commandement. »

« Les deux satellites permettront de localiser instantanément, à cent mètres près, tout véhicule routier ou bateau circulant en Europe. Un message d'une centaine de mots — avec accusé de réception — pourra alors être envoyé au véhicule ou aux passagers. Selon les besoins, le message pourra être transmis à une base de données ou à un centre de commandement. »

« Les deux satellites permettront de localiser instantanément, à cent mètres près, tout véhicule routier ou bateau circulant en Europe. Un message d'une centaine de mots — avec accusé de réception — pourra alors être envoyé au véhicule ou aux passagers. Selon les besoins, le message pourra être transmis à une base de données ou à un centre de commandement. »

« Les deux satellites permettront de localiser instantanément, à cent mètres près, tout véhicule routier ou bateau circulant en Europe. Un message d'une centaine de mots — avec accusé de réception — pourra alors être envoyé au véhicule ou aux passagers. Selon les besoins, le message pourra être transmis à une base de données ou à un centre de commandement. »

« Les deux satellites permettront de localiser instantanément, à cent mètres près, tout véhicule routier ou bateau circulant en Europe. Un message d'une centaine de mots — avec accusé de réception — pourra alors être envoyé au véhicule ou aux passagers. Selon les besoins, le message pourra être transmis à une base de données ou à un centre de commandement. »

« Les deux satellites permettront de localiser instantanément, à cent mètres près, tout véhicule routier ou bateau circulant en Europe. Un message d'une centaine de mots — avec accusé de réception — pourra alors être envoyé au véhicule ou aux passagers. Selon les besoins, le message pourra être transmis à une base de données ou à un centre de commandement. »

« Les deux satellites permettront de localiser instantanément, à cent mètres près, tout véhicule routier ou bateau circulant en Europe. Un message d'une centaine de mots — avec accusé de réception — pourra alors être envoyé au véhicule ou aux passagers. Selon les besoins, le message pourra être transmis à une base de données ou à un centre de commandement. »

« Les deux satellites permettront de localiser instantanément, à cent mètres près, tout véhicule routier ou bateau circulant en Europe. Un message d'une centaine de mots — avec accusé de réception — pourra alors être envoyé au véhicule ou aux passagers. Selon les besoins, le message pourra être transmis à une base de données ou à un centre de commandement. »

« Les deux satellites permettront de localiser instantanément, à cent mètres près, tout véhicule routier ou bateau circulant en Europe. Un message d'une centaine de mots — avec accusé de réception — pourra alors être envoyé au véhicule ou aux passagers. Selon les besoins, le message pourra être transmis à une base de données ou à un centre de commandement. »

« Les deux satellites permettront de localiser instantanément, à cent mètres près, tout véhicule routier ou bateau circulant en Europe. Un message d'une centaine de mots — avec accusé de réception — pourra alors être envoyé au véhicule ou aux passagers. Selon les besoins, le message pourra être transmis à une base de données ou à un centre de commandement. »

« Les deux satellites permettront de localiser instantanément, à cent mètres près, tout véhicule routier ou bateau circulant en Europe. Un message d'une centaine de mots — avec accusé de réception — pourra alors être envoyé au véhicule ou aux passagers. Selon les besoins, le message pourra être transmis à une base de données ou à un centre de commandement. »

« Les deux satellites permettront de localiser instantanément, à cent mètres près, tout véhicule routier ou bateau circulant en Europe. Un message d'une centaine de mots — avec accusé de réception — pourra alors être envoyé au véhicule ou aux passagers. Selon les besoins, le message pourra être transmis à une base de données ou à un centre de commandement. »

« Les deux satellites permettront de localiser instantanément, à cent mètres près, tout véhicule routier ou bateau circulant en Europe. Un message d'une centaine de mots — avec accusé de réception — pourra alors être envoyé au véhicule ou aux passagers. Selon les besoins, le message pourra être transmis à une base de données ou à un centre de commandement. »

« Les deux satellites permettront de localiser instantanément, à cent mètres près, tout véhicule routier ou bateau circulant en Europe. Un message d'une centaine de mots — avec accusé de réception — pourra alors être envoyé au véhicule ou aux passagers. Selon les besoins, le message pourra être transmis à une base de données ou à un centre de commandement. »

« Les deux satellites permettront de localiser instantanément, à cent mètres près, tout véhicule routier ou bateau circulant en Europe. Un message d'une centaine de mots — avec accusé de réception — pourra alors être envoyé au véhicule ou aux passagers. Selon les besoins, le message pourra être transmis à une base de données ou à un centre de commandement. »

« Les deux satellites permettront de localiser instantanément, à cent mètres près, tout véhicule routier ou bateau circulant en Europe. Un message d'une centaine de mots — avec accusé de réception — pourra alors être envoyé au véhicule ou aux passagers. Selon les besoins, le message pourra être transmis à une base de données ou à un centre de commandement. »

« Les deux satellites permettront de localiser instantanément, à cent mètres près, tout véhicule routier ou bateau circulant en Europe. Un message d'une centaine de mots — avec accusé de réception — pourra alors être envoyé au véhicule ou aux passagers. Selon les besoins, le message pourra être transmis à une base de données ou à un centre de commandement. »

« Les deux satellites permettront de localiser instantanément, à cent mètres près, tout véhicule routier ou bateau circulant en Europe. Un message d'une centaine de mots — avec accusé de réception — pourra alors être envoyé au véhicule ou aux passagers. Selon les besoins, le message pourra être transmis à une base de données ou à un centre de commandement. »

« Les deux satellites permettront de localiser instantanément, à cent mètres près, tout véhicule routier ou bateau circulant en Europe. Un message d'une centaine de mots — avec accusé de réception — pourra alors être envoyé au véhicule ou aux passagers. Selon les besoins, le message pourra être transmis à une base de données ou à un centre de commandement. »

« Les deux satellites permettront de localiser instantanément, à cent mètres près, tout véhicule routier ou bateau circulant en Europe. Un message d'une centaine de mots — avec accusé de réception — pourra alors être envoyé au véhicule ou aux passagers. Selon les besoins, le message pourra être transmis à une base de données ou à un centre de commandement. »

« Les deux satellites permettront de localiser instantanément, à cent mètres près, tout véhicule routier ou bateau circulant en Europe. Un message d'une centaine de mots — avec accusé de réception — pourra alors être envoyé au véhicule ou aux passagers. Selon les besoins, le message pourra être transmis à une base de données ou à un centre de commandement. »

« Les deux satellites permettront de localiser instantanément, à cent mètres près, tout véhicule routier ou bateau circulant en Europe. Un message d'une centaine de mots — avec accusé de réception — pourra alors être envoyé au véhicule ou aux passagers. Selon les besoins, le message pourra être transmis à une base de données ou à un centre de commandement. »

« Les deux satellites permettront de localiser instantanément, à cent mètres près, tout véhicule routier ou bateau circulant en Europe. Un message d'une centaine de mots — avec accusé de réception — pourra alors être envoyé au véhicule ou aux passagers. Selon les besoins, le message pourra être transmis à une base de données ou à un centre de commandement. »

« Les deux satellites permettront de localiser instantanément, à cent mètres près, tout véhicule routier ou bateau circulant en Europe. Un message d'une centaine de mots — avec accusé de réception — pourra alors être envoyé au véhicule ou aux passagers. Selon les besoins, le message pourra être transmis à une base de données ou à un centre de commandement. »

« Les deux satellites permettront de localiser instantanément, à cent mètres près, tout véhicule routier ou bateau circulant en Europe. Un message d'une centaine de mots — avec accusé de réception — pourra alors être envoyé au véhicule ou aux passagers. Selon les besoins, le message pourra être transmis à une base de données ou à un centre de commandement. »

« Les deux satellites permettront de localiser instantanément, à cent mètres près, tout véhicule routier ou bateau circulant en Europe. Un message d'une centaine de mots — avec accusé de réception — pourra alors être envoyé au véhicule ou aux passagers. Selon les besoins, le message pourra être transmis à une base de données ou à un centre de commandement. »

« Les deux satellites permettront de localiser instantanément, à cent mètres près, tout véhicule routier ou bateau circulant en Europe. Un message d'une centaine de mots — avec accusé de réception — pourra alors être envoyé au véhicule ou aux passagers. Selon les besoins, le message pourra être transmis à une base de données ou à un centre de commandement. »

« Les deux satellites permettront de localiser instantanément, à cent mètres près, tout véhicule routier ou bateau circulant en Europe. Un message d'une centaine de mots — avec accusé de réception — pourra alors être envoyé au véhicule ou aux passagers. Selon les besoins, le message pourra être transmis à une base de données ou à un centre de commandement. »

« Les deux satellites permettront de localiser instantanément, à cent mètres près, tout véhicule routier ou bateau circulant en Europe. Un message d'une centaine de mots — avec accusé de réception — pourra alors être envoyé au véhicule ou aux passagers. Selon les besoins, le message pourra être transmis à une base de données ou à un centre de commandement. »

« Les deux satellites permettront de localiser instantanément, à cent mètres près, tout véhicule routier ou bateau circulant en Europe. Un message d'une centaine de mots — avec accusé de réception — pourra alors être envoyé au véhicule ou aux passagers. Selon les besoins, le message pourra être transmis à une base de données ou à un centre de commandement. »

« Les deux satellites permettront de localiser instantanément, à cent mètres près, tout véhicule routier ou bateau circulant en Europe. Un message d'une centaine de mots — avec accusé de réception — pourra alors être envoyé au véhicule ou aux passagers. Selon les besoins, le message pourra être transmis à une base de données ou à un centre de commandement. »

« Les deux satellites permettront de localiser instantanément, à cent mètres près, tout véhicule routier ou bateau circulant en Europe. Un message d'une centaine de mots — avec accusé de réception — pourra alors être envoyé au véhicule ou aux passagers. Selon les besoins, le message pourra être transmis à une base de données ou à un centre de commandement. »

« Les deux satellites permettront de localiser instantanément, à cent mètres près, tout véhicule routier ou bateau circulant en Europe. Un message d'une centaine de mots — avec accusé de réception — pourra alors être envoyé au véhicule ou aux passagers. Selon les besoins, le message pourra être transmis à une base de données ou à un centre de commandement. »

« Les deux satellites permettront de localiser instantanément, à cent mètres près, tout véhicule routier ou bateau circulant en Europe. Un message d'une centaine de mots — avec accusé de réception — pourra alors être envoyé au véhicule ou aux passagers. Selon les besoins, le message pourra être transmis à une base de données ou à un centre de commandement. »

« Les deux satellites permettront de localiser instantanément, à cent mètres près, tout véhicule routier ou bateau circulant en Europe. Un message d'une centaine de mots — avec accusé de réception — pourra alors être envoyé au véhicule ou aux passagers. Selon les besoins, le message pourra être transmis à une base de données ou à un centre de commandement. »

« Les deux satellites permettront de localiser instantanément, à cent mètres près, tout véhicule routier ou bateau circulant en Europe. Un message d'une centaine de mots — avec accusé de réception — pourra alors être envoyé au véhicule ou aux passagers. Selon les besoins, le message pourra être transmis à une base de données ou à un centre de commandement. »

« Les deux satellites permettront de localiser instantanément, à cent mètres près, tout véhicule routier ou bateau circulant en Europe. Un message d'une centaine de mots — avec accusé de réception — pourra alors être envoyé au véhicule ou aux passagers. Selon les besoins, le message pourra être transmis à une base de données ou à un centre de commandement. »

« Les deux satellites permettront de localiser instantanément, à cent mètres près, tout véhicule routier ou bateau circulant en Europe. Un message d'une centaine de mots — avec accusé de réception — pourra alors être envoyé au véhicule ou aux passagers. Selon les besoins, le message pourra être transmis à une base de données ou à un centre de commandement. »

« Les deux satellites permettront de localiser instantanément, à cent mètres près, tout véhicule routier ou bateau circulant en Europe. Un message d'une centaine de mots — avec accusé de réception — pourra alors être envoyé au véhicule ou aux passagers. Selon les besoins, le message pourra être transmis à une base de données ou à un centre de commandement. »

« Les deux satellites permettront de localiser instantanément, à cent mètres près, tout véhicule routier ou bateau circulant en Europe. Un message d'une centaine de mots — avec accusé de réception — pourra alors être envoyé au véhicule ou aux passagers. Selon les besoins, le message pourra être transmis à une base de données ou à un centre de commandement. »

« Les deux satellites permettront de localiser instantanément, à cent mètres près, tout véhicule routier ou bateau circulant en Europe. Un message d'une centaine de mots — avec accusé de réception — pourra alors être envoyé au véhicule ou aux passagers. Selon les besoins, le message pourra être transmis à une base de données ou à un centre de commandement. »

« Les deux satellites permettront de localiser instantanément, à cent mètres près, tout véhicule routier ou bateau circulant en Europe. Un message d'une centaine de mots — avec accusé de réception — pourra alors être envoyé au véhicule ou aux passagers. Selon les besoins, le message pourra être transmis à une base de données ou à un centre de commandement. »

« Les deux satellites permettront de localiser instantanément, à cent mètres près, tout véhicule routier ou bateau circulant en Europe. Un message d'une centaine de mots — avec accusé de réception — pourra alors être envoyé au véhicule ou aux passagers. Selon les besoins, le message pourra être transmis à une base de données ou à un centre de commandement. »

« Les deux satellites permettront de localiser instantanément, à cent mètres près, tout véhicule routier ou bateau circulant en Europe. Un message d'une centaine de mots — avec accusé de réception — pourra alors être envoyé au véhicule ou aux passagers. Selon les besoins, le message pourra être transmis à une base de données ou à un centre de commandement. »

« Les deux satellites permettront de localiser instantanément, à cent mètres près, tout véhicule routier ou bateau circulant en Europe. Un message d'une centaine de mots — avec accusé de réception — pourra alors être envoyé au véhicule ou aux passagers. Selon les besoins, le message pourra être transmis à une base de données ou à un centre de commandement. »

« Les deux satellites permettront de localiser instantanément, à cent mètres près, tout véhicule routier ou bateau circulant en Europe. Un message d'une centaine de mots — avec accusé de réception — pourra alors être envoyé au véhicule ou aux passagers. Selon les besoins, le message pourra être transmis à une base de données ou à un centre de commandement. »

« Les deux satellites permettront de localiser instantanément, à cent mètres près, tout véhicule routier ou bateau circulant en Europe. Un message d'une centaine de mots — avec accusé de réception — pourra alors être envoyé au véhicule ou aux passagers. Selon les besoins, le message pourra être transmis à une base de données ou à un centre de commandement. »

« Les deux satellites permettront de localiser instantanément, à cent mètres près, tout véhicule routier ou bateau circulant en Europe. Un message d'une centaine de mots — avec accusé de réception — pourra alors être envoyé au véhicule ou aux passagers. Selon les besoins, le message pourra être transmis à une base de données ou à un centre de commandement. »

« Les deux satellites permettront de localiser instantanément, à cent mètres près, tout véhicule routier ou bateau circulant en Europe. Un message d'une centaine de mots — avec accusé de réception — pourra alors être envoyé au véhicule ou aux passagers. Selon les besoins, le message pourra être transmis à une base de données ou à un centre de commandement. »

« Les deux satellites permettront de localiser instantanément, à cent mètres près, tout véhicule routier ou bateau circulant en Europe. Un message d'une centaine de mots — avec accusé de réception — pourra alors être envoyé au véhicule ou aux passagers. Selon les besoins, le message pourra être transmis à une base de données ou à un centre de commandement. »

« Les deux satellites permettront de localiser instantanément, à cent mètres près, tout véhicule routier ou bateau circulant en Europe. Un message d'une centaine de mots — avec accusé de réception — pourra alors être envoyé au véhicule ou aux passagers. Selon les besoins, le message pourra être transmis à une base de données ou à un centre de commandement. »

REPLACES F4387

SHELL N'ATTEND PAS LE 1^{er} JUILLET POUR BAISSER LE PRIX DU SUPER SANS PLOMB



SHELL SUPERPLUS

SUPER SANS PLOMB

Depuis le 15 Juin, 800 stations du réseau Shell proposent Shell Superplus. Grâce à des indices d'octane de 98 (RON) et 88 (MON) Shell Superplus optimise les performances des moteurs.

Sans plomb il assure une meilleure protection de l'environnement. Anticipant la détaxe sur les carburants sans plomb annoncée par le gouvernement pour le 1^{er} Juillet, dans chaque station-service distribuant Shell Superplus, Shell propose dès aujourd'hui Shell Superplus à un

prix de lancement inférieur au prix pratiqué pour le super avec plomb. Shell Superplus est agréé techniquement par la plupart des constructeurs automobiles européens. Devant tant de qualités, le choix d'un supercarburant devient beaucoup plus simple. Que votre voiture soit équipée ou non d'un pot catalytique tapez 3615 Superplus ou demandez le guide d'utilisation dans les stations-service Shell.



مكتبة الأصل

Économie

SOMMAIRE

■ Le déficit commercial des États-Unis est passé de 9,54 milliards de dollars en mars (chiffre révisé) à 8,26 milliards en avril (chiffre provisoire) (lire page 33).

■ La Banque de France compte pouvoir mettre en place son

fichier central des chèques volés à la mi-1990 (lire page 33).

■ Face à la stagnation de son marché, le constructeur français de centrales nucléaires, Framatome, s'engage dans une difficile

politique de diversification (lire ci-dessous).

■ Malgré l'unanimité affichée à l'issue de la réunion de son comité confédéral, jeudi 15 juin, FO reste encore traversée par de profondes divergences (lire page 32).

L'arrêt des programmes nucléaires

Framatome entame sa traversée du désert

Pour Framatome, le constructeur français de centrales nucléaires, la traversée du désert a déjà commencé. Remarquablement stables jusqu'à l'an dernier, les résultats nets du groupe devraient chuter d'un tiers (31 %) cette année, tombant de 1,065 milliard à 732 millions de francs, tandis que sa marge d'auto-financement baissera de 15 %, de 2,3 milliards à 1,9 milliard de francs, cela en dépit d'une progression de 30 % du chiffre d'affaires (19,6 milliards de francs).

Ce recul des bénéfices traduit d'abord le ralentissement du programme d'équipement nucléaire en France et à l'étranger, a expliqué, jeudi 15 juin, M. Jean-Claude Lévy, président du groupe, en présentant ces résultats. En 1988, Framatome a facturé quatre tranches nucléaires « classiques » (dont trois en France et une à l'étranger). En 1989, il ne livrera que deux réacteurs PWR (un en France, un à l'étranger), auxquels s'ajoutera la facturation du suréquipement Superphénix. Une mauvaise affaire pour la société qui, compte tenu des délais supplémentaires nécessaires pour mettre au point ce prototype, des dérives de coûts et des « pépins techniques » subis lors de la mise en route (défaillance du barillet, notamment), ne réalise aucun bénéfice sur ce

gigantesque chantier. « Superphénix va réduire notre résultat et nos capacités d'auto-financement », a reconnu M. Lévy, estimant que la société s'en était tirée « au mieux mal » puisqu'elle avait réussi « à ne pas perdre d'argent ».

Coûteuses diversifications

Outre le ralentissement des activités nucléaires, qui représentent encore 59 % du chiffre d'affaires et devraient, après 1994, compter pour moins de la moitié du plan de charge, les résultats de Framatome souffrent également de la faible rentabilité des activités de diversification, comme la conception, l'infomatique ou la mécanique. Développées depuis peu par le groupe pour prendre le relais du nucléaire, elles nécessitent encore de nombreux efforts avant d'atteindre un niveau de rentabilité comparable à celui des métiers traditionnels de Framatome. Barny et Sourian, rachetées par le groupe l'an dernier, rencontraient des difficultés, a reconnu M. Lévy, « c'est pourquoi nous avons pu les acquérir relativement bon marché », mais cela suppose maintenant un important effort d'investissement et de rationalisation.

tion afin de « redynamiser » les sociétés et de faire jouer l'effet de synergie.

Tout en restant confiant dans les résultats à terme de l'effort de diversification de son groupe, seule stratégie possible pour assurer sa survie — « on ne fait pas vivre une société dans le déclin », a-t-il dit, expliquant la stratégie d'alliances menées avec divers partenaires étrangers.

Indispensables alliances

A l'accord conclu récemment avec l'allemand Siemens pour vendre en commun des centrales à l'exportation, devrait succéder, avant les vacances d'été, un tout de suite après, une autre alliance avec l'américain Babcock, négociée depuis longtemps et retardée en raison de la complexité de la législation américaine. Cette alliance couvrirait, a précisé M. Lévy, deux domaines : d'une part, les services et la maintenance nucléaire, où Framatome serait associé à 50-50 avec le groupe américain et, d'autre part, la construction de nouveaux réac-

teurs, où c'est la société commune constituée par Framatome et Siemens, Nuclear Power International (NPI), qui s'associerait avec Babcock.

Ce regroupement franco-germano-américain serait capable de faire face, à terme, aux piles américano-japonaises qui tendent à se constituer actuellement : l'un regroupant, dans la technique des centrales à eau pressurisée, Westinghouse, Mitsubishi ainsi que le sud-coréen Brown Boveri (ABB), et l'autre, dans le domaine des réacteurs à eau bouillante, rassemblant General Electric, Toshiba et Hitachi.

Pour l'instant, toutefois, les perspectives du marché international restent faibles, les seuls contrats en discussion pour la fourniture de centrales nucléaires étant limités à la Chine, l'Inde et, à plus long terme, l'URSS. « Le nucléaire est en déclin, en France, en Europe et dans le monde, a expliqué M. Lévy, il va falloir attendre au moins cinq ans, peut-être dix. Se plaindre ne sert à rien (...). Il faut développer de nouvelles activités. C'est un pari considérable, qui doit être fait par les gens de mon âge ».

V. M.

BILLET

« Maîtrisez l'énergie »... disent-ils

Bienfait de la vague écologiste : la « chasse aux gaspils », cubée depuis trois ans, devient un nouvel enjeu politique. Le choc pétrolier de 1986 et le trop-plein d'électricité nucléaire avaient eu raison de l'ambitieuse politique de maîtrise de l'énergie lancée en 1981 par le pouvoir socialiste. Villendée, étatisée, privée de moyens, l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME) avait, certes, mais dans quel état ! Le programme est fini. La maîtrise de l'énergie, chassée par le porte, revient par la fenêtre au nom de la défense de l'environnement. En vertu du principe selon lequel « l'énergie la moins polluante est encore celle qu'on ne consomme pas... », l'idée a germé à l'Assemblée nationale, sous le gouvernement de la gauche plurielle, de la fin de l'année dernière. Michel Rocard, le premier, sentant le vent tourner, confiait alors à son ami et allié politique Pierre Bérès, député socialiste de la Gironde, une mission parlementaire sur le sujet, afin de juger l'action des pouvoirs publics et de formuler des propositions.

Le rapport de mission, aujourd'hui terminé, devait être remis vendredi 16 juin au premier ministre. Il recommande, entre autres, la création d'un niveau politique élevé d'une mission interministérielle dépendant de Matignon, chargée de concevoir, de superviser, et de « vendre » à l'opinion une nouvelle politique de maîtrise de l'énergie et d'environnement. Sera-t-il suivi ? On n'est pas sûr.

Entre-temps en effet d'autres hommes politiques, et non des moindres, ont découvert les vertus de la maîtrise de l'énergie, si bien que cette « relance », désormais justifiée, risque de

dégénérer en foire d'empoigne, chacun cherchant à récupérer le premier bénéfice de l'opération, via le vote de l'opinion. Primum inter pares, le président de la République lui-même s'est pris d'intérêt pour le sujet depuis qu'on lui a expliqué que d'écarter la France un excellent moyen de contourner l'offensive allemande, notamment dans le secteur automobile. Si les voitures made in France ne brillent ni par la puissance ni par l'écologie, elles ont en revanche un avantage majeur sur leurs concurrentes allemandes : plus petites, elles consomment, en moyenne, infiniment moins de carburant.

Outre l'énergie, les responsables dont l'électorat naturel est touché par la question se sont depuis peu jetés dans la bataille. Brice Lalonde, secrétaire d'État à l'environnement, et Hugues Bouchaud, responsable français de l'Entente européenne de l'environnement. Cela sans compter le PS, lui aussi intéressé, ni le corps des mines, de plus en plus menacé, qui craint qu'on ne lui retire de nouvelles prérogatives, sous son ministre de tutelle, M. Roger Fauroux. Ce dernier, annonçant, il y a quelques semaines, au conseil des ministres une relance de la politique de maîtrise de l'énergie, sans associer ces discours à des mesures concrètes et sans attendre les conclusions de la mission demandée par le premier ministre.

« Une vraie pagaille », assure-t-il, mais dont chaque finiste de l'énergie elle-même, réduisant son discours à une vraie relance suppose avant tout l'adoption de mesures concrètes. VÉRONIQUE MAURUS.

La Thermos dans l'escarcelle japonaise

Thermos, la célèbre bouteille isolante américaine, rejoint le panier de pique-nique japonais. Thermos Co., qui fabrique en Illinois cet article sans lequel il n'est pas de vrai déjeuner sur l'herbe, va être cédée au groupe Nippon Sanso, l'un des principaux producteurs japonais de gaz industriels.

Household International, la société holding qui coiffe Thermos, n'hésite pas à se séparer de ce symbole de l'américain

way of life au nom d'un recentrage sur des activités plus financières, comme ses dirigeants l'ont annoncé, jeudi 15 juin. Nippon Sanso hérite ainsi d'une société qui a diversifié ses productions en s'orientant vers la fabrication des barbecues ou des lunch-box (boîtes servant à mettre les repas). Employant 1.900 salariés, Thermos a réalisé l'année dernière un chiffre d'affaires de 194 millions de dollars (soit environ 1,3 milliard de francs).

■ **YUGOSLAVIE** : moratoire nucléaire. — Le Parlement yougoslave a approuvé, jeudi 15 juin, un moratoire nucléaire interdisant d'ici à l'an 2000 la construction de nouveaux réacteurs nucléaires, ainsi que d'installations de traitement du combustible. Seules sont autorisées les recherches scientifiques, notamment celles destinées à résoudre le problème posé par les déchets radioactifs. Cette loi met fin à plusieurs années de débats entre les partisans et les adversaires du nucléaire, au premier rang desquels l'Organisation de la jeunesse yougoslave. La Yougoslavie possède depuis 1985 une centrale PWR de 632 mégawatts.

Alliance germano-britannique dans le tourisme européen

Les grands magasins Karstadt, deuxième voyageur allemand grâce à leur filiale Nur Touristik GmbH, ont pris une participation de 25 % dans la compagnie aérienne régionale NFD, a-t-on appris le 15 juin lors d'une conférence de presse à Essen, en République fédérale.

Nuernberger Flugdienst Luftverkehr AG (NFD) est passé depuis février dans la sphère d'influence de la britannique International Leisure Group (ILG), qui détient 50 % de son capital. ILG, un groupe touristique diversifié, pèse 610 millions de livres (6,3 milliards de francs) de chiffre d'affaires. Ce rapprochement devrait permettre à NUR d'améliorer ses marges sur un marché très concurrentiel — les Allemands de l'Ouest ont dépensé l'an dernier 55 milliards de deutschmarks pour leurs voyages à l'étranger.

Rhône-Poulenc se renforce dans l'agrochimie et les céramiques composites

Rhône-Poulenc vient de signer deux accords, l'un dans le secteur agrochimique où il reprend une partie de l'activité de KenoGard, filiale du suédois Nobel Industrie, l'autre dans les céramiques composites pour s'associer à l'aérospatiale et à l'américain Hercules. Dans le même temps, à Tokyo, la société de rating Nippon Investors Service a décerné au groupe français la notation très favorable de AA+ pour une émission d'obligations prévue pour un montant de 200 millions de dollars (1,34 milliard de francs).

Nobel Industrie cède au groupe qui préside M. Fourton les activités mondiales de traitements de

semences de KenoGard. Sont incluses dans la cession les filiales de distribution situées en Norvège, Suède et Finlande, les usines de fabrication implantées en Autriche et en Italie, ainsi que les matières actives correspondantes. Toutefois, les activités nord-américaines et espagnoles ne sont pas incluses dans cette vente. Au total, le chiffre d'affaires concerné par cette acquisition s'élève à 200 millions de francs. Le deuxième accord annoncé à Bourget, et signé le 14 juin avec l'Aérospatiale et l'américain Hercules, porte sur une coopération dans les céramiques composites.

Siemens et Matsushita créent une filiale commune dans les composants électroniques

Le groupe ouest-allemand Siemens et le japonais Matsushita ont annoncé jeudi 15 juin la création d'une filiale commune dans le domaine des composants électroniques passifs. Sur un marché électronique en voie de rationalisation, cette nouvelle alliance, selon M. Karlheinz Kaske, président du directoire de Siemens, permettra à la firme allemande d'« augmenter ses volumes et de partager les dépenses de recherche et de développement ».

Siemens-Matsushita Components pourrait entamer ses activités dès octobre, avec un capital d'environ 340 à 500 millions de francs, détenu à 74,9 % par Siemens et à 25,1 % par la firme d'Ozaka. La nouvelle

société emploiera cinq mille personnes. A terme la participation du japonais montera à 50 %.

Le géant ouest-allemand transfère à ce joint-venture l'ensemble de ses activités « composants passifs » (700 millions de chiffre d'affaires soit 2,3 milliards de francs). Cette coopération permet à Matsushita d'augmenter sa gamme de produits, notamment dans le militaire, et de mieux s'implanter en Europe : les cinq usines de Siemens dans ce secteur sont implantées en RFA, Autriche, Espagne et France (Bordeaux). Matsushita a vendu en 1988 pour 3,4 milliards de dollars (21 milliards de francs) de composants passifs.

■ **ECOPLUS** : économies d'énergie dans l'habitat. — L'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME) lance une opération baptisée « Ecoplus », destinée à sensibiliser les consommateurs aux moyens d'améliorer le confort des logements sans augmenter les dépenses d'énergie. Deux organismes professionnels, l'Union nationale de France (UNF) et l'Union nationale artisanale couverture plomberie chauffage de la Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (UNAPC-CAPB) sont associés à cette initiative, pour inciter les vingt et un installateurs de chauffage à adhérer à Ecoplus et à diffuser auprès de leurs clients les documents d'information. L'Association d'études et de consommation de la CFOT (ASSEC-CFOT) souhaite cependant qu'un contrôle soit mis en place par l'AFME, et plaide en faveur de diagnostics thermiques indépendants, en se demandant si on « peut être à la fois conseiller et installateur ».

■ **British Petroleum** abandonne le charbon. — Le groupe British Petroleum a annoncé, jeudi 15 juin, son intention de revendre ses intérêts charbonniers en Europe et de céder sa filiale américaine BP Coal, qui figure parmi les leaders du secteur. BP accède ainsi son recentrage sur les hydrocarbures, après avoir joué la carte de la diversification charbonnière dans les années 70. Le groupe n'entend pas, toutefois, se séparer de ses activités charbonnières en Indonésie, où il se prépare à exploiter, dans le cadre d'une société commune, la nouvelle mine de Sangatta. La cession de BP Coal devrait rapporter à BP 300 à 400 millions de livres (environ 2 à 4 milliards de francs) et lui permettre d'alléger son endettement.

(Publicité)
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFECTURE DE POLICE
DIRECTION DE LA PRÉVENTION ET DE LA PROTECTION CIVILE
Sous-Direction de la Prévention
5^e Bureau
Installations classées pour la protection de l'environnement

AVIS AU PUBLIC

Par arrêté préfectoral du 22 mai 1989, la Société Compagnie de Raffinage et de Distribution TOTAL FRANCE, dont le siège social est 84, rue de Villiers, 92538 Levallois-Perret, a été autorisée à exploiter à Paris-13^e, avenue de la Porte-d'Italie, côté ouest, une station-service en libre-service avec surveillance.

Cette station-service comprend un dépôt de cinq réservoirs de 120 m³ de supercarburant, 50 m³ de carburant auto, 50 m³ de gazol et 20 m³ d'essence sans plomb ainsi que 8 appareils de distribution de liquides inflammables dont 6 doubles, 1 gazol et 1 mélange deux-temps, qui relèvent de la nomenclature des installations classées sous les rubriques 253 B et 261 B et C (A).

L'enquête publique réglementaire s'est déroulée du 12 janvier au 11 février 1989 inclus au commissariat de police judiciaire et administrative du 13^e arrondissement, 144, boulevard de l'Hôpital.

L'arrêté définit notamment les mesures jugées nécessaires pour assurer la prévention des inconvénients ou dangers que l'installation serait susceptible d'occasionner.

Des dispositions ont donc été prises en matière de bruit et de pollution des eaux.

La sécurité contre les risques d'incendie a fait l'objet de conditions spécifiques.

Le texte intégral de l'arrêté autorisant et réglementant l'exploitation de cette station-service peut être consulté au commissariat précité ou à la Préfecture de Police, 12/14, quai de Gesvres à Paris-4^e, Direction de la Prévention et de la Protection Civile, Sous-Direction de la Prévention, 5^e Bureau.

P. Le PRÉFET DE POLICE,
LE DIRECTEUR DE LA PRÉVENTION
ET DE LA PROTECTION CIVILE,
signé : Marcel BURLLOT.

Chômage	Investissements	Production industrielle
Nouvelle baisse en Grande-Bretagne	Cinquante et un projets autorisés au Vietnam	Stabilité aux Etats-Unis...
Le nombre des chômeurs a, une fois de plus, baissé en Grande-Bretagne, pour revenir à 1 835 200 personnes en mai. Désormais, 6,5 % de la population active salariée est sans emploi, contre 6,7 % en mars, précise le ministère de l'emploi, jeudi 15 juin. Ce niveau est le plus bas depuis novembre 1980, grâce à trente-quatre mois consécutifs de baisse.	Le gouvernement vietnamien a autorisé cinquante et un projets financés par des étrangers et totalisant quelque 467 millions de dollars depuis l'entrée en vigueur de la loi sur les investissements de janvier 1988, a indiqué, le 14 juin, le quotidien Quan Doi Nhan Dan. Sur ces cinquante et un projets, trente seulement ont été mis à exécution, dont deux sont mort-nés, précise le quotidien qui déplore le manque d'« agressivité » des hommes d'affaires étrangers.	La production industrielle est restée stable aux Etats-Unis après avoir connu une hausse de 0,6 % en avril, annonce la Réserve fédérale. Le taux d'utilisation des capacités industrielles a, de son côté, légèrement reculé le mois dernier, pour revenir à 82,8 %, contre 84,1 % en avril et 82,9 % en mai 1988.
Les analystes, comme le Trésor, s'attendent à ce que le tassement actuel de la croissance économique ne se traduise que dans quelques mois dans les chiffres de l'emploi. Par ailleurs, le ministère de l'emploi a annoncé que la progression des salaires s'est élevée à 9,25 % en rythme annuel en avril, comme le mois précédent. La hausse salariale reste ainsi plus rapide que celle des prix, déjà nettement supérieure à celle de la moyenne des pays indus-	Avant de quitter le Vietnam, les membres d'une mission du patronat français ont affirmé un optimisme prudent. Rares sont, parmi les représentants des dix-huit sociétés qui les accompagnent, ceux qui se sont déclarés prêts à investir dans ce pays, à court ou à moyen terme.	... Hausse de 6,1 % au Japon

REPÈRES	AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS
Chômage	COMPAGNIE D'INVESTISSEMENTS FRANÇAIS IMMOBILIERS « COGIFI »
Nouvelle baisse en Grande-Bretagne	L'Assemblée générale ordinaire, tenue le 13 juin 1989, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1988, qui se soldent, après dotation de 13 680 000 francs, contre 12 085 000 francs aux comptes d'amortissements et de provisions, par un bénéfice net de 115 246 290 francs, dont 33 072 438 francs de plus-values nettes sur cessions d'immobilisations, contre 81 183 751 francs, en 1987, dont 5 033 184 francs de plus-values nettes, soit une augmentation de 42 %.
Le nombre des chômeurs a, une fois de plus, baissé en Grande-Bretagne, pour revenir à 1 835 200 personnes en mai. Désormais, 6,5 % de la population active salariée est sans emploi, contre 6,7 % en mars, précise le ministère de l'emploi, jeudi 15 juin. Ce niveau est le plus bas depuis novembre 1980, grâce à trente-quatre mois consécutifs de baisse.	Elle a décidé la distribution aux actionnaires d'une somme globale de 80 883 684 francs, soit un dividende par action de 25,20 francs — contre 24 francs au titre de l'exercice précédent — qui sera mis en paiement le 6 juillet 1989.
Les analystes, comme le Trésor, s'attendent à ce que le tassement actuel de la croissance économique ne se traduise que dans quelques mois dans les chiffres de l'emploi. Par ailleurs, le ministère de l'emploi a annoncé que la progression des salaires s'est élevée à 9,25 % en rythme annuel en avril, comme le mois précédent. La hausse salariale reste ainsi plus rapide que celle des prix, déjà nettement supérieure à celle de la moyenne des pays indus-	Après l'affectation de 33 072 438 francs à la réserve spéciale des plus-values à long terme, le report à nouveau s'établit à 12 625 981 francs.

500 من الأصل

Que celui qui n'a jamais été victime de l'excès de zèle d'un vendeur le dise ! En effet, combien de fois n'a-t-on voulu vous vendre quelque chose sans avoir pris la peine de connaître vos besoins ? Sans vous connaître. Dès votre entrée en relation avec le CCF, vous bénéficierez d'une approche globale de vos avoirs. Avec votre conseiller personnel, dont la mission est de vous donner des conseils de gestion personnalisés, vous pourrez dresser un inventaire exhaustif de votre patrimoine et de vos revenus afin de déterminer votre profil patrimonial. Pour cela, le CCF a mis au point un test de découverte des problèmes patrimoniaux. Votre préoccupation est-elle de protéger votre famille ? Voulez-vous limiter le poids de la fiscalité sur vos revenus ? Souhaitez-vous améliorer votre retraite ? Ou préparer votre succession ? Envisagez-vous de constituer votre patrimoine ou de le rééquilibrer ?

Toutes ces questions vont, bien

**Prendriez-vous au sérieux
quelqu'un qui
vous conseillerait
d'acheter
une canne à pêche
pour partir au Sahara ?**

**Pensez-y
lorsque vous rechercherez
un conseil en gestion
de patrimoine.**

entendu, trouver des réponses dans la gamme des services que le CCF met à votre disposition : compte géré, Fonds commun de placement ou Sicav, étude de transmission successorale, étude d'optimisation fiscale, constitution d'un capital en vue de la retraite, pour ne citer que quelques-unes des formules les plus usuelles. Et si votre diagnostic patrimonial révélait un problème plus complexe et que ces formules ne soient pas exactement à vos mesures, vous pourrez avoir recours à l'expertise de spécialistes rattachés aux centres régionaux de conseil en gestion de patrimoine ou bien à des conseillers juridiques, fiscalistes, ou à des experts immobiliers et financiers du siège central du CCF.

Avec le CCF, vous serez entouré par des spécialistes de la gestion du patrimoine. Ils seront là pour vous conseiller efficacement. Et, si vous souhaitez partir en vacances au Sahara, pensez à choisir un éventail plutôt qu'une canne à pêche.

**PENSER L'ARGENT
AVEC INTELLIGENCE**



مكتبة الامانة

ACTIONNAIRES DE SUEZ, le 27 juin, c'est votre assemblée générale, rendez-vous à la Maison de la Chimie.

L'assemblée convoquée le 15 juin n'ayant pu délibérer faute de quorum, l'assemblée générale mixte des actionnaires de Suez aura lieu le 27 juin à 14 h 30 à la Maison de la Chimie, 28 bis, rue Saint-Dominique, 75007 PARIS. Pour participer à cette assemblée, il vous suffit de faire immobiliser vos titres en banque cinq jours

avant la réunion. Votre banque ou votre intermédiaire financier vous fournira sur demande les documents d'information, le formulaire de pouvoir et de vote par correspondance ou votre carte d'admission. Si vous ne pouvez vous libérer, rendez-vous à votre banque les pouvoirs et les bulletins de vote par correspondance avant le 22 juin.

Les certificats d'immobilisation, les pouvoirs et les bulletins de vote par correspondance reçus pour l'assemblée du 15 juin restent valables pour celle du 27 juin.



Pour toute information,
Suez Actionnaires, Direction de la Communication,
1, rue d'Astorg, 75008 PARIS, Tél. 40 06 64 00

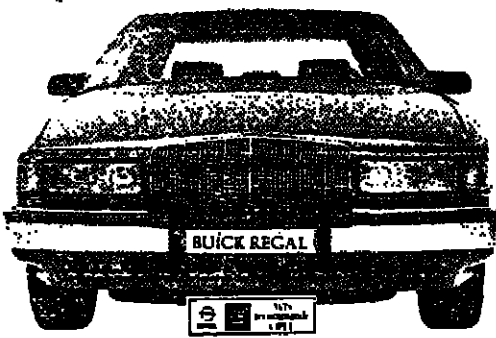
Avis SuperValue. Miami à 86 \$* la semaine, c'est mieux que Dallas!



SAATCHI & SAATCHI

Décidés à faire mille fois plus.

Où que vous alliez aux USA, vous allez vivre une vraie série américaine : grâce au forfait Avis SuperValue, vous pourrez choisir la voiture de vos vacances parmi un très grand choix de modèles, et parcourir autant de kilomètres qu'il vous plaira. Tout ceci à un prix garanti jusqu'à fin mars 1990 et payable en France. Avis SuperValue, c'est la formule simplissime pour les vacances à l'étranger.



SOCIAL

Au comité confédéral

M. Blondel plaide pour une FO « unifiée »

A l'issue du comité confédéral national (CCN) de FO, qui a réuni, les 13 et 14 juin en Avignon, pour la première fois depuis son élection au secrétariat général, les responsables des fédérations et des unions départementales (UD), M. Marc Blondel affichait une réelle satisfaction. « Je ferai tout pour que FO reste unitaire et unifiée », a-t-il assuré devant la presse en partant d'un CCN de la « fraternité » et de la « tolérance ». Auparavant, dans une interview à FO-Hédo, il avait souligné que dans son organisation, il n'y aura « pas de chasse aux sorcières ».

Si l'on s'en tient aux signes apparents, le climat semble effectivement moins tendu à FO qu'après l'élection, le 4 février, de M. Blondel. La résolution d'Avignon a été adoptée à l'unanimité, comme de coutume. Mais elle ne fait que reprendre les orientations du dernier congrès, approuvées, elles aussi à l'unanimité, regroupant les responsables de FO autour d'un dénominateur commun minimum (défense de la protection sociale, revalorisation des salaires, sauvegarde du service public, notamment contre le rapport Prévoit aux P et T) (1). Lors du congrès de la Fédération de la métallurgie à Bordeaux (le Monde daté 4-5 juin), M. Huc, qui avait soutenu M. Claude Pitou pour la succession de M. Bergeron, avait

semblé signer un armistice avec M. Blondel. En dépit des déclarations publiques très apaisantes de M. Blondel, il n'est pas sûr que l'armistice de Bordeaux se soit effectivement transformé en paix d'Avignon. Depuis le congrès des « métalliques », il y a eu celui de l'UD de Loire-Atlantique, le 9 juin, où M. Alexandre Hébert, anarcho-syndicaliste allié aux trotskistes, réélus secrétaire général, a dénoncé le « charisme des pleureuses », des « pitouistes », prêts à « accepter de nombreuses compromissions ». Au même moment, un partisan de M. Pitou, M. Maurice Rosat, était réélu à la tête de l'UD de l'Isère.

En Avignon, le discours d'ouverture de M. Blondel a été jugé par les pitouistes « neutre » ou « coïncident ». Mais sa réponse aux intervenants, dans laquelle il a fait référence au premier secrétaire général de FO, Robert Bothereau, a donné lieu à des interprétations diverses. Plusieurs délégués ont évoqué l'affaire du syndicat des instituteurs SNUIDI-FO, coupé en deux avec une nouvelle direction trotskiste et une ancienne direction... blondeliste. M. Blondel s'est engagé à rechercher une réconciliation entre les frères ennemis. Il a critiqué au passage ceux qui prennent des engagements « à l'extérieur du mouve-

ment syndical » tout en justifiant le fait que le SNUIDI trotskiste ait tenu son congrès constitutif dans les locaux confédéraux.

FO-Hédo, sous influence trotskiste, a été critiqué pour son « manque de tolérance », notamment par M. Huc, « très mal à l'aise » au cours de ce CCN qu'il a ressenti négativement, qui n'a pas reconnu son récent congrès dans le compte rendu qui en était fait. M. Blondel a seulement annoncé une « réflexion » sur la presse. Mieux vaut parler de statu quo que de « réconciliation ». De vrai, M. Blondel devra remplacer au bureau confédéral deux ou trois « pitouistes ».

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Dans cette résolution, FO présente son syndicalisme comme « ferme, déterminé, libre ». Le texte met en avant la nécessité de « développer la pratique du contrat collectif à tous les échelons » et d'« augmenter le pouvoir d'achat afin de soutenir la consommation ». Affirmant que deux cents nouveaux syndiqués ont été constatés depuis le congrès de février, la résolution lance un appel à tous les adhérents à « poursuivre et intensifier le développement de la syndicalisation », avec notamment comme objectif « d'atteindre une croissance annuelle ». Les organisations de FO sont invitées à tenir mille réunions au moment de la rentrée de septembre.

Au 1^{er} juillet

Les prestations familiales relevées de 1,01 %

M. Mitterrand avait souligné, le 10 juin, devant l'assemblée générale de l'Union nationale des associations familiales (UNAF), que le pouvoir d'achat des prestations familiales devait être « maintenu » (le Monde du 14 juin). A-t-il été entendu ? La revalorisation prévue au 1^{er} juillet ne sera que de 1,01 %, conformément à l'hypothèse faite dans les comptes prévisionnels de la Sécurité sociale pour 1989.

Cette revalorisation ne tient pas compte de l'évolution des prix sur les quatre premiers mois de 1989

(une hausse de 1,7 %), qui a amené le gouvernement à réviser ses prévisions pour l'ensemble de l'année, en les portant à 2,6 % au lieu du chiffre initial de 2,4 %. Par ailleurs, elle ne rattrape pas le retard de 0,24 % pris en début d'année par rapport à la hausse des prix de 1988, qui avait été mal évaluée. Au total, les « familiaux » jugeraient nécessaire une revalorisation de 1,5 % au moins pour maintenir le pouvoir d'achat des prestations. La perte sur l'ensemble de l'année pourrait atteindre 0,4 %.

LA VIE DANS LES ENTREPRISES

Une réunion annuelle des formateurs à Niort

Habituellement isolés, les formateurs et les responsables de programmes d'insertion professionnelle se réunissent désormais une fois par an à Niort (Deux-Sèvres). Pour la deuxième fois, en mai, plusieurs centaines de participants venus de toute la France se sont retrouvés aux Journées Orient'Action. A l'origine de cette initiative, M. Georges Lemoine, le directeur départemental de l'ANPE des Deux-Sèvres, bénéficie d'un partenariat très actif dans la région Poitou-Charentes. L'ANPE, le centre d'information et d'orientation, mais aussi des partenaires privés comme les Caisses régionales de crédit agricole ainsi que la chambre de commerce et d'industrie et des organismes de formation se sont associés à cette opération jugée favorable à l'emploi.

Pendant deux jours, les uns et les autres, réunis en ateliers, ont échangé des informations, confronté des expériences, ils ont aussi analysé des innovations comme « le trible chapeau », une méthode d'action pour faciliter la recherche d'emploi et l'insertion professionnelle de jeunes en difficulté, élaborée par un professeur québécois, M. Jacques Limoges, et expérimentée dans les Deux-Sèvres. Des rencontres qui, dans le milieu spécialisé de la formation, apportent un air vivifiant de nouveauté.

● Charente voit plus loin. — L'idée n'est pas uniquement destinée à améliorer l'image d'un cabinet de chasseur de têtes, en l'occurrence Aloes. Présidé par M. Jean Bergeron, patron de la nouvelle société Chaumont, le comité Charente veut rassembler des dirigeants d'entreprise acceptant, chacun dans sa spécialité, et sans être des clients, de recueillir les candidats puis, les cas échéant, de leur délivrer un « label ». Pour son plus grand profit, le club observe les évolutions des méthodes de recrutement. Il se retrouve régulièrement pour débattre et réfléchir sur ces tendances. Ainsi il est récemment intervenu comme « le trible chapeau » aux enchères. M^{me} Christiane Joguet, qui a pris cette initiative il y a quelques mois, est très satisfaite des premiers résultats obtenus.

● Un accord sur l'emploi des handicapés chez Total. — Un accord entre la direction de Total CFP et les syndicats CFTD, CGC, CGT et FO, sur l'emploi des handicapés, conclu le 26 avril, vient de recevoir l'agrément des pouvoirs publics. Par cet accord, conclu pour 1989, 1990 et 1991, Total CFP s'engage à assurer la reconversion dans la compagnie de ses collaborateurs ainsi que le reclassement de ses collaborateurs handicapés dont les emplois seraient supprimés. Un plan d'embauche prévoit le recrutement de dix personnes. Outre la formation spécifique liée au handicap, la direction s'engage à donner aux bénéficiaires de l'accord une formation équivalente à celle donnée à tout collaborateur. Total va également accueillir des stagiaires handicapés.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

NORSK HYDRO AZOTE ET CEDEST

NORSK HYDRO AZOTE et CEDEST ont décidé de développer leur collaboration industrielle et commerciale en matière d'engrais dans le sud-est de la France.

Aux termes des accords qui viennent d'être signés, NORSK HYDRO AZOTE fera l'apport de son usine d'engrais granulés de Sète à SUDFERTILISANTS, filiale de CEDEST, et accédera une participation de 40 % dans le capital de SUDFERTILISANT, la participation de CEDEST devenant 60 %. Au cours des opérations d'apport le capital de SUDFERTILISANTS, devrait être porté de 30 millions à 150 millions de francs. NORSK HYDRO AZOTE fournira à SUDFERTILISANTS les engrais ternaires riches en azote pour le compte de SUDFERTILISANTS qui se réserve par ailleurs la commercialisation directe de tous les autres engrais complexes.

EUROMARCHÉ

L'assemblée générale ordinaire, qui s'est tenue le 13 juin 1989 sous la présidence de M. Antoine BERNHEIM, a approuvé les comptes de l'exercice 1988.

Pour cet exercice, le chiffre d'affaires HT s'est élevé à 17 702,2 millions pour EUROMARCHÉ (+ 6,8 %) et à 22 895,8 millions pour EUROMARCHÉ consolidé (+ 16,6 %).

Pour la société, le bénéfice net comptable après impôts et participation s'est élevé à 188,2 millions de francs contre 183,1 millions de francs en 1987, la capacité d'autofinancement étant de 438 millions de francs contre 389,4 millions de francs en 1987.

En considérant le bénéfice net comptable après impôts et participation, et déduit, pour la part du Groupe, à 158,9 millions de francs contre 228,2 millions de francs en 1987, la capacité d'autofinancement était de 538,4 millions de francs contre 489,6 millions en 1987.

Il a par ailleurs été précisé qu'en non comparable, les chiffres d'affaires à fin mai 1989 étaient en progression de 4,1 % pour les hypermarchés, de 15,1 % pour le bricolage et de 14,9 % pour la restauration.

L'assemblée a décidé la distribution d'un dividende de 100 F assorti d'un avoir fiscal de 50 F, soit un revenu global de 150 F. Ce dividende sera mis en paiement à compter du 19 juin 1989 auprès des établissements financiers suivants :

LAZARD FRÈRES & C^{ie}, BANQUE NATIONALE DE PARIS, CRÉDIT LYONNAIS, SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE, CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL, BANQUE DE PARIS & DES PAYS-BAS.

A l'issue de l'assemblée générale ordinaire, s'est tenue une assemblée générale extraordinaire au cours de laquelle, entre quelques modifications statutaires, il a été décidé d'autoriser le conseil d'administration à consentir des options d'achat d'actions Euromarché au bénéfice de cadres supérieurs et dirigeants sociaux.

BOURSE DU 16 JUIN

[illegible]

Comptant (selection)

VALEURS	% du total	% de coupon	VALEURS	Cours prix	Dernier cours	VALEURS	Cours prix	Dernier cours
Obligations								
Emp. 820 \$ 77	128 33	0 970	A.L.C. France de	228 50	1400	Leclerc	100	1330
9,00 \$ 75/83	307 66	2 305	C.I. Industrie	606	103	Mediabank	107	135
10,00 \$ 75/84	104 11	0 422	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
12,50 \$ 80/80	103 62	0 305	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
15,20 \$ 82/80	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
15 \$ 82/82	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
14,00 \$ 84/84	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
13,40 \$ 84/84	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
12,20 \$ 84/84	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
11 \$ 84/84	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
10,25 \$ 84/84	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 12,75 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 10,50 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 9,50 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 8,50 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 7,50 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 6,50 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 5,50 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 4,50 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 3,50 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 2,50 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 1,50 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 0,50 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 0,00 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 0,00 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 0,00 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 0,00 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 0,00 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 0,00 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 0,00 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 0,00 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 0,00 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 0,00 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 0,00 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 0,00 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 0,00 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 0,00 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 0,00 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 0,00 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 0,00 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 0,00 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 0,00 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 0,00 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 0,00 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 0,00 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 0,00 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 0,00 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 0,00 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 0,00 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 0,00 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 0,00 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 0,00 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 0,00 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 0,00 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 0,00 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 0,00 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 0,00 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 0,00 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 0,00 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 0,00 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 0,00 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 0,00 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 0,00 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 0,00 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 0,00 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 0,00 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 0,00 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 0,00 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 0,00 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 0,00 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 0,00 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 0,00 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 0,00 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 0,00 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 0,00 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 0,00 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 0,00 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 0,00 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 0,00 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 0,00 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 0,00 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 0,00 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 0,00 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 0,00 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 0,00 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 0,00 \$ 85	106 85	0 307	Chemin (P)	1400	1400	Mediabank	107	135
OT 0,00 \$ 85	106							

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demande - ♦ : prix précédent - X : fin de la semaine

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	INFOS SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Chine : après les premières condamnations à mort. 4 États-Unis : la faillite de la Majorité morale. 6 Fin du voyage de M. Mitrand en Pologne. 7-8 Les funérailles d'Imre Nagy. 7-8 Europe 1993 : les élections au Parlement de Strasbourg.	9-10 Le scrutin du 18 juin : l'eurogauche en filigrane. 11 M. Chirac et la réforme du RPR. - « Journal d'un amateur », par Philippe Boucher. 12 Le contentieux des élections municipales.	13 Le mouvement de grève dans les crèches parisiennes. 14 L'affaire Touvier. - M. Pierre Arpeilange à l'Assemblée nationale. - Conflit dans les foyers SONACOTRA.	21 A Vienne, le cinquantenaire de la mort de Freud. - La rénovation de la bibliothèque de l'Opéra. 22 Théâtre : les Journées du Conservatoire. 28 Communication.	30 Framatome entame sa traversée du désert. 32 Le comité confédéral de FO. 33 Le déficit commercial américain réduit. 34-35 Marchés financiers. 28 Le 35 ^e Salon du Bourget.	Abonnements : 2 Annonces classées : 26 Campus : 27 Cartes : 27 Météorologie : poursuites de la grève : 20 Jeux : 27 Philatélie : 25 Radio-télévision : 25	Les grandes écoles 3615 pages LEMONDE Dimanche les européennes 3615 pages LM

Un nouveau terrain leur ayant été cédé

Plus rien ne s'oppose au départ des carmélites d'Auschwitz

Le nouveau couvent des carmélites d'Auschwitz (Pologne), dont l'installation à la lisière de l'ancien camp de concentration a été à l'origine d'une grave polémique entre l'Eglise catholique et la communauté juive internationale, pourra être déplacé, conformément aux accords signés à Genève en 1987, et construit à plus de cinq cents mètres de l'édifice actuel.

Il sera séparé du camp par deux rues, des blocs de maisons et des rideaux d'arbres. Les quatorze propriétaires de parcelles du terrain convoité depuis deux ans ont enfin donné leur accord pour l'opération de vente et de construction, ainsi que les autorités polonaises, qui viennent de délivrer le permis de construire au cardinal Macharski, archevêque de Cracovie. Plus rien ne s'oppose donc aujourd'hui au déménagement des religieuses.

L'ultime délai avait été fixé par les négociateurs catholiques et leur chef, le cardinal Decourtray, au 22 juillet prochain. Une certaine impatience était croissante dans les milieux juifs. M. Theo Klein, ancien président du CRIF et responsable de la négociation pour les juifs, se félicite de l'attribution du nouveau terrain et du projet de déménagement : « Les carmélites ont maintenu leurs engagements », dit-il. Mais il attend « un geste symbolique » des intentions réelles des religieuses, notamment le retrait de la croix qu'elles ont dressée, il y a plusieurs mois, sur l'emplacement même du couvent actuel et au-dessus du camp d'Auschwitz.

H.T.

● Hausse des prix à la consommation en mai de 0,6 % en Grande-Bretagne. L'indice des prix de détail britannique a augmenté de 0,6 % en mai, par rapport au mois précédent, soit 8,3 % par rapport à mai 1988. Par ailleurs, la production industrielle de la Grande-Bretagne a augmenté de 0,5 % en avril, contre 0,4 % en mars.

Pure...
Fine, fraîche et particulièrement pure, VOLVIC accompagne les meilleurs plats de Paris.

CHEZ PAULINE
Paris 1^{er}

VOLVIC

LES ÉLÉMENTS DE RANGEMENT EN VRAI BOIS
Nombreuses combinaisons possibles, avec ou sans vitrine, tous styles : chêne, noyer, merisier ou laqué.

37, av. de la République 75011 PARIS - TEL. 43 57 46 29 • MEYRO PARMENTIER

EX.CO.SUP
MÉDECINE - PHARMACIE
De la Terminale à la 2^e année
10 centres de préparation
CLASSES PRÉPARATOIRES
Recyclage - Encadrement - Révisions
12, rue Hautefeuille - 75006 PARIS - Tél. : 46.34.06.33

GLOBE
DE JUIN
TOUT CE QUE VOUS N'AVEZ JAMAIS OSÉ SAVOIR SUR SADE ET LE SADISME

L'avant-projet de loi sur le financement des campagnes électorales et des partis

Toute infraction commise avant le 15 juin serait amnistiée

Inscrits à l'ordre du jour du conseil des ministres du mardi 20 juin, les deux projets de loi, ordinaire et organique, sur le financement des partis politiques et des campagnes politiques ont été discutés par l'Assemblée générale du Conseil d'Etat, jeudi 15 juin. Autant les dispositions instaurant contrôle et transparence semblent précises et réfléchies, autant celle qui prévoit une amnistie des « infractions » passées suscite un certain émoi dans les milieux juridiques par son ampleur et sa généralité.

« L'amnistie n'est pas scandaleuse, elle est nécessaire », déclarait au Monde M. Michel Sapin (PS, Hauts-de-Seine), président de la commission des lois de l'Assemblée nationale et proche de M. Michel Rocard (nos éditions du 16 juin). Or, si elle a pu paraître nécessaire aux conseillers d'Etat, dans la mesure où l'instauration de règles nouvelles laisse entendre qu'auparavant les dérapages étaient inévitables, l'amnistie paraît en avoir, sinon scandalisé, du moins surpris plus d'un, telle qu'elle était formulée dans l'avant-projet de loi qui leur a été soumis.

L'article concerné stipulait en effet : « Sont amnistiées toutes infractions commises avant le 20 juin 1989, en relation avec le financement direct ou indirect de campagnes électorales ou de partis ».

Après les déclarations de l'ancien premier ministre

M. Rocard « conseille » à M. Chirac de donner ses informations aux autorités de l'Etat

Lors d'une réunion publique à Strasbourg, jeudi 15 juin, M. Michel Rocard a rappelé que la question du terrorisme « a été évoquée dernièrement avec quelque fracas » avant d'affirmer : « Lorsque j'étais dans l'opposition (...) et que le gouvernement de mon pays, que dirigeait M. Jacques Chirac, était confronté à une vague de violence et d'attentats, confronté au douloureux problème des otages, j'ai toujours dit publiquement que je m'en remettais à lui pour traiter au mieux des intérêts nationaux les problèmes d'une extrême douleur, parce que le règlement de ces affaires exige du sérieux, c'est-à-dire du secret ».

« Aussi, le meilleur conseil que je puisse donner à ceux qui auraient des informations, des intuitions ou des inquiétudes, c'est de s'en ouvrir aux responsables qui ont en charge la sécurité extérieure et intérieure ».

LES ÉLÉMENTS DE RANGEMENT EN VRAI BOIS
Nombreuses combinaisons possibles, avec ou sans vitrine, tous styles : chêne, noyer, merisier ou laqué.

EX.CO.SUP
MÉDECINE - PHARMACIE
De la Terminale à la 2^e année
10 centres de préparation
CLASSES PRÉPARATOIRES
Recyclage - Encadrement - Révisions
12, rue Hautefeuille - 75006 PARIS - Tél. : 46.34.06.33

GLOBE
DE JUIN
TOUT CE QUE VOUS N'AVEZ JAMAIS OSÉ SAVOIR SUR SADE ET LE SADISME

politiques. A sa lecture, le surprise des juristes est double. D'abord sur la date : il n'est pas d'usage, affirmait-il, qu'un avant-projet d'amnistie, annoncé dans les administrations et les ministères concernés par son élaboration plusieurs semaines avant sa présentation en conseil des ministres, fixe comme échéance une date postérieure à sa rédaction. En d'autres termes, alors qu'une campagne électorale est en cours jusqu'au 18 juin, dans sa version initiale, l'avant-projet amnistiait préventivement toute infraction commise pour financer les élections européennes. Ensuite, sur l'emploi du terme « infractions » qui couvre aussi bien les délits que les crimes ! Certains services de la Chancellerie s'en sont émus. D'autant plus que la loi du 20 juillet 1988 sur l'amnistie s'en tenait aux seuls « délits en relation avec les élections de toute nature ».

Fautes

La première objection a été immédiatement soulevée par le Conseil d'Etat. Le gouvernement s'y est plié, ramenant la date-butoir du 20 juin, jour du conseil des ministres, au 15 juin, jour de la discussion par l'Assemblée du Palais-Royal. Quant à la seconde, elle demeure, le texte n'ayant pas été modifié. Le gouvernement invoque l'urgence selon lequel aucun crime ne pourrait être commis en relation avec le

financement d'une campagne électorale. Or cet argument ne tient pas puisque le faux en écriture publique — qui vise notamment les fausses factures au détriment d'entreprises publiques — est qualifié de crime par le Code pénal.

En outre, la formulation retenue semble absurde, contrairement à ce qu'affirmait M. Sapin, les cas d'enrichissement personnel à l'occasion des campagnes. L'Hôtel Matignon fait toutefois observer — sans citer d'exemple précis — qu'à plusieurs reprises, depuis un an, les tribunaux ont refusé d'accorder le bénéfice de l'amnistie de juillet 1988 lorsque la preuve n'était pas apportée que les fonds en cause avaient été effectivement versés à un comité de campagne ou à un parti politique.

Par l'avenir, le projet prévoit l'instauration d'une « Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques », composée de cinq membres nommés par le président de la République : un membre de la Cour des comptes, un préfet honoraire, un professeur agrégé de droit public, un trésorier payeur honoraire et un membre de l'ordre des experts comptables. Cette commission sera chargée d'examiner les comptes de campagne des candidats, en saisissant la justice si elle constate des dépassements par rapport aux montants fixés pour chaque type d'élection.

PATRICK JARREAU
et EDWY PLENEAU

Au « Grand Jury RTL-Le Monde »

« La campagne commence maintenant » assure M^{me} Simone Veil

Participant jeudi 15 juin au « Grand Jury RTL-Le Monde », M^{me} Simone Veil s'est déclarée « très contente » que M. Valéry Giscard d'Estaing se soit prononcé en faveur d'une Constitution pour l'Europe le 16 juin.

« Dans le projet de notre liste, a-t-elle précisé, nous avons mis en valeur la nécessité de fixer des échéances précises pour ce déroulement des travaux du Parlement européen puis des Parlements nationaux, car il faut naturellement que ceux-ci soient associés à une éventuelle modification des traités (...). Nous avons fixé l'an 2000 comme échéance de ce calendrier (...). Je suis contente qu'il y ait le plus de sens possible pour appuyer ce projet. »

Relevant ensuite que « l'Europe n'est pas seulement une question d'institution », M^{me} Veil renouvelle ses critiques à l'égard du gouvernement de M. Michel Rocard qui, sur certains dossiers, prépare mal la France au grand marché européen, comme celui « très chaud de la situation des grandes entreprises nationalisées ». « Elles auraient aujourd'hui besoin, a-t-elle dit, d'être observées, de fonds propres importants pour pouvoir se restructurer, pour pouvoir investir. Le refus qui est opposé par le gouvernement à une privatisation partielle les prive de cette possibilité. »

Evocant le scrutin du 18 juin et le fort taux d'abstention à prévoir, M^{me} Veil a avancé cette explication : « Les événements internationaux ont été si importants qu'ils ont un peu occulté la campagne européenne. C'est aussi parce que, pour beaucoup, l'Europe est déjà faite. Les enjeux qui ont été ceux de 1979 et de 1984 sont ressentis comme moins importants (...). Reste l'enjeu institutionnel, mais il est difficile à comprendre. Les autres problèmes qui se posent sont très spécifiques. Ils concernent les jeunes, certaines professions. Il était très difficile au cours d'une campagne courte d'aborder ces questions qui apparaissent comme techniques. La campagne va commencer maintenant. Nous allons informer tous les Européens une fois que nous serons élus. »

Sur le vif

Dangers

Pauvre Jacquot, pauvre chéri, tu t'es mis dans de beaux draps ! Un vrai suaire ! Quelle idée aussi d'aller raconter que tu voyais place au pied d'une tour surmontée d'un génie ! Tu connais les gens, ils sont sceptiques, ils sont méchants, ils y croient pas à ta cartomancie. Ils prétendent que t'es magouillé avec les apothésaires : Carton, Fontaine, et Kauffmann contre Naccache. Le trône de l'Elysée t'étais sûr d'y poser tes fesses et le droit de grâce t'y avait droit. Tu laissais passer quatorze mois pour que Naccache tu le renvoyais à l'expéditeur, emballage cassé, le 14 juillet 88.

Et puis bon, il y a eu un coup, t'es été blackboulé, ça t'a complètement tourné, tu savais pas quel inventeur pour te changer les idées et du coup Naccache Naccache t'est sorti de l'idée. Seulement voilà à Téhéran, les mecs, ils en ont, eux, de la saine dans les idées. Ils ont regardé notre calendrier : c'est quoi, là, pour ces chiens de chypriotes ? Le 15 juin ? Il serait peut-être temps de lui passer un coup de fil à notre Jacquot. Salut, ma

poule ! Ici Valéry. Je m'excuse de te déranger, j'en ai pour deux secondes. Simplement pour te dire : ce n'est pas, toi, Albert le Bèbe d'ici trois semaines, c'est ton Mimi et ses amis on les ignore. Cette fois-ci c'est peut-être trois contre un c'est un contre sept, les sept chefs d'Etat des pays... Oui, c'est ça. Alors tchao, grosses bises à Pasquale !

Mais, oui, t'écoute, je sais c'est rien que des marottes, des histoires à dormir debout. N'empêche, leur mort, aux chefs, c'est un choc, tu le sais bien. Tu ne diras : aucun danger. La marine, ils paquent les socialistes. Ils crèvent de trouille rapport aux risques d'attentat, ils vont aller entièrement Paris, ils laissent pas entrer un chat, surtout pas un hébété, et il peut rien m'arriver.

Tu rigoles ou quoi ? Suffit que mon Mimi trouve un provocateur, il fera semblant de lui frapper le peu en tirant en l'air. Mais avoir le terme de pestu. C'est pas seulement le Biscornet, c'est le traitement antiterroriste du coup de l'Observatoire, ouille pas !

CLAUDE SARRAUTE

En Nouvelle-Calédonie

MM. Lafleur, Jorédié et Kaloi présideront les assemblées provinciales

NOUMÉA
de notre correspondant

MM. Jacques Lafleur (RPR) pour la province Nord, Léopold Jorédié (FLNKS) pour le Sud et Richard Kaloi (FLNKS) pour les Loyautés, ont été élus, vendredi 16 juin, présidents des nouvelles assemblées provinciales. Des élections sans surprise puisque ces trois présidents étaient têtes de liste de leurs formations respectives lors du scrutin du 11 juin, et que chacun disposait d'une majorité absolue.

Au sein du FLNKS, ces élections marquent à nouveau la prédominance de l'Union calédonienne, qui s'adjuge cinq des six postes de présidents et de vice-présidents auxquels les indépendantistes pouvaient prétendre. Cette domination a été mise en cause par l'une des composantes du FLNKS, le PALIKA, dont le chef de file, M. Paul Ngourou, maire de Paitia, a retiré jeudi sa candidature à la vice-présidence de la province Nord, alors que son élection paraissait acquise.

Le numéro du « Monde » daté 16 juin 1989 a été tiré à 528 771 exemplaires

POUR UNE ELITE ACTIVE ET RAFFINEE

11 rue Tronchet - 75008 Paris
concessionnaires Paris et province

En à Nouméa pour la province Sud, M. Lafleur, le président du RPR, qui disposait de 21 voix sur 32, a même vu les trois voix du Front national se porter sur son nom, le premier tour, ainsi que M. Jean Lhôte, le maire de Nouméa, élu premier vice-président.

Dans le Nord, où le FLNKS disposait de 11 des 15 sièges, MM. Jorédié, Raymond Lapouty (Union calédonienne) et Chénapa Boévi (Union progressiste mélanésienne) ont été élus président, vice-président et vice-président.

Même cas de figure pour le bureau de la province des îles du FLNKS, majoritaire, a élu M. Kaloi, Albert Oukawa et Coco Hami, tous trois membres de l'Union calédonienne, le principal mouvement indépendantiste. M. Ndieloh Ndieloh, le chef de file du LKS (parti indépendantiste modéré), le seul indépendantiste élu n'appartenant pas au FLNKS, était absent de cette première réunion de l'assemblée provinciale.

Dans chacune des trois provinces, ce sont donc des bureaux homogènes qui géreront les assemblées. L'ouverture espérée par certains des signataires des accords de Matignon l'un vers l'autre par le jeu d'un échange de vice-présidences, n'a pas eu lieu.

(Interim.)

MAINTENANT, JE SOLDE !

► Première confidence : les spots de tissus anciens, je ne supporte pas... Dès qu'un tissu est un peu moins récent, même s'il est encore « Mode », même si sa qualité est magnifique, même s'il est génial, je solde.

► Deuxième confidence : quand je solde tous ces articles, peu m'importe leur prix. Je veux que mes Soldes soient irrésistibles et les robes télévisées.

► Troisième confidence : j'ai aimé trop mes chaussettes délavées. Il y a donc forcément des rois de tissus sensationnels solides surtout pour vous faire plaisir. Mes Soldes, au fond ce sont mes Soldes, car je n'ai rien pu vous !

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS